

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Tome XX-1982. N° 4 (Octobre-Décembre)

Le centenaire Nicolae Titulescu

Un débat: Tradition et innovation dans
la formation des Etats nationaux

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

Comité de rédaction

ALEXANDRU DUȚU — *Rédacteur responsable* ;
Membres du comité: **EMIL CONDURACHI, AL. ELIAN, VALENTIN GEORGESCU, H. MIHĂESCU, COSTIN MURGESCU, D. M. PIPPIDI, MIHAI POP, AL. ROSETTI, EUGEN STĂNESCU**
Secrétaire du comité: **LIDIA SIMION**

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à ILEXIM, Departamentul Export-Import Presă, P. O. Box 136—137, télex 11226, str. 13 Decembrie, n° 3, R—79517 București, Roumanie ou à ses représentants à l'étranger. Le prix d'un abonnement est de \$ 55 par an

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à la

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Bul. Republicii 13, 70031 București.

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 15—20 pages dactylographiées pour les articles et 5—6 pages pour les comptes rendus

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80, 79717, București — Roumanie

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XX

1982

Octobre-Décembre n° 4

SOMMAIRE

Les hommes de science et la paix

- VALENTIN LIPATTI, L'impératif du désarmement 379

Le centenaire Nicolae Titulescu

- GHEORGHE BUZATU and VALERIU FLORIN DOBRINESCU, Nicolae Titulescu
and the Principles of Sovereignty and Territorial Integrity 383

Un débat : Tradition et innovation dans la formation des Etats nationaux

- OLGA CIGANCI, La formation des Etats nationaux du Sud-Est européen — aspects
historiques; CORNELIA BODEA, The Romanian National Idea — Thought
and Action 397

- CONSTANTIN VELICHI, The Romanians and the Creation of the Bulgarian National
State; ZAMFIRA MIHAIL, Problèmes du bulgare littéraire durant la période des
luttres pour un Etat national bulgare (XIX^e siècle) 407

- CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, Tradition et innovation aux débuts de
l'Etat national grec; ALEXANDRA ANASTASIU-POPA, En marge de la *Consti-
tution* de Rhigas; LIA BRAD, Tradition and Innovation in the Formation of the
Greek Official Language 421

- MUSTAFA MEHMET, De nouveau sur la création de l'Etat national turc; EUGENIA
IOAN, The Development of Some Cultural Factors During the National Renais-
sance Period with the Yugoslav Peoples in the 19th Century; CONSTANTIN
IORDAN-SIMA, Programmes nationaux — Etats nationaux. Repères pour une
analyse comparative 437

Chronique

- L'exposition « Constantes de la politique étrangère roumaine. Le Centenaire Nicolae
Titulescu » au musée d'Histoire de la République Socialiste de Roumanie (*Doina
Leahu*) 451

Hommages

- Hommage à Haralambie Mihăescu (*Al. Graur*). Bibliographie 453

- Hommage à Emil Condurachi in « Revue Roumaine d'Histoires (*Robert Păiușan*) » . . 459

- Table des matières, tome XX (1982)** 463

L'IMPÉRATIF DU DÉSARMEMENT

VALENTIN LIPATTI

Parmi les aspects négatifs du monde compliqué dans lequel nous vivons, la course aux armements constitue sans doute le phénomène le plus inquiétant. Elle pèse lourdement sur l'avenir des peuples étant une menace permanente pour la paix et la sécurité internationales, pour le développement de toutes les nations, facteur de premier ordre dans le maintien de la méfiance entre les Etats, des foyers de tension et de conflits. Dans les deux dernières décennies, la course mondiale aux armements a dévoré plus de 4000 milliards de dollars, tandis que les dépenses annuelles pour l'armement dans le monde ont dépassé de loin les 500 milliards de dollars. Cet énorme gaspillage se produit dans un monde où un milliard d'hommes subissent la famine, plus de 800 millions sont analphabètes, à peu près trois milliards manquent de l'eau potable, un milliard ne disposent pas d'habitations salubres et un milliard et demi ne peuvent pas accéder aux soins médicaux. Le total des dépenses militaires annuelles remonte à l'équivalent du produit national brut de l'ensemble des pays de l'Afrique, de l'Amérique Latine et du Moyen Orient.

Combien de problèmes fondamentaux qui confrontent l'humanité ne pourraient être liquidés par l'arrêt de la course aux armements et par des mesures à mêmes de rendre au progrès social et économique des peuples les fonds énormes mis en ce moment au service des actions militaires !

Les données publiées périodiquement soulignent la relation entre le désarmement et le développement ; ainsi, les dépenses effectuées dans le monde entier pour l'armement, dans moins d'une journée, suffiraient pour la vaccination de tous les enfants de la terre contre les maladies les plus contagieuses ; deux jours sans dépenses militaires pourraient procurer les fonds nécessaires pour que toute la population du globe bénéficie d'eau potable ; six jours sans dépenses militaires pourraient procurer des ressources pour l'éradication totale de l'analphabétisme ; le prix d'un seul avion de chasse suffirait pour l'équipement de 40 000 pharmacies ; le montant d'un seul porte-avions à propulsion nucléaire pourrait couvrir la construction de 100 000 appartements. Et la liste des exemples est pratiquement inépuisable.

Dans le contexte global de la course aux armements et des tensions qui persistent aujourd'hui dans le monde, la situation créée est particulièrement inquiétante. Les deux alliances militaires se trouvent face-à-face sur notre continent ; c'est ici que se sont accumulés les plus grands effectifs militaires, les armements les plus sophistiqués, y compris nucléaires.

Le continent européen est en ce moment la région avec la plus grande concentration d'armements et de forces nucléaires, alors que les deux alliances militaires disposent de 90 % des têtes nucléaires, effectuent 83 % des dépenses militaires du globe et que 80 % de leurs effectifs militaires sont stationnaires sur le territoire d'autres Etats. Les peuples de l'Europe vivent dans un véritable arsenal. La décision de l'OTAN concernant l'emplacement, en 1983, de nouveaux types de fusées nucléaires à moyenne portée, braquées sur le continent contribue à faire accroître la tension en Europe.

Voici les raisons pour lesquelles, de nos jours, plus que jamais, le problème fondamental des habitants de la terre est celui de la paix ou de la guerre, dilemme qui, à l'ère nucléaire où nous vivons, acquiert la signification d'une option pour la vie ou la mort de l'humanité.

Les peuples ont pris et continuent de prendre une position fermée devant la politique d'armement et d'agression, opposant un NON catégorique au cauchemar atomique, en demandant, par des actions amples et toujours plus décidées, la cessation de la course aux armements et la prise de mesures effectives de désarmement, en premier lieu de désarmement nucléaire. Les grands meetings en faveur de la paix qui ont sillonné l'Europe et d'autres régions de la terre depuis 1981 sont l'expression de la conscience des masses devant le danger d'un cataclisme nucléaire, de leur volonté de n'épargner aucun effort pour que l'humanité ne soit pas jetée dans une guerre et que la politique de paix, de détente et de sécurité soit reprise.

La Roumanie et son Président, Nicolae Ceaușescu, n'ont jamais cessé de militer pour l'arrêt de la course aux armements et la prise de mesures effectives de désarmement, pour la reprise de la politique de paix et de détente, de sécurité et d'indépendance nationales, pour le rejet de la politique de force et le règlement pacifique des différends entre Etats.

Les initiatives du Président de la Roumanie, ainsi que la puissante affirmation de la volonté du peuple roumain sont bien connues, et les amples manifestations populaires contre la guerre, en faveur de la paix et du désarmement ont été une expression éloquente à cet égard.

En ce qui concerne l'action politique et diplomatique, la Roumanie a fourni une contribution importante à la préparation et au déroulement, en 1978, de la première session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée au désarmement, tout en présentant, dans ce cadre, un vaste programme de mesures concrètes tels le gel et la diminution des budgets militaires, la réduction de certains types d'armes (nucléaire, conventionnelles, chimiques, biologiques etc.), le retrait des troupes étrangères stationnant sur le territoire d'autres Etats, la suppression des bases militaires étrangères, des mesures de désengagement militaire et de désarmement sur le plan régional et de garanties concernant les Etats non nucléaires, la diminution graduelle des activités des blocs militaires, comme mesure transitoire visant leur suppression concomitante, etc. La Roumanie a formulé en même temps des propositions à même de conduire à l'amélioration des structures des négociations en matière de désarmement.

L'initiative concernant le gel et la réduction des budgets militaires promue par la Roumanie dans le cadre des Nations Unies, conjointement avec la Suède et d'autres Etats membres, exige les efforts concertés de la communauté internationale afin de créer un climat propice à la confiance

entre les Etats et de permettre des négociations authentiques. Les principes sur lesquels reposent de tels négociations devraient conduire, dans la conception de la Roumanie, à la réalisation d'un équilibre de forces sur le plan mondial ou régional, à des niveaux toujours plus bas des forces militaires et des armements ; ne pas affecter, d'aucune manière, le droit des Etats à la sécurité égale et ne pas créer des avantages unilatéraux en faveur d'aucun Etat ou groupe d'Etats ; les mesures adoptées devraient commencer par les Etats les plus puissants et les plus armés, avec possibilités de vérification ; enfin, les ressources disponibles suite à ces mesures devraient servir à des buts pacifiques. Ces mesures seraient susceptibles d'être englobées dans une Déclaration, élaborée et adoptée par l'ONU, à même de leur assurer la valeur politique appropriée.

Dans le cadre du processus multilatéral amorcé par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la Roumanie a proposé, de concert avec d'autres Etats participant à la Réunion de Madrid, la convocation d'une conférence consacrée aux mesures de confiance et de désarmement en Europe, qui pourrait élaborer et convenir, par une approche progressive des questions du désarmement, des mesures susceptibles de renforcer la confiance et ensuite des mesures de désengagement militaire et de désarmement au niveau du continent européen.

En marquant son accord à l'égard des négociations qui ont lieu à Genève entre l'URSS et les Etats Unis sur le problème des armements nucléaires en Europe, la Roumanie s'est prononcée en faveur de la cessation de l'emplacement de nouvelles fusées nucléaires à moyenne portée, du retrait et de la destruction des fusées existantes, de la liquidation de toutes les armes nucléaires du continent. Car, de toute évidence, en matière de désarmement la priorité revient à l'armement nucléaire. C'est dans le domaine du nucléaire qu'ont lieu les développements les plus spectaculaires, les armes nucléaires donnant à l'homme, pour la première fois dans son histoire, la possibilité d'une destruction totale de la civilisation. Tant par leur incessant progrès qualitatif, que par les doctrines militaires, les armes nucléaires ne peuvent assurer ni la sécurité internationale, ni celle des Etats qui les possèdent. L'équilibre des forces est en permanence soumis à l'action des facteurs de déséquilibre d'instabilité et d'insécurité. Ainsi, ce n'est pas par la voie de l'armement que sera assurée la sécurité internationale, mais par la réalisation d'un équilibre de forces au niveau toujours plus bas, par l'adoption de mesures effectives de réduction des forces armées et des armements, en premier lieu des armements nucléaires. C'est pour ces raisons que la conclusion d'un accord s'impose d'urgence, un accord portant sur les fusées à moyenne portée et sur d'autres armements, et qui marquerait, sans mettre en danger la sécurité d'aucun Etat, un pas important sur la voie du désarmement nucléaire. Aujourd'hui plus que jamais, il convient que les Etats européens manifestent une responsabilité accrue, participant selon leurs forces à la réussite de ces négociations, visant à réaliser une Europe sans armes nucléaires.

En même temps, la Roumanie a milité pour que les négociations de Vienne portant sur la réduction des forces militaires et des armements en Europe Centrale prévoient, aux termes de l'accord à conclure une réduction de troupes et d'armements aussi substantielle que possible ayant en vue toutes les composantes des forces armées et des armements, y compris

nucléaires ; pour que ces accords ne conduisent pas à la diminution de la sécurité d'aucun Etat ou d'aucune nation de l'Europe ; enfin, les procédures de négociation doivent offrir à chaque Etat participant la possibilité de présenter son point de vue et de soutenir ses intérêts légitimes. Même si les négociations de Vienne ont un objectif limité, la Roumanie apprécie que de tels résultats partiels seraient importants pour la détente et la sécurité en Europe et dans le monde, s'ils déterminaient un raffermissement de la confiance, démontrant ainsi que, même dans les cas où il s'agit de questions militaires, il est quand même possible d'aboutir à des solutions pratiques.

La Roumanie appuie la création en Europe et dans d'autres régions du monde, de nouvelles zones de paix et de collaboration, sans armes nucléaires. Il y a plusieurs années, la Roumanie a avancé l'idée de la transformation des Balkans dans une zone de paix, de bon voisinage et de coopération, sans armes nucléaires, comme partie intégrante d'une Europe dénucléarisée. Attachée à la promotion de rapports étroits avec tous les pays de la région, la Roumanie a agi sans réserves en faveur de la coopération balkanique bi- et multilatérale — politique, économique, technique, scientifique, etc. — puisqu'elle apprécie que la paix et la coopération dans les Balkans sont une partie intégrante et significative de l'édification de la sécurité et du développement de la coopération en Europe. Dans ce contexte, elle a participé d'une manière active aux réunions de coopération économique dans les Balkans qui ont eu lieu ces dernières années (Athènes, 1976 ; Ankara, 1979 ; Sofia, 1981), et a été l'hôte, à Bucarest, d'une réunion de coopération dans le domaine de l'énergie et des matières premières énergétiques. Par ailleurs, le Président Nicolae Ceaușescu a proposé, comme une nouvelle initiative de paix concernant l'espace européen, une rencontre au sommet des Etats de la région, afin de trouver ensemble des voies capables de faire surmonter les problèmes existants, de raffermir la confiance, la coopération et la paix dans les Balkans. La rencontre préconisée et pour laquelle les prémisses existent pourrait s'inscrire, dans les circonstances actuelles, comme un acte d'une signification particulière dans la vie politique du continent.

Que la voix de la Roumanie, ainsi que celle de nombreux Etats attachés à l'idée de la paix soit écoutée et prise en considération, afin que l'impératif du désarmement devienne, dans le plus bref délai, une réalité agissante.

NICOLAE TITULESCU AND THE PRINCIPLES OF SOVEREIGNTY AND TERRITORIAL INTEGRITY

GHEORGHE BUZATU and VALERIU FLORIN DOBRINESCU

Nicolae Titulescu's outstanding activity was the immediate object of attention of a great number of historians, economists, jurists, diplomats. This was due mainly to the fact that his comprehensive works of diplomacy include priorities, facts and ideas of particular relevance for one of the essential problems of modern civilization, namely establishing, organizing and maintaining the overall and indivisible peace. Nicolae Titulescu stated unambiguously the rights and the interests of his country as well as those of all the countries in the world, either small or big.

Many studies and monographs belonging to Romanians or foreigners (Ion M. Oprea, Eliza Campus, Viorica Moisuc, George Macovescu, Savel Rădulescu, Mircea Malița, Vasile Netea, Costin Murgescu, Ilie Seftiuc, Cristian Popișteanu, Walter M. Bacon Jr., Paul D. Quinlan, M. Teichman, Z. Avramovski, Jacques de Launay a.o.) have treated in a definite way the terms of the diplomatic activity carried out by Nicolae Titulescu. They included the most important role Titulescu played, most of the times in approaching and solving some problems of South-East Europe between the two world wars.

Examining the materials consecrated to Nicolae Titulescu's activity, his works and the published and unpublished documents bearing his signature, one concludes that the *essential and permanent element* of Titulescu's thought and activity was the observance of the sovereignty, independence, and territorial integrity of all the countries seen as subject of international law. The latest research in the field has confirmed entirely Titulescu's *credo*, namely that the acknowledgement of the state sovereignty means "the keystone of the international building" in the contemporary world¹. Nicolae Titulescu expressed in an excellent way this conviction in 1929, in his well-known conference held in Berlin on the *evolution of peace* when he defined international law as "an outcome of the agreement concluded among free and equal wills"². On a different occasion, in 1936, receiving the Turkish Minister for Foreign Affairs, Titulescu, then a minister of Romania's Foreign Affairs stated: "We wish to be friends with all the nations without any exception, but for our affairs we only admit our own command"³. The research of the personal archives of Titulescu at

¹ See Mircea Malița, *Diplomația, școli și instituții*, 2nd ed., Bucharest, 1975, p. 463.

² Nicolae Titulescu, *Documente diplomatice*, Bucharest, 1967, p. 298.

³ *Ibidem*, p. 555.

the *Hoover Institution on War, Revolution and Peace* (Stanford University, U.S.A.) allows us to conclude that the defence of Romania's rights and interests was the goal of Nicolae Titulescu's entire diplomatic activity for almost two decades. Thus he told Vintilă Brătianu, the Finance Minister in the 1922—1926 government that he acted "out of my sense of duty towards my country"⁴ while to I. G. Duca, the Minister for Foreign Affairs, he confessed that the unique aim of his efforts was "to serve my country"⁵. Titulescu rejected the injustices done to Romania⁶ and claimed, vis-à-vis the delegates of the Great Powers, that the negotiations should be held "among equals". The major goal was the maintenance of the general peace, possible only through the sincere cooperation of "all the peoples, without any discrimination"⁷. Romania's economic independence was the outcome of its political independence and N. Titulescu was doubtlessly in favour of accepting the foreign capitals collaboration and even of drawing them nearer to Romania, with one essential condition; "the observance of sovereignty"⁸. Titulescu's contribution to the imposal of the rights and interests of the South East European States, primarily Romania's interests, can only be judged rightly should one take into account the progress in the status Romania had within the framework of international life at the beginning and at the end of Titulescu's activity, namely between 1918—1920 and 1936. The changes were in fact particularly important: from the status of a country with "limited interests" applied to Romania at the Peace Conference of 1910—1920 to that of a country recognized as an equal partner in all the negotiations and in all the documents signed with big or small countries⁹. Titulescu himself in an interview of July 1936 highlighted that he had been concerned that the directions of Romania's foreign policy should be elaborated in Bucharest and noticed with the satisfaction of an accomplished fact: "with this conception in mind, did I lead the foreign policy of my country and I asseverate that I have insured it an independence in respect of foreign influences, which was never surpassed in the past"¹⁰. The beginning of Titulescu's diplomatic activity coincided with the first years of the interwar period, namely with his participation as a delegate of Romania in the conclusion, following the 1914—1918 conflict, of some documents of utmost international value for the postwar standing of the world and Europe in general, and of South East Europe in particular, such as the Trianon Treaty (June 4, 1920), the Paris Proceedings of October 28, 1920¹¹ and the Nations Ligue Agree-

⁴ Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University, Palo Alto, California, U.S.A., Hoover Institution Archives, *N. Titulescu. Diary and Correspondence*, Box No.V, booklet 68, f. 45 (N. Titulescu to Vintilă Brătianu, London, Febr. 15, 1926).

⁵ Idem, Box No. IV, booklet 64, f. 31, (N. Titulescu et I. G. Duca, London, Febr. 6, 1926).

⁶ Idem, Box No. II, booklet 25, f. 11 (N. Titulescu et Vintilă Brătianu, London, August 12, 1924).

⁷ Idem, Box No. IV, booklet 62, f. 23.

⁸ Idem, Box No. II, booklet 31, f. 25—26 (N. Titulescu to I. G. Duca, Cap Ferrat, Nov. 15, 1924).

⁹ Mircea Malița, *op. cit.*, p. 449; Viorica Moisuc (editor) *Probleme de politică externă a României*, II, 1918—1940, Bucharest, 1977, pp. 47—49.

¹⁰ Nicolae Titulescu, *Documente diplomatice*, p. 799.

¹¹ See N. Dașcovici, *Interesele și drepturile României în texte de drept internațional public*, Iași, 1936, p. 23 and the following.

ment. In a statement to king Charles II at the beginning of the World War II, N. Titulescu revealed that owing to the circumstances he had the happy mission to participate in the establishment and international sanctioning of the borders of unified Romania, Romania got unified as a result of the people's unanimous will, at the end of 1918¹². An unpublished document of Titulescu's personal archives in the Hoover Foundation, recorded in the same spirit the signing of the Trianon Treaty which consecrated the union of Transylvania with Romania as one of the happiest moments of his diplomatic activity¹³. In 1920 as well, Titulescu was Romania's brilliant representative at the Nations Lique. The Geneva forum was, for Titulescu, until his dismissal from the Ministry for Foreign Affairs in August 1936, a rostrum for the affirmation of the rights and interests of all the peoples in South-East Europe, for the observance of their national independence and sovereignty, of their territorial integrity, for the struggle against the tendencies of revising the treaties signed after World War I. Starting with the Spa meeting, N. Titulescu was also present in the numerous economic and financial conferences concluded in Hague and Lausanne, and dedicated among others to the general postwar reconstruction, to the reglementation of interallied duties and to the German or Oriental remedies¹⁴.

N. Titulescu was appointed Romania's minister to London in December 1921 and remained there for almost ten years (March 1922—July 1927 and August 1928—October 1932). In the first years of his mission to London, he was mainly concerned with the external economic and financial problems of Romania: i.e. the debts to Great Britain and the USA, the oil reimbursements for the damages caused in 1916 on the withdrawal of the Romanian troops in the Ploiești area etc. Though one could not say that he ignored the situation in South-East Europe all the more so as most of the solutions suggested for some of Romania's intricate international problems aimed gradually at a zonal and continental framework. Some examples are telling in this respect. Thus Titulescu insisted for the maintenance of some "amicable relations" in East and Central Europe, and specified to his proceedings partners, the Hungarian Prime-Minister Bethlen included (in 1923), that the fact was only admissible "within the limits of the actual treaties"¹⁵. Later on, in 1925 he acted in favour of "the only stable battlefield" under the form of "a general agreement" of the European countries — against "any expansion"¹⁶. In the months preceding the Locarno agreements, the Romanian minister in London rejected the British procedures to make "a distinction" between the borders in West and East Europe, a thing which infringed on "the real exigencies of peace"¹⁷. Through its policy the Foreign Office "uncovered all the borders in Central and Eastern Europe" though it was clear that "security

¹² The Archives of the C.C. of the R.C.P., Fund 103, dossier 8083.

¹³ Hoover Institution Archives, Box No. XIII, without page-numbers (*Curriculum vitae*, London, undated).

¹⁴ Nicolae Titulescu, *Documente diplomatice, passim*.

¹⁵ *Ibidem*, p. 122.

¹⁶ Hoover Institution Archives, *N. Titulescu. Diary and Correspondence*. Box No. III, booklet 38, ff. 10—20 (N. Titulescu to I. G. Duca, Saint Moritz, March 3, 1925).

¹⁷ *Idem*, booklet 41, ff. 33—36 (N. Titulescu's telegram to the Foreign Affairs Ministry and to Vintilă Brătianu, London, April 20, 1925).

could only be general”¹⁸. Laying claim to Ed. Herriot for the guarantee of Romania’s, Serbia’s and Poland’s borders Titulescu warned the French Prime-Minister that even “the security of France was not safe if the fire might alight on one of these borders”¹⁹.

He presented in Paris on Romania’s behalf the project for “the general security agreement expressing the solidarity of all the subscribers against any aggression whatever its origins”, a treaty superior to local contrivances which made distinctions “among the new borders of the European states”²⁰.

Such incentives and proposals followed the efforts taken by N. Titulescu at the very beginning of his mission in London for the settling of the disagreement between Turkey and Greece, as well as the settling of the Danube and Black Sea straits problems as against the interests and the rights of the countries in the area. Concerning for instance the Greek-Turkish conflict, the Minister in London advised Bucharest that “before taking any step Romania’s interests should be weighted perfectly”²¹. With the aid of N. Titulescu Romania’s delegation established its strategy for the Lausanne conference concluded with the signature on July 24, 1923 of the peace treaty with Turkey and the Straits Convention, which it included. Despite its shortcomings, which were repaired in Montreux in 1936, the Straits Convention of 1923 did not neglect Romania’s interests²² and the treaty with Turkey put a definite end to the controversial “Near East Issue”²³. In 1926–1927 N. Titulescu, Romania’s Minister for Foreign Affairs insisted for the change of regime of the Europe Danube Commission, suggesting for the beginning, against the opposition of the Great Powers interested, “the legal alteration” of the body, although he aimed at its abolition²⁴.

A document dated April 1928 and entitled “The European Chess Board” included in Titulescu’s unpublished *Diary*²⁵ specified the ratio of world forces in special connection with the state and tendencies in the South-East European countries towards the end of the third decade. According to the then leader of Romanian diplomacy, Great Britain was “the political leader of the world” and did not aim “to be tomorrow more than it is today”. France had to fight in order to maintain its position and any attempt “to become more than it actually is” could not go further than its present position for on its way to world supremacy France met the opposition of England, the USA and Japan and that of Germany and Italy for supremacy over Europe. Italy was already “under develop-

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ *Idem*, booklet 39, ff. 38–44, (N. Titulescu to I. G. Duca, Paris, March 18, 1925).

²⁰ *Ibidem*.

²¹ N. Titulescu, *Documente diplomatice*, p. 91.

²² Ilie Seftiuc, Iulian Cârțână, *România și problemele strimtoriilor*, Bucharest, 1974, pp. 187–188.

²³ *Ibidem*.

²⁴ Hoover Institution Archives, N. Titulescu, *Diary and Correspondence*, Box No. VIII, booklet 129, ff. 36–37.

²⁵ Iulian Cârțână, Ilie Seftiuc, *Dunărea în istoria poporului român*, Bucharest, 1972, pp. 240–243. After the Montreux Conference in 1936 N. Titulescu asked for the abolishment of the C.E.D.

ment" while Germany was "a suppressed force for the time being" but which "is trying and will be tomorrow more than it is today"²⁶. With a definite framework in mind, Titulescu perceived with an outstanding intuition, undenied by the ulterior developments, the interest of the countries in Central and Eastern Europe. Thus as soon as Poland got "a feeling of security" it did not hesitate "to start off a Baltic imperialism" in the same way as Serbia was "conservative for what it has already got, but still attempting a Balkan imperialism", Greece and Czechoslovakia were content with the only difference that Czechoslovakia did not refuse to offer "something in order to preserve the rest", Bulgaria, subject to a "compression" did not have any pretention at the time. Within this framework Romania was "the most conservative country for it wishes sincerely and keeps *only* what it already possesses, coveting no supplementary territories but not willing to pay for the conservation of its possessions with concessions of any kind"²⁷. Hungary was at the antipode of this all, and obviously against "the conservation of the actual state of things" aiming at "being tomorrow more than it is today, on account of the neighbour countries". He foresaw that Budapest's inevitable allies to be were Rome and Berlin, "a direction" which could not "satisfy" Romania, so much more that the USSR and Turkey had not specified their attitude while England, yielding to the political realities, was obliged to accept such actions which were hostile to the order established through the peace treaties of 1919—1923 and therefore hostile to Romania as well²⁸.

The fight against the revisionist tendencies and the definite affirmation of the total national independence and sovereignty was Titulescu's basic belief in the big cases defended in the third decade in Geneva, that is in front of the world opinion, in matters concerning the Hungarian optants. Those problems concerned in one way or another Czechoslovakia, the Serbo-Croatian-Slovanian Kingdom and above all Romania, a fact which accounts for N. Titulescu's interventions and outstanding efforts in order to find reasonable solutions for those implied. Despite his victories he did not conceal his concern, all the more so as he perceived in some of the Geneva "law duels" the *starting point* of the "revenge war" against the Versailles system²⁹.

The essential points of the optants' issue are well-known as far as Romania was concerned³⁰: after the end of World War I a large and democratic land reform was applied in agreement with the laws passed

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ Idem, Box No. III, booklet 48, f. 47 (N. Titulescu to Vintilă Brătianu, Geneva, July 4, 1925); idem, booklet 49, f. 20 (N. Titulescu to Al. Averescu, Geneva, July 5, 1925).

³⁰ See especially, C. D. Cutcutache, *Optanții unguri*, Bucharest, 1931; I. M. Oprea, *Nicolae Titulescu*, Bucharest, 1966, pp. 140—152; N. Titulescu, *Documente diplomatice, passim*; idem, *Discursuri*, Bucharest, 1967, *passim*; Petre Bărbulescu, *România la Societatea Națiunilor (1929—1939)*, Bucharest, 1976, pp. 43—44; D. Sandru, *Reforma agrară din 1921 în România*, Bucharest, 1975; idem, *N. Titulescu și problema optanților*, in *N. Titulescu și strategia păcii*, Iași, 1982; N. Titulescu, *La réforme agraire en Roumanie et les optants Hongrois de la Transylvanie devant la Société des Nations, mars—juillet*, Paris 1924; idem, *Mémoire du Gouvernement Royal de Roumanie concernant la proposition du 9 mars 1923 dans l'affaire des optants Hongrois de Transylvanie*, Paris, 1928.

by the Romanian Parliament in 1921. By its dimensions (more than 6 million hectares expropriated) it was unequalled in any of the countries of Central and East Europe. For the whole Romanian territory, the general dispositions of the reform established the expropriation of all the estates larger than 100 hectares or 100 *jugări* (1 *jugăr* = 0,5775 hectares). Some special provisions admitted at the same time even more radical expropriations for certain categories of estates, including those belonging to absentees. The rural estates of the later were expropriated on their whole, but in Transylvania one could still keep a surface up to 50 *jugar*. In the landlaw of Transylvania, the absentees category comprised all those who between December 1, 1918 and March 21, 1921 had been abroad without any official mission. The Trianon Peace Treaty awarded the inhabitants of the territories previously belonging to the Austrian-Hungarian monarchy the citizenship of the state to which the territories had been united in 1918 by the free will of the people. Transgressing this stipulation (article no. 61) article no. 63 allowed the population of Magyar origin to make their choice for the old citizenship and establish themselves in Hungary. The same article ensured the optants, that is those who had chosen the Magyar citizenship, the right to keep the immovables they had possessed in Transylvania before they opted. Article 250 of the treaty supplemented this provision specifying that the optants' interests and rights could not be confiscated or abolished.

After Transylvania's union with Romania, on December 1, 1918, many Magyar left Romania and after the signing of the Trianon Treaty they opted for Magyar citizenship while possessing estates in Transylvania. In 1921 the application of the land reform in Transylvania led to the expropriation of 3769 estates many of which belonged to Romanian absentees. The expropriation as well as the appropriation were made in the justest possible manner, that is taking the land away and awarding it to those entitled, irrespective of nationality, a fact recognized by many foreign historians who studied the subject (David Mitrany, Joseph S. Rouček, Ifor L. Evans). In Transylvania where to a certain amount the optant status was mistaken for that of absentee, the expropriation led to the following situation: the Magyar optants who possessed up to 50 *jugări* were exempted from the provisions of the law and kept their estates while 367 proprietors, possessing more than the surfaces admitted, were expropriated. The expropriated optants discontented with the correct application of the land law, a law imposed by the Romania's evolution and structures after World War I and passed by the Parliament, intervened by different international bodies or adressed the Budapest government for the annulment of the application of the land reform decided by the Romanian government, pretending that in their case the Trianon Treaty had been violated. That was the starting point of the big Magyar optants' suit in the debate of which N. Titulescu's role was prominent both in defending Romania's interests in the struggle against revisionist tendencies and in the specification of new norms in international law.

In the beginning they recognized the doubtless authority of the Romanian State and adressed the Bucharest authorities claiming preference conditions as they were. . . Hungarian subjects. They were refused and laid claim to some international bodies, then to the Budapest govern-

ment which in its turn brought it before the Ambassadors' Conference (1922) that deemed the matter beyond its province and recommended it to the Nations Ligue's Council. In March 1923 Hungary subjected the optants' issue to the attention of Geneva and thus the well-known trial was started which had to be continued in the Nations Society up to April 1928 when it was taken out of the agenda. An entente was concluded only in 1930 in the Hague and the agreement was signed in Paris in April 1930 when the so-called "Agrarian Fund A" was settled³¹. The I. I. C. Brătianu government designated N. Titulescu to negotiate the optants' issue and he fulfilled his mission in a brilliant manner. We wish to remind that the issue was unprecedented both within the Nations Ligue and the international law, and the Romanian diplomat, an outstanding specialist in legal sciences, suggested original solutions. As an orator he excelled in verbal duels with Count Csaky and especially Count Apponyi, which were the delight of Geneva. As a negociator he won the admiration of his opponents and for several times he managed... the impossible: the reconciliation of the contraries, for the two positions — the Romanian and the Hungarian one — were definitely opposite. The agreement concluded with Czaky in Bruxelles on May 27, 1923³² and especially the final agreement of 1930 are a good proof in this sense. We would also like to remind that never did N. Titulescu give up the two principles he defended obstinately, namely 1) the right of the Romanian peasant, irrespective of nationality, to take over the expropriated lands; 2) the intangibility of the land reform of 1921 on condition that its provisions be unquestionable for any international body³³. Never did he ignore that by raising the optants' issue Hungary aimed at the disparagement of Romania and the revision of the Trianon Treaty³⁴. When frequently congratulated by friends for his victories, he would answer humbly that he had only done "his duty", as far from his country the impetus "to defend his country" was stronger and provided him with the "necessary force to fight"³⁵. Titulescu wrote to N. Ciotori on May 12, 1923 from Nice on the tactics he had established and was then aiming at: "to defend the interest of our country did not simply mean to expose orally a position but to take the necessary steps in order to avoid risks for if we succeed we will find ourselves in an inextricable position. A sentence against us would be a judicial and moral monstrosity"³⁶. While in Geneva in June — September 1927 for the issue's debate, Titulescu constantly posted Bucharest on the developments³⁷. Thus he wrote once that the affair was "very tough"³⁸ but immediately after he specified: "useless to say that I firmly maintain our own positions"³⁹

³¹ The law for the ratification of the agreement was promulgated on June 4, 1930 (see "Monitorul oficial" no. 123 of June 7, 1930).

³² N. Titulescu, *Documente diplomatice*, pp. 111—116.

³³ Hoover Institution Archives, *N. Titulescu. Diary and Correspondence*, Box No. III, booklet 48, ff. 38—40.

³⁴ *Idem*, Box VI, booklet 85, ff. 40—42 (N. Titulescu to I. G. Duca, Paris, Dec. 25, 1926).

³⁵ *Idem*, Box No. II, booklet 23, f. 39 (N. Titulescu to Cudalbu, London, July 26, 1924).

³⁶ *Idem*, Box No. V, booklet 71, ff. 22—25.

³⁷ *Idem*, Box No. VI, booklet 96, f. 47—48; booklet 101, ff. 3, 9, 14, 19.

³⁸ *Ibidem*, f. 3.

³⁹ *Ibidem*, f. 9.

or "I fight forcefully to the end" ⁴⁰. Here is a detail which usually "gets beyond" the attention of biographers: on September 18, 1927 Titulescu was retained for seven hours before the Council of the Ligue ⁴¹. Two days after he could brief Bucharest through a telegram on the success he had registered, namely that thanks to the aid of the British delegate, Austen Chamberlain, the issue had been retained by the Council of the Ligue and it had been postponed for the spring of the following year ⁴². In March 1928 the Council of the Ligue, after having recommended a solution repelled by Titulescu ⁴³ favored the elimination of the "optants' issue" ⁴⁴ from the agenda. Titulescu had had again the help of Chamberlain and less, to his astonishment, that of the French delegate ⁴⁵. After consulting the archives, we are today in a position to affirm that the decisive help of Chamberlain could only be obtained after the detailed statement of the issue set up especially on the occasion and delivered in Geneva in March 1928 ⁴⁶.

Titulescu's *Diary* also comprises original information on the great importance he attached in 1925 to another "issue" discussed by the Nations Ligue, *that of the colonists*. After 1885 the Budapest government had colonized citizens from Hungary in twenty-six Transylvania and Banat villages. The application of the land reform in those villages had been done objectively but the Hungarian "colonists" who, what is more, could not account for some estate titles, claimed that they had been "frustrated" and consequently they resorted — in the same way as the optants had done — to some international bodies, first and foremost to the Nations Ligue. The Minorities Committee of the Ligue considered the problem at the beginning of April 1925. Before leaving London for Geneva, where he was to exhibit the standpoint of the government in Bucharest, Titulescu met Chamberlain to whom he exposed — as he conveyed to I. G. Duca on May 21, 1925 — "the history" of the agrarian question in Romania, and demonstrated the impossibility the Romanian government was faced with in applying, as some would expect, "another type" of land reform to the provinces united to the mainland in 1918 ⁴⁷. In Geneva, the Romanian representative witnessed with bitterness the Geneva "gentlemen" who doubted "Romania's right" to make a land reform and were thus "playing" with the social state of his country ⁴⁸. The Hungarian propaganda had set up a "particularly serious" atmosphere around Romania and there existed on June 10, 1925 a danger that the suit be passed on to the Hague Court. That would have meant that the respectable international Court could judge a law adopted by the Romanian Parliament ⁴⁹. It was exactly that particular situation that Titulescu rejected: "the Hague's arbitration" ⁵⁰. He did

⁴⁰ *Ibidem*, f. 14.

⁴¹ *Ibidem*, f. 19.

⁴² *Ibidem*, ff. 20—24.

⁴³ N. Titulescu, *Mémoire...*, p. 105.

⁴⁴ Hoover Institution Archives, *N. Titulescu. Diary and Correspondence*, Box No. VI, booklet 91, ff. 12—20 (N. Titulescu to N. P. Comnen, Febr. 14, 1927).

⁴⁵ *Idem*, Box No. VIII, booklet 134, ff. 16—19.

⁴⁶ *Idem*, Box No. VII, booklet 119; Box No. VIII, booklets 120—123.

⁴⁷ *Idem*, Box No. III, booklet 43, ff. 10—15.

⁴⁸ *Idem*, booklet 45, f. 9.

⁴⁹ *Ibidem*, f. 34.

⁵⁰ *Idem*, Box No. VI, booklet 51, ff. 28—32.

his best to prevent it: "...with big efforts I succeeded in June— he transmitted to Al. Averescu, on July 5, 1925 —to keep the suit by the Minorities Committee, though it was registered on the agenda of the Council public meeting. Thus I was able to test the Council opinions, without any risk of decision or publicity"⁵¹. Consequently on June 11, 1925 the Council decided the postponement of the issue for September⁵². Though ill, Titulescu stayed in Geneva for several weeks, concerned — as he wrote — "to see what we were going to do in the autumn"⁵³. He sent as usually many telegrams to Bucharest asking for the "briefs" he prepared "for the September 1925 debate or for news on the results of his secret meeting"⁵⁴. Meanwhile he wrote and sent several letters to some fellow-diplomats and political leaders in Romania (I. G. Duca, N. Ciotori, Vintilă Brătianu, Iuliu Maniu, Al. Averescu, Octavian Goga etc.) briefing them on the state of the "suit". The details and considerations included — still unpublished — are extremely interesting and that is why we should like to insist on them.

The most striking feature about these letters is the recurrent idea of the difficulty of the debated issue. "I experienced here — he confessed to N. Ciotori on June 21, 1925 — awfully difficult moments"; "the massacre" had been going on for seven days⁵⁵. On July 2, 1925 Titulescu wrote to the same person: "Of course, I found myself in the most difficult part I ever had to play up to this day. [They asked me] insistently for the abrogation of the agrarian law. Or, in my opinion, our agrarian establishment should not be touched in any way, not even on a detail of it. Again in my opinion, the people in Transylvania are right and the well-known article no. 10 should be applied *on its whole* (our italics)"⁵⁶. On the same day, i.e. on July 5, 1925 Titulescu conveyed to I. G. Duca, the Romanian Foreign Affairs Minister; "... You can't imagine what hard days I experienced in Geneva which is now for me a synonym of the chamber of torture"⁵⁷. He confessed to Vintilă Brătianu on July 4, "... It was difficult, extremely difficult to encounter so many countries by myself; so many technicians so very well prepared"⁵⁸.

The letters comprise considerations on the essence of the matter. Titulescu revealed one more time remarkable intuition on the facts and phenomena. In a letter dated July 5, 1925 sent to the Transylvanian leader Iuliu Maniu he stated: the colonists' issue "regards Transylvania first of all" and is an attempt to "open a second breach after the optants' suit in our agrarian establishment"⁵⁹. He had revealed to Vintilă Brătianu that the colonists' issue, from a Hungarian point of view aimed at the very system of postwar peace treaties; "... All like Cuvier's bone: by its help you can draw up the whole skeleton! That's why I paid to it my entire

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² *Idem*, Box No. III, booklet 46, f. 5; *ibidem*, ff. 8–16.

⁵³ *Idem*, booklet 47, f. 22–23.

⁵⁴ *Idem*, booklet 48, *passim*.

⁵⁵ *Idem*, booklet 47 f. 22–23.

⁵⁶ *Idem*, booklet 48, ff. 38–40.

⁵⁷ *Ibidem*, f. 35.

⁵⁸ *Ibidem*, ff. 46–49.

⁵⁹ *Idem*, booklet 49, ff. 14–17.

attention and I fought even tougher than I did previously”⁶⁰. He also reminded his addressee that he had gained several victories, especially in defending the two basic principles he observed in negotiations: 1) the peasants’ right to get land in the villages of the Hungarian colonists; 2) the unquestionable status of the Romanian agrarian laws⁶¹. Obviously he had imposed the same conditions in the Hungarian optants’ issue.

A reading of the letters also reveals lots of instances of discontent and question marks concerning the future of the Geneva institution and that of peace of large. We would like to quote two most important excerpts. One is part of a letter addressed to Vintilă Brătianu⁶² while the second one is part of a letter to General Averescu: “. . . How difficult state life has become ever since the war. There is no instant devoid of concern. Attacks against the beneficiaries of the European order keep pouring like rain. The war is actually going on politically, in the relationships among the states and legally in Geneva, which the defeated nations try to transform into a new battlefield. Trench works of peace, proper”⁶³. Could we possibly deny today, when we have a deep and far going knowledge of the prehistory of the big conflagration between 1931 and 1945, the rightness of these judgements?

Two months had gone by since the decision of June 1925 concerning the Hungarian colonists; Geneva was empty as the diplomats were on holiday. Titulescu had reached Saint-Moritz but his concern was still the colonist issue. On August 5, 1925 he confessed to I. G. Duca: “I carry it within myself as if it were a burden” and promised: “make sure I will do my best so that we get out of it as well as possible”⁶⁴. After fifteen days, he explained to N. Ciotori that in Geneva where he had to go he would fight in order to impose the right of the Romanian state to apply entirely the land reform: “I will do my best. And you know what this means: to concentrate my entire power, which is not exactly limited”⁶⁵.

Back in Geneva, Titulescu briefed I. G. Duca on the evolution of the “hostilities”⁶⁶. On September 25, 1925 he delivered his excellent speech which reaffirmed the right the Romanian state had for applying the land reform of 1921. In order to show benevolence he offered the pay of a damage to the Hungarian colonists⁶⁷. The *initiative* belonged to Romania alone. The “trial” had been won and the fact was sanctioned by the Council of the Nations Ligue on September 17, 1925⁶⁸.

The richest period of Titulescu’s diplomatic career was linked to the second mandate as Romania’s Foreign Affairs Minister (October 1932 — August 1936). The studies belonging to I. M. Oprea and Walter M. Bacon Jr. provide a detailed analysis of the successes of the period,

⁶⁰ Idem, booklet 48, ff. 46—49.

⁶¹ Idem, booklet 49, ff. 14—17, 20—22.

⁶² See footnote 29.

⁶³ Idem, Box No. IV, booklet 51, ff. 28—32.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ Idem, booklet 52, f. 17—18.

⁶⁶ *Ibidem*.

⁶⁷ Cf. N. Titulescu, *Documente diplomatice*, pp. 171—186.

⁶⁸ Hoover Institution Archives, N. Titulescu, *Diary and Correspondence*, Box No. V, booklet 78, ff. 3—6.

revealing the amount to which the imposal of Titulescu's orientation corresponded not only to the interests of Bucharest, but also to the major goals of the epoch — i.e. the creation of a general and efficient system of security vis-à-vis the danger of a fascist aggression⁶⁹. Herriot noticed about this particular aspect of Titulescu's third decade policy: "This minister of a small country conducts a policy on a large scale"⁷⁰.

In the years mentioned, Romania's Minister for Foreign Affairs went on fighting for the observance of the independence and territorial integrity of the East-Central European countries. He now intervened — taking into account the great international prestige he had and the function he discharged — for the adoption of concrete steps to match his goals. No sooner was he assigned Minister for Foreign Affairs than he acted for the consolidation of the Little Entente and was among the initiators of signing on February 15–16, 1933 the Organizing Pact of this defensive Alliance made up of Romania, Czechoslovakia and Yugoslavia⁷¹. In a declaration made in the Romanian Parliament, he said in connection to the reason of the Entente: "...When peace is threatened, it is not by war that one should answer, but by organizing peace. Here is simply the birth of the Little Entente Organizing Pact"⁷². Within such a context the Pact became "an instrument for the conservation of the state being of all its members"⁷³. As far as Romania's relations with the Balkan countries were concerned, ever since October 22, 1932, that is nine days after his nomination as leader of the Romanian diplomacy, N. Titulescu urged the opening in Bucharest of the third Balkan Conference and the edification in this part of Europe of the "peace building" on the most solid basis; "let us help each other without causing any harm to anybody"⁷⁴. It is in this spirit that negotiations followed and ended up, thanks mostly to N. Titulescu's efforts⁷⁵, in the conclusion on February 9, 1934 of the Little Entente Athens Pact, uniting Romania, Turkey, Greece and Yugoslavia. On the occasion of the signing Romania's representative evinced the principles which lay at the basis of the new peace "temple" — i.e. security, understanding, association, integration, the fact that "the territorial frontiers are a definite and unquestionable fact"⁷⁶. From that moment to his dismissal in August 1936, N. Titulescu was consistent in

⁶⁹ See Ion M. Oprea, *op. cit.*, p. 225 and foll.; Idem, *O etapă rodnică. Din istoria relațiilor diplomatice româno-sovietice, 1928–1936*, Bucharest, 1967, *passim*; Walter M. Bacon, Jr., *Nicolae Titulescu and Romanian Foreign Policy, 1933–1934*, Ann Arbor—London, 1977, *passim*.

⁷⁰ Cf. Geneviève Tabouis, *Douăzeci de ani de tensiune diplomatică*, Bucharest, 1965, p. 154.

⁷¹ Walter M. Bacon, Jr., *op. cit.*, p. 30 and foll.; Eliza Campus, *Din politica externă a României 1913–1947*, Bucharest, 1980, pp. 313–323.

⁷² N. Titulescu, *Documente diplomatice*, p. 477.

⁷³ *Ibidem*, p. 483. On the role and place the Little Entente had within the international policy of Central and Eastern Europe see the *Yearly Report* for 1934 of the British Minister in Bucharest, Michael Palaret (Great Britain, Public Record Office, Foreign Office 371/19 576, *passim*).

⁷⁴ N. Titulescu, *Documente diplomatice*, p. 468.

⁷⁵ See Walter M. Bacon, Jr., *op. cit.*, pp. 91–120; Cristian Popișteanu, *România și Antanta Balcanică*, Bucharest, 1968, p. 117 and foll.; Eliza Campus, *Înțelegerea Balcanică*, Bucharest, 1972, p. 85 and foll.; idem, *Din politica externă a României...*, pp. 337–347.

⁷⁶ N. Titulescu, *Documente diplomatice*, p. 547. The 1934 *Yearly Report* of Michael Palaret considered the signing of the Balkan Pact "a remarkable triumph" of Titulescu's diplomacy (P.R.O., F.O. 371/19 576, f. 2).

correlating the actions of the Little Entente and those of the Balkan Entente. He declared more than once that the two bodies and the friendship with France were the very foundation of Bucharest foreign policy. In 1934—1936, against the extension of the fascist danger, projects of anti-revisionist (Oriental, Danube, Mediterranean or Black Sea) pacts were promoted and treaties of mutual assistance between France, the Soviet Union and Czechoslovakia were signed. Under those circumstances Titulescu had in view to “superpose” over these treaties the Little Entente and the Balkan Entente in order “to cover” Europe with a net of regional agreements which could permit a more “dependable view” on the future and a warrant for “the collaboration in the defense of the most precious thing mankind has got : peace” ⁷⁷. On June 11, 1936, a short while before he was dismissed, Titulescu asserted once more in the speech he delivered on the opening of the Balkan Press Conference in Bucharest that the Little Entente and the Balkan Entente had identical goals, a fact which allowed him warn that “by means of the superposition of the two agreements peace has, from Prague to Ankara, seventy million soldiers” ⁷⁸.

Later, in June—July 1936, at the Montreux Conference, Titulescu brilliantly crowned his diplomatic activity as he collaborated in the setting up of the well-known convention on the Black Sea Straits ⁷⁹ still in force today.

After August 29, 1936 when he was dismissed from the Bucharest government, despite some difficulties (primarily his illness), Titulescu did not cease his efforts and his urges for *good understanding* and the maintenance of peace in South-East Europe, a *sine qua non* condition for the assurance of a general, indivisible peace. Unfortunately as he was no longer in an official position, Titulescu’s actions had a lesser audience and their effects decreased almost in the same time with the events culminating in World War II. In 1937 the article *The Balkan Entente Pact* included in the famous *Dictionnaire diplomatique* edited by A. F. Frangulis did nevertheless express Titulescu’s belief in the triumph of the South-East European states cooperation, so that a “terrible war” might be avoided as well as retransforming the Balkans into “a source” of international stress ⁸⁰. In a 1939 letter to the editor of the famous British daily “The Times” issued as “Turkey and the Balkan Pact. No Violation”, Titulescu stressed once more his belief in the fulfillment by all the parts, some of the great powers included, of the Little Entente principles. Once more did N. Titulescu affirm in his article, which we publish in annex that the countries in South-East Europe had to strive for individual solutions to their problems, in keeping, then, as they should today, with the ideal formulă “The Balkans for the Balkan peoples”.

⁷⁷ N. Titulescu, *Documente diplomatice*, p. 640.

⁷⁸ *Ibidem*, p. 772.

⁷⁹ Ilie Seftiuc, Iulian Cârțână, *op. cit.*, p. 293 and foll.

⁸⁰ See N. Titulescu, *Documente diplomatice*, p. 844—845.

Letters to the Editor
Turkey and the Balkan Pact
No violation
 To the Editor of the "Times"

Sir, It appears from messages published in the Times of May 18 and 20 that in certain circles it is still considered that, by her signature of the Anglo-Turkish Pact, Turkey has violated the Balkan Pact. Some even go so far as to suggest to Yugoslavia and to Romania that they should denounce their engagements arising out of the Balkan Pact with regard to Turkey because the latter has departed from the spirit of the Balkans under British influence and because Turkey did not consult her allies, in conformity with Article 2 of the Balkan Pact, before signing the pact with England.

May I be allowed, as one of the authors of the Balkan Pact, to explain the position?

Two distinct charges are made: — One of procedure — the lack of preliminary consultation of the Balkan allies by Turkey; the other of substance — the contradiction between the Anglo-Turkish Pact and the Balkan Pact.

With regard to the question of procedure I am not in a position to state whether Turkey did or did not consult her allies. But I am in a position to state that, whereas the pact of the Little Entente obliges each signatory to obtain the previous authorisation of the other two for any political or economic agreement with important political consequences to be concluded with any State whatsoever, the Balkan Pact, in the same Article 2, only requires such preliminary authorisation if it is a question of concluding an agreement with a Balkan State. Now, to my knowledge, Great Britain is not a Balkan power. Consequently, if perchance Turkey did consult her allies, she was free to refrain from doing so.

There remains the fundamental question.

It is true that a Balkan State may not sign with a not Balkan Power a convention which runs counter to the obligations of the Balkan Pact or to its spirit. Has Turkey done such a thing? In Mr. N. Chamberlain's declaration two points are brought into prominence; agreement for the eventuality of a war that would be fought in the region of the Mediterranean; consultation between Turkey and Great Britain with a view to the establishment of security in the Balkans. Let us take these in order.

By virtue of the Balkan Pact its signatories are obliged mutually to afford each other assistance if they are the object of an aggression on the part of a Balkan State, acting alone or conjointly with another state. Whether that other State be a small or a great power matters little; it is sufficient that it collaborate with a Balkan State in an aggression for the mechanism of the pact to enter automatically into cooperation. This is so evident that a special resolution of the Council of the Balkan Entente was necessary to dispense Greece from that obligation, in the event of an aggression coming from a Balkan state acting conjointly with Italy. The geographical situation of Greece sufficiently explains that exception.

Thus the Balkan Pact is an alliance which, far from being directed against Bulgaria, is intended to maintain the security of the Balkan States against the whole world. Let it be clearly stated against any Great Power that should use one of the Balkan States to divide them and divert them from the slogan : "The Balkans for the Balkan peoples".

When a diplomatic instrument creates obligations that weigh so heavily on the Balkan states it is normal for it to leave open the possibility of finding forces supple neutral to those represented by the Balkan States, so as to face the engagements undertaken.

In the opinion of those who hold the contrary view — that of the closed door — the Balkan Pact, after having imposed on its signatories the risk of fighting a Great Power forbids them to collaborate with another Great Power to attain its end. That would be absurd.

Further, during the whole period which followed the creation of the Balkan Entente, the latter sought for a Great Power that might come to its assistance and go its way, that is to say, one that would not fight for its own hegemony but would accept the contention that the Balkans belong exclusively to the Balkan peoples. My friend, Dr. Rustu Aras, the Turkish Ambassador in London, might say much about the efforts that we made, he and I, to find such a Great Power, that would defend the Balkan States, against any Great Power that might attack one of them to-day, which is Great Britain. And, instead of showing our gratitude to Turkey because in serving her own interest she has served our also, we should denounce our own obligations of assistance towards Turkey? It is laughable.

Then there are the consultations which are to take place between Great Britain and Turkey with regard to the security of the Balkans. They would only be contrary to the Balkan Pact if their object were to divert Turkey from the slogan : "The Balkans for the Balkan peoples". And that is an impossibility.

For anyone who has had the privilege of working in the diplomatic sphere with Turkey and Great Britain, anyone who knows the loyalty of those two countries in the execution of the treaties and respect of the pledged word, there can be no doubt that these consultations will take place, not in a spirit of a violation of the Balkan Pact, but in a spirit of strict applications. And that for a very simple reason : Turkey is bound by the Balkan Pact, and Great Britain has never been an accomplice in a failure to observe an international obligation.

Yours faithfully,
N. Titulescu
Hotel Ritz, Place Vendome, Paris

("The Times", Thursday, May 25, 1939).

LA FORMATION DES ÉTATS NATIONAUX DU SUD-EST EUROPÉEN — ASPECTS HISTORIQUES

OLGA CİCANCI

Au colloque international qui a eu lieu à Bucarest en septembre 1967, des scientifiques de renommée ont exprimé, par des communications et des discussions, leurs opinions formulées du point de vue de la philosophie de l'histoire, sur le thème « Tradition et innovation dans la culture des peuples du Sud-Est européen »¹ depuis les époques les plus anciennes de l'histoire jusqu'au début du XX^e siècle. C'était pour la première fois, à notre connaissance, que les concepts tradition-innovation étaient analysés dans le contexte de l'évolution historique des peuples de l'espace sud-est européen, de leur culture matérielle et spirituelle.

Bien entendu, les opinions des participants à ce débat interdisciplinaire sont de la plus haute importance car elles offrent aux spécialistes un « modèle » d'analyse du rapport tradition-innovation reflété dans les institutions politiques, l'évolution des idées, la littérature, les arts, etc., du Sud-Est européen. Nous retiendrons seulement le point de vue exprimé par Constantin Dimaras qui a donné, selon l'avis des participants, la meilleure « définition » de ce que signifient les concepts de tradition et d'innovation dans le Sud-Est européen, dans leur évolution dialectique. Ainsi, C. Dimaras considère que l'innovation est susceptible de créer la tradition, celle-ci étant une succession d'innovations. La culture grecque, par exemple, est marquée d'une tradition ininterrompue depuis des siècles, continuellement enrichie, prête à accueillir l'apport venant de l'étranger et de perpétuer ainsi le processus d'innovation. Mais, des deux traditions, savante et populaire, la première reste aussi la plus ouverte à l'innovation. Chaque fois qu'une culture s'enrichit, nous dit le savant grec, il nous est permis de parler d'innovation. Dans le cas des intellectuels grecs, l'appel au passé historique n'est pas l'expression d'une tendance conservatrice. L'archaïsme linguistique et le retour à l'antiquité qui ont marqué le début du XX^e siècle ne doivent pas être confondus avec le traditionalisme, mais considérés de la perspective de l'innovation. Pour le début du XVII^e, l'humanisme religieux de l'église de Constantinople était une innovation, comme d'ailleurs l'étaient les lumières des phanariotes du siècle suivant. Puis,

¹ Voir Emil Condurachi, *Conclusions*, in *Tradition et innovation dans la culture des pays du Sud-Est européen*, Bucarest, 1969, p. 143-149.

dans des conditions similaires, la cause de l'innovation est assumée par les marchands grecs ².

Dans le débat organisé à l'Institut d'études sud-est européennes, nous nous sommes proposé une analyse du rapport tradition-innovation, en accordant priorité à un moment important de l'histoire des peuples du Sud-Est européen, notamment *la formation des Etats nationaux*. A cette fin, les spécialistes y ayant participé ont analysé certains aspects, uniquement au point de vue de la tradition et de l'innovation, du processus complexe et de longue durée que fut la formation des Etats nationaux dans cette zone de l'Europe. Etayés sur les conclusions qui se dégagent de l'historiographie nationale, les participants ont mis en évidence tant les traits communs que les particularités du processus historique analysé.

Dans cette zone de l'Europe, où l'on considère que la tradition de la continuité de l'Empire byzantin est tellement profonde ³, mais où les particularités et la diversité des peuples balkaniques sont une réalité que les spécialistes ont mis en évidence ⁴, il est tout à fait normal de réfléchir au rôle qu'avait joué cette tradition dans la formation des Etats modernes respectifs. Peut-il être question d'une tradition politique héritée de l'Empire byzantin et, le cas échéant, dans quelle mesure a-t-elle influencé les programmes politiques des futurs Etats nationaux ? La tradition impériale byzantine a certainement eu une influence sur les programmes des différents partis politiques dans la période qui a précédé la formation des Etats nationaux balkaniques, notamment l'époque des mouvements de libération nationale, concrétisée surtout dans l'idéologie de la « Grande Idée » chez les Grecs, fait qui a été souligné aussi dans le débat mentionné ci-dessus. La constitution de Rhigas en est l'exemple le plus éloquent. L'idée du redressement de l'Empire byzantin pénétrera aussi dans les programmes politiques de quelques gouvernements grecs qui se sont succédés avec les échecs connus. Et l'idée de « confédération balkanique » qui n'est pas spécifique uniquement à l'idéologie politique grecque, car elle est adoptée aussi par d'autres politiciens des Etats sud-est européens, n'est-elle pas une reprise de l'idée du redressement de l'Empire byzantin sur des bases nouvelles, naturellement, et dans un contexte politique différent ?

Ce sont bien entendu des questions auxquelles les spécialistes ont répondu, dans une certaine mesure, et il reste à la charge des recherches futures d'y ajouter aussi d'autres points de vue. C'est ce que notre débat a essayé de faire. Mettant le signe de l'égalité entre tradition, héritage et permanences historiques, Virgil Cândea a souligné combien puissante est la tradition dans l'esprit sud-est européen. L'innovation, capable de désigner une attitude complètement contraire, ouvre des voies absolument inédites dans l'évolution des peuples du Sud-Est européen qui abandonnent, consciemment, la tradition pour des raisons politiques, tel qu'il est survenu,

² C. Th. Dimaras, *L'évolution des idées du XVI^e au XIX^e siècle* in *op. cit.*, pp. 49—52.

³ Parmi les nombreux travaux de Nicolae Iorga citons *Byzance après Byzance*, Bucarest, 1971 ; Voir aussi Olga Ciocanel, *Conceptia lui Nicolae Iorga despre Byzance après Byzance* (Conception de Nicolae Iorga sur Byzance après Byzance), in *Nicolae Iorga istoric al Bizanşului* (Nicolae Iorga historien du Byzance), Bucarest, 1971, p. 201—234 ; citons, pour son importance, le récent recueil d'études de D. A. Zakyrtinos, *Μεταβυζαντινά και Νέα Έλληνικά*, Athènes, 1978.

⁴ Conformément à la recherche historiographique des pays du Sud-Est européen.

vers le milieu du XIX^e siècle qui marque l'émancipation politique des peuples de cette zone⁵.

Les participants à notre débat ont souligné, d'une manière ou d'une autre, le rôle de la bourgeoisie et des intellectuels qui adoptent « la cause de l'innovation » dans la formation des Etats nationaux balkaniques. Et il convient de remarquer qu'une bonne partie de la bourgeoisie et de l'intelligentsia balkaniques s'est formée dans différents centres européens, fait qui a imprimé, selon notre avis, un certain cours à l'histoire politique des Etats nationaux du Sud-est européen. Pour mettre en évidence encore un trait commun à la formation des Etats nationaux, soulignons aussi le rôle des Pays roumains dans la formation de la bourgeoisie et des intellectuels du Sud-est européen, et nous nous rapportons en premier lieu aux Grecs, Bulgares et Albanais⁶. Quelques participants au débat ont rappelé des aspects y ayant trait.

Un problème moins discuté dans notre débat est celui du rôle des églises nationales, plus tard autocéphales, dans la formation des Etats nationaux par rapport à l'Eglise œcuménique constantinopolitaine, conservatrice des traditions impériales byzantines. Même si plusieurs études ont été rédigées, une analyse profonde et rigoureusement documentée n'a pas encore été réalisée, peut-être aussi parce que les archives de Constantinople n'ont pas été suffisamment étudiées jusqu'à présent, afin de permettre une réponse claire aux questions : à quel moment, comment et pourquoi dans la période de la formation des Etats nationaux l'Englise œcuménique orthodoxe a-t-elle cessé de jouer le rôle accompli, par exemple, au XVII^e siècle, dans la période de l'humanisme religieux ?

André Mirambel soulignant le caractère complexe de ces deux notions, démontrait que le problème de la tradition et de l'innovation dans les littératures du Sud-est européen peut être posé par rapport aux conditions historiques. Le néo-helléniste français considère que dans la définition de l'innovation dans le développement des littératures de cette zone durant les XVI^e—XIX^e siècles il faut d'abord analyser si innover signifie une rupture de la tradition ou une extension du concept, une nouvelle forme, en comparaison de l'héritage transmis, ou bien si l'innovation se produit seulement au point de vue du contenu et de l'expression dans la langue littéraire⁷.

Se rapportant à la tradition et à l'innovation dans les langues nationales, surtout bulgare et grecque, les participants au débat ont démontré que l'unité linguistique est un facteur important dans l'affirmation de l'unité politique de l'époque de la formation des Etats nationaux. Conscients de ce fait, les intellectuels ont lutté pour que leur langue littéraire s'impose dans les Etats balkaniques nationaux.

⁵ V. Căndea, *L'évolution des idées en Europe du sud-est, in Tradition et innovation dans la culture des pays du Sud-Est européen*, p. 53—64.

⁶ En ce sens, voir aussi le débat auquel ont participé Al. Duțu, O. Cicanci, C. Papacostea-Danielopolu, E. Siupiur et C. Vătășescu, sur *La formation des intellectuels balkaniques en Roumanie*, publié in RESEE, tome XVI, n° 4 (1978), p. 771—798.

⁷ A. Mirabel, *Tradition et innovation des les littératures du Sud-Est européen du XV^e au XIX^e siècle in Tradition et innovation...*, p. 69—76.

Nous savons bien que le débat dont il est question n'a pas touché tous les aspects du processus si complexe qu'est la formation des Etats nationaux du Sud-Est européen. Nous n'avons pas visé une telle approche, car nous nous sommes proposé de ne relever que quelques traits, dans une vision comparatiste et à la lumière des résultats les plus récents des historiographies nationales. Et nous ne saurions conclure avant de nous poser la question si un type ou un modèle ont vraiment existé dans la formation des Etats nationaux du Sud-Est européen. Certains participants au débat ont relevé l'existence d'un tel modèle, se rapportant en premier lieu, comme il était d'ailleurs normal, au modèle roumain dans la création des Etats nationaux, tandis que d'autres spécialistes ont mis en évidence les traits spécifiques de ce même processus (dans la création de l'Etat national turc, par exemple). Certes, des réalités historiques similaires peuvent conduire à des situations similaires dans le processus de formation des Etats nationaux balkaniques. Mais nous croyons qu'il ne puisse être question d'un type de formation des Etats nationaux dans le Sud-Est européen ou, peut-être, les données dont nous disposons ne sont pas encore en mesure de nous conduire à une telle conclusion.

THE ROMANIAN NATIONAL IDEA — THOUGHT AND ACTION

CORNELIA BODEA

In order to understand the rise of the national idea with a people who grew under distinct statal and provincial units, separated by political frontiers imposed by a history of vicissitudes, three main characteristics of this idea are to be considered : 1. the rise of the national consciousness and of the political unity occurring primarily on one's native land ; 2. this consciousness was born out of a continuous struggle with forces impending on the national existence from the outside and 3. it developed out of an ethnic consciousness.

With the Romanians the ethnic consciousness is much older than the national consciousness which found support in the ideas of the French Revolution or the Enlightenment. The national idea was prompted by the contact with western ideas mostly of French and Austrian origin ; yet, the permanent relations over the political frontiers which separated the Romanians had preceded these contacts.

In France, the Revolution inherited and helped to develop a national state that had already been founded by the absolute monarchs — the pacemakers of modern Nationalism¹. As for the conditions created by the Habsburg policy of education and enlightenment of the people, these were only meant to transform each individual into a faithful subject to the Empire, irrespective of his nationality. But it is also true that in taking over those patterns, the peoples subjected to the Imperial rule asserted their own aspirations by moulding the imposed patterns according to their characteristics and requirements.

It is an acknowledged fact now that the transition from the ethnic feeling to the national consciousness, with its implicit social and political consequences, was also favoured by economic development. The need to update feudal life standards was tantamount to discarding social servitudes, as well as national and political ones. As it happened with other oppressed peoples, the promoters of the national emancipation of the Romanians were mostly intellectuals. (In the Principalities they belonged mostly to the boyard class). The intellectuals found ideatic grounds of the right to freedom in the remote past, in the origins of the Romanian people and language, in the continuity on the territory on which the old Dacian state was built, in the wealth of facts bequeathed by the ancestors. Activated by the historical past, by the dynamic prerequisites of progress, as well as by the examples of other peoples, the national idea

¹ Cf. Hans Kohn, *The Idea of Nationalism. A Study in Its Origins and Background*, New York, Collier Books, 1967, p. 4.

assumed political force and developed gradually from individual views and actions to comprehensive manifestations.

Numerous recent studies shed light on the intense intellectual and political activity in the Principalities during the years 1750—1830². David Prodan's excellent study — *Supplex Libellus Valachorum*³ — covers a wider ethnic area than suggested by the mere title of the book. In my study⁴ attempts were made to identify the interdependence and coalescence of ideas and ideals on both sides of the Carpathians, especially during the first six decades of the 19th century. Subsequent investigations — both mine and those due to other historians — reinforced and enriched the conclusions derived more than a decade ago.

Among the main elements and features of the transition from the enlightened, national thought to the outright socio-political national actions two of them seem to me of particular importance.

One relies on the analysis of the *Romanian book subscription lists* in use during the first half of the 19th century. This peculiar kind of historical source has also called the attention of historians abroad. In England, the tradition of subscription lists dates back to the 17th century, and hence, the number of such items crops up to several thousands. A systematic exploitation of this rich material was contemplated upon further computer storage in order to measure social trends. What I have in mind is P. T. Wallis' special work⁵. With the Romanians, subscription lists were first issued in the late 18th century and, no wonder, they were lesser both in number and dimensions. The method to put these lists in computer programmes was approached in 1974 by Cătălina and Victor Velculescu at the Institute for the History of the Romanian Literature⁶. Other attempts⁷ at handling the information offered by these lists are not to be omitted. Recently I have scanned again these lists with regard to the socio-political history of the Banat and Transylvania. And the work was of much avail in identifying several persons involved in the cultural and socio-political movement, the frequency of their subscription and the moments when they appeared as subscribers, the nature of their jobs and preoccupations etc.

The analysis of the book subscription lists also made possible the identification of the social structure at various times during the 19th

² See Nicolae Bocsan's bibliography published in "Cahiers roumains d'études littéraires" 1977, 2 and 1979, 2.

³ David Prodan, *Supplex Libellus Valachorum, or The Political Struggle of the Romanians in Transylvania during the 18th Century*, Bucharest, Publishing House of the Academy of S. R. Romania, 1971. (The German version — Bucharest, Kriterion, 1981).

⁴ Cornelia Bodea, *Romanians' Struggle for Unification — 1834—1849*, Bucharest, Publishing House of the Academy of S. R. Romania, 1970, (Bibliotheca Historica Romaniae).

⁵ P. J. Wallis, *The Social Index. A New Technique for Measuring Social Trends*, 1978 (Issued by the Project for Historical Bibliography at the University of Newcastle upon Tyne. School of Education); Idem, *Book Subscription Lists*, London, The Bibliographical Society, 1975.

⁶ Cf. Cătălina et V. G. Velculescu, *Livres roumains à listes de souscripteurs* (première moitié du XIX^e siècle), „Revue des Etudes Sud-Est Européennes”, XII, 1974, No 2; XIII, 1975, No 4; Idem, *Configuration culturelle roumaine dans la première moitié du XIX^e siècle. Analyse des listes de souscripteurs*, „Synthesis”, II, 1975.

⁷ Cf. G. Em. Marica, *Contribuții la problema abonațiilor periodicele românești până la primul război mondial*, in *Studii de istoria și sociologia culturii române*, vol. I, Cluj-Napoca, Dacia, 1977, pp. 11—13.

century. It is interesting to notice that the name of a subscriber for a book or for a periodical may tell of personal, selfish ambitions; it may also show self-gratification since the subscriber's name would thus rank among the supporters or the "patrons of culture of the Romanian people" as they were called, no matter whether they were priests, teachers, merchants, craftsmen, peasants or free professionals. It is especially the quality of being "a patron of culture" that may have also represented a kind of advertisement for professions. Irrespective of the intentions which could have decided upon a subscription, the table of names and the socio-economic appurtenance of subscribers prove interesting and instructive. As an example, they enable a large identification of the participants in the revolutionary actions of 1830, 1834—35 and 1843—45 in the Banat. Thereby, the connection between one action and another does not appear to have a random character or to be subservient to foreign undertakings.

Here and there, the subscribers are only numerically mentioned. In this case, the evidence speaks of the interest raised by the merely inferred contents of the book, and this in its turn reveals other socio-political aspects. It can be illustrated via subscribers to I. D. Rumpf's booklet⁸, which discusses "the rule and character of Alexander I, Emperor of the whole of Russia". That such a title could arrest the Romanians' attention was but natural, since only three years separated the publication of this booklet from the Treaty of Bucharest (1812). Moreover, the distribution of subscribers by geographical areas is obvious. For instance, "the Romanian nation" (original quotation) in Moldavia commissioned 460 copies; in Wallachia the order amounted to 374; in the Banat and Arad areas the figure was 303; in Craiova (Little Wallachia) 112; Braşov, Sibiu, Făgăraş, 157 etc. If the number of subscribers in the Habsburg Monarchy and that in the Principalities are compared, the figures appear to be ballanced. Hence, it is no overstatement that a people's reaction vis-à-vis a paramount event in its history is always expressed in the same language, in the same way.

This unitary basis of specific ideas and feelings is also to be found in projects for common revolutionary actions in the early 19th century. A generous exemplification is enabled by the complementary investigation of documents concerning the activity carried on by Eftimie Murgu — the revolutionary of the Banat — throughout the Romanian area, irrespective of the political frontiers of the time. The new documentary material, added to previous data, led to the conclusion that, by his projects and activities, Murgu made one of the most comprehensive syntheses of Romanian cooperation throughout the ethnic area. Upon scanning the sequence of events in Banat and Transylvania, in Wallachia and Moldavia, over more than 15 years (1834—1849), Murgu's activity appears to be an alternate play of struggle and prison. And by both these hypostases — by deed when free and by symbol when in prison — he promoted and stimulated the social, political and national goal of emancipation. Murgu's major contribution may consistently be traced in all situations and directions before the outbreak of the 1848 Revolution. While only a student or

⁸ I. D. Rumpf, *Arătarea stăpînirii și caracterului lui Alexandru I, Buda, 1815.*

a beginner legal professionalist in Pest, he gained some authority as a polemical historian in defence of the oldness, the continuity and the rights of his people throughout the old Dacian area. Ever since 1834 — at Iași, Bucharest or in the Banat — he became famous for his firm opposition to foreign oppression, whatever its origin, and for his concept of a unitary Romanian state. Mention must be made that Murgu apparently was involved in the 1834 secret movement of the Romanians in the Banat and Transylvania extending over the Carpathians, and whose programme included the idea of a *unitary Romanian republic*. After 1834 he moved to the Principalities, where the aspirations for national unity and independence had proved to be in progress even before the thirties. However, Murgu had to leave Moldavia as he had meanwhile become troublesome to the philo-Russian circles at the Court of the Moldavian Prince Mihail Sturdza. He went to Bucharest. There, from his very arrival (1836) he joined the national movement evolving around Colonel Ion Câmpineanu. Soon after he became a leading man in organizing the ramification of the movement within the country and the connections beyond the Carpathians in the Banat and Transylvania. The failure of the movement, which was detected in October 1840, brought the main part-takers to trial. Murgu was expelled as a citizen of the Habsburg Monarchy and thereupon arrested again, staying in detention in the Banat (1841—1842). Once out of prison, he resumed the organization of the struggle in the Banat, which he envisaged as a prologue to further struggle for political unification. The aim at a national unitary state of the Romanians was also the interpretation given by the Magyar authorities who put him to prison once more in 1845. This time he was detained at Buda until April 1848.

As Murgu's liberation in 1848 was done under the impact of the first successes of the Magyar Revolution, his objectives and achievements in 1848—49 could no longer meet the ideals nurtured till then. They were only such as time and circumstances allowed. During 1848—49 the general course of events did not even come to the expected attainments in the other parts of the Romanian area. This happened everywhere in Europe where independence and unification had been attempted. But, wherever the Revolution passed, it left gates widely open to future... The 1848 experiment proved that the aspirations towards unification were to be more closely conjugated with political realism so that advantage could be taken of both internal and external opportunities. Yet, it was only after a new attempt at preparing a general European revolution, which was utopically expected to outbreak in 1852, that the whole national trend in Europe smoothed the path of realism. Without parting with the idea of an integral Romania, the efforts to reach it cropped up in stages: the union of Moldavia and Wallachia on the one hand, and the union of all Romanians living within the Habsburg Monarchy in one single political party, on the other. The outcome of this work could be only axiomatically envisaged: the attraction force of the new unitary state founded in 1859 by the unification of the Principalities prompted the centripetal motion of provinces outside its frontiers. The same was the influence of Piedmont on the whole fate of Italy.

The Proclamation of the Independence of the Romanian State (1877), the war of Independence itself (1877—78), the proclamation of the Kingdom

(1881), all these represented further incitements for the subjected Romanian provinces. The merging of the political parties in the Banat and Transylvania into a unique Romanian National Party, right in 1881, was a new landmark in the struggle for political emancipation within the Austro-Hungarian Monarchy. The affiliation of the Kingdom of Romania to the Triple Alliance, which was secretly signed in 1883, was meant to respond to political circumstances and not to the national public opinion. Instead, the war waged by the Romanians in Old Romania for Independence (1877—1878) was meant as a war of the entire nation, just as the Memorandum and the subsequent trial of its leaders at Cluj (1892—94) was seen as the trial of the whole Romanian people. Considering the natural evolution of things and events, World War I was only the opportunity and not the cause which led to the implementation of national unification. Modern unified Romania, achieved in 1918, has grown out of all accumulations during the centuries: a historic desideratum, a work of the whole people, of the entire nation.

THE ROMANIANS AND THE CREATION OF THE BULGARIAN NATIONAL STATE

CONSTANTIN VELICH

It is a well-known fact that the Ottoman invasion led not only to the disappearance of the Balkan feudal states, but also to the fall of the Magyar feudal state under its rule. The only people of South-East Europe to maintain its uninterrupted state existence were the Romanians. The fact was due to a continual, heroic struggle for the maintenance of a sometimes larger and sometimes restricted autonomy. The anti-Ottoman struggle for freedom and independence became ever since the 14th century a *constant feature of the Romanian foreign policy*. Its ultimate outcome was the aid given to the Balkan peoples who tried in their turn to free and restore their states fallen under the Ottoman rule. The aid was of many kinds. In the following study we shall confine ourselves to a brief account on the aid given in this respect to the Bulgarian people.

After the fall of the Turnovo czardom in 1393 and of the Vidin czardom in 1396, the Bulgarian state disappeared for almost five centuries from the map of Europe. The first consequence was emigration, as it happened with all the other Balkan countries. Most of the Bulgarians took refuge north of the Danube in Wallachia, and some reached even Moldavia and Transylvania. Constantine, the son of the Vidin czar Ivan Strashimir found shelter in Târgoyishte. He was welcome by his relative Mircea the Old, known for his anti-Ottoman struggle. Constantine and his cousin Frujin, son of czar Ivan Sishman of Turnovo, from 1403 on attempted an uprising but it was stifled by the Turks. Sigismund of Hungaria, who at the time still subestimated the Ottoman threat and aimed at an expansion to the South-East, wrote among others on these battles to the Duke of Burgundy in 1404 : „Famous Constantine himself, the glorified emperor of Bulgaria, and Mircea the prince of transalpine Wallachia... attacked several times and with much courage the Greek area (Strat in the former Byzantine territories which had become Bulgarian) and other territories now under Turkish rule, crowned themselves with triumphant victories”. Mention must be made here of two elements, first that the Bulgarians considered the Ottoman Conquest as transient and Constantine went on bearing the title of czar though he was no more in possession of any Bulgarian territory, and second that the attempts to restore their state were supported by the Romanians.

The Bulgarians made a second attempt to restore their state, encouraged by Michael the Brave's famous victories against the Turks won as early as 1593. The relationships with the Bulgarians were established

during the frequent incursions Michael made south of the Danube. Among the uprising leaders were, besides the Bulgarian Todor Balina of Nikopol and the Dubrovnik merchant Pavel Georgich, church leaders, authoritative clerics who replaced the political leaders. Of the latter, the archbishop of Turnovo Dionysios Rallis, who became later an adviser of Michael the Brave, played a very important part, as did the bishops of Rousse, Shumen, Lovech etc. In 1598 when the Romanian voivode entered Bulgaria by Nikopol the uprising prepared in Turnovo could not burst immediately so that Michael could head for central Bulgaria as he wished. He started off for Pleven, Vratza and Vidin and stayed south of the Danube for six weeks. Meanwhile the Bulgarian uprising burst in Turnovo where Shishman III, a pretended descendant of the last reigning family, was proclaimed czar of Bulgaria. This uprising was soon defeated by the Turks.

A third attempt was done during the reign of Matei Bassarab who had to be, according to the documents of the epoch, "il primo capo" of the uprising, after the victory of which he would become "il principe del Oriente". These were in fact the well-known plans of Petar Raicevich, which resulted later in the abortive uprising of Kyprovetz in 1688.

We mentioned only these three attempts, without insisting on them or referring to some less important ones, in order to underline the fact that they were Romanian supported. In between them the anti-Ottoman struggle was led in Bulgaria mainly by the intermediary of the outlaws afterwards sheltered north of the Danube but who at the time did not aim at restoring the Bulgarian state.

In the second half of the 18th century the Russian-Turkish wars and the penetration of the Russian armies south of the Danube gave a new impetus to the anti-Ottoman struggle and many Bulgarians became involved in it. These wars caused at the same time a climactic Bulgarian emigration north of the river, in Wallachia and south of Russia. Emigration was most intensive especially before, during and immediately after the two Russian-Turkish wars in the first half of the 19th century.

During the 1806—1812 war, which was much interrupted, the Danube was no longer (sometimes for years on end) the frontier between the Ottoman Empire and Wallachia. Many times the Turkish troops were stationed between the Danube and the Balkans. Meanwhile the idea of restoring the Bulgarian state had become extremely obscure. The situation worsened ever more when the czarist diplomacy, knowing the legal status of the Danube Principalities vis-à-vis the Porte, considered their territory as integrant part of the Ottoman Empire. The Porte had advanced the idea ever since 1718 and in 1775 it had conceded part of the Wallachian territory to Austria. The Bulgarian emigrants especially the town-dwellers, that is the Bulgarian middle class who was just taking shape, followed the positions of the three great powers. Lenin put it clearly that the Bulgarian middle class was trying to avail itself of the international conflicts in order to satisfy their own interests. Many emigrants believed that on the conclusion of the peace between Russia and the Porte the frontier between them would be on the Balkans or at least on the Danube. That accounts for the petition Sofronie of Vratza signed on their behalf, a petition comprising 15 points and which was in fact the first program of the Bulgarian

middle-class, should we not take into account the grievances in Paisie of Hilandar's work. The petition was adressed in 1811 to general Kutuzov, who did not approve of it but sent it to Russia's Ministry for Foreign Affairs. It would be interesting to comment upon this program, but as it did not provide explicitly the restoration of the old Bulgarian state it is beyond the scope of the present article. What is more, Sofronie of Vratza himself, who might be called the most clear-sighted intelligence of the Bulgarian political emigration, did not have a clear-cut vision in this respect. In the memorials adressed to Russia or in his discussions with the Russian generals he requested, in agreement with the opportunities, that Bulgaria should pass under direct Russian leadership, become autonomous or even independent.

The idea of forming a Bulgarian state was to be retraced later during the Romanian revolution led by Tudor Vladimirescu. It is well known that many Bulgarians enrolled in Tudor's armies and some even had an important part to play. Among Tudor's captains Alexander Nicolaevich Pavlovich's personality was conspicuous. He was Athanasios Nekovich's nephew, the one who had adressed to Russia, together with Ivan Zambin, their well-known memorial. Pavlovich called Tudor "Prince Tudor" while the Bulgarians who fought in the same army called Alexander Pavlovich "Alexander Gospodar" or "Alexander Bălgarskikral", that is "Prince Alexander" or "Alexander the Bulgarian King". They all believed that Tudor and Ipsilanti would pass the Danube and free the enslaved Bulgaria which would finally have its own king. That is why, as the documents prove, Alexander Pavlovich had already got dressed in purple and had a personal guard. But it is known that the 1821 events went on in a different way.

There were again favourable opportunities for the Bulgarian people during the Russian-Turkish war of 1828—1829. Again the Bulgarian emigration in Wallachia was split into two. On the one side there was the peasantry who enrolled in the volunteer bodies which helped the Russian army and on the other the middle-class, an already shaped class by that time who acted by means of diplomacy. The middle-class displayed at that moment a process of maturation. Its leaders, gathered in Bucharest, resorted once more to Alexander Pavlovich. They elected him deputy of the Bulgarians and he wrote several memorials to the Russian commandment and to czar Nicholas. Pavlovich even got an audience to the Russian sovereign when the latter was in Varna. Pavlovich talked to him and gave him memorials not only on behalf of the Bulgarian emigration in Wallachia but on behalf of the Bulgarian people on its whole. At the beginning his intervention was successful. During his audience with the czar they did even roughly elaborate the project of the future Bulgarian State and drew its frontiers. That state would enjoy the same autonomy as the Romanian Principalities but would be led by a Russian prince. The project was sent to St. Petersburg in order to be examined but its minute elaboration was delayed. Because of several other reasons it could not be part of the Adrianopol Treaty clauses in 1829. We wish to underline that the initiative belonged once more to the Bulgarian emigration from Wallachia and the model they observed for the restoration of the old Bulgarian state were the Romanian Principalities.

Soon after the conclusion of the Adrianopol Peace one of the leaders of this emigration, Vasil Nenovich who was a deputy of the Bulgarian emigrants from several Wallachian counties, noticing the efforts of the Porte to bring the emigrants south of the Danube and to give them important privileges, suggested to his compatriots in Bucharest to send a project to the Sultan through the influential Ottoman adviser Stephan Vogoridi, a Greek Bulgarian. According to that project all the Bulgarians who had emigrated to Wallachia and Moldavia were ready to go south of the Danube if the Sultan agreed to give them Southern Dobroudja so that they could establish there an autonomous state observing the Wallachian model. The space assigned to the present article is too limited for us to expose the reasons for which this project could not be achieved.

It goes without saying that the Bulgarian emigration was strongly impressed by the bourgeois democratic Romanian revolution of 1848 which had included among its most important goals the independence from the Porte and the union within a single state of the Romanian Principalities. There was a definite influence which occurred not only when the revolution was in progress and when some Bulgarians partook in it but mainly after that when the Romanian revolutionaries defeated by the Turkish and czarist armies went in exile. The Bulgarians were impressed by the propaganda the Romanians conducted in Western Europe and later by the union between Wallachia and Moldavia under the rule of Prince Cuza, himself a participant in the 1848 revolution. Prince Cuza helped a great deal the Bulgarian revolutionaries and especially G. S. Rakovski, the creator of the Bulgarian revolutionary ideology. Rakovski also got the help of several former revolutionaries such as M. Kogălniceanu, Ion Brătianu, C. A. Rosetti etc. He was sure that a numerous and well-organized band that would cross the Danube could easily uprising the Bulgarian people who were ready for struggle at any time because of the sufferences they were enduring. Rakovski even made some plans in this direction, which were never put into practice.

Within the conservative circles of the Bulgarian emigration of Wallachia the *Bulgarian Epitropy* also called the *Bulgarian Ephory* had been formed as early as the Crimean War and aimed at gathering volunteers who would enroll in the Russian Army. Eversince that moment this organization was faithful to the guidelines of the czarist diplomacy as they thought that Bulgaria would be freed by Russia either through the diplomatic way or by means of war. Even later when they changed its name into the *Society of Charity* pretending to be after philanthropic goals, never did they put aside this political orientation and were against the Bulgarian revolutionary movement which would, should Bulgaria be freed, introduce an organization different from that of czarist Russia.

The political orientation of the rest of Bulgarian emigration social strata was obvious on the occasion of the political events of 1866—1867. We mean the dethronement of Alexander Ioan Cuza, the war between Prussia and Austria and the Austro-Hungarian dualism.

A part of the emigration formed a few months after Cuza's dethronement the so-called *Bulgarian Secret Central Committee* in Bucharest under the leadership of Ivan Kasabov. Starting with May 1866 when it was founded and up to the end of that year when it became dependent

on a Romanian Committee made up of the group of C. A. Rosetti, this secret committee was a revolutionary organ slightly inconsistent, which contemplated the liberation of Bulgaria by means of a revolution. From 1867 the committee became independent from the Romanian politicians. They gave up the idea of a revolution and cherished hopes for a possible Turkish-Bulgarian dualism resembling the Austrian-Hungarian one. They did not realize that the Sultan was far from complying with their proposal of which he had learnt in 1867 through a memorial written in Bucharest.

The second plan remained a project. It was two sided and advanced by the *Charity Society* at the special request of the czarist diplomacy. After Austria was defeated by Prussia, the czarist diplomacy felt that Austria was too feeble to resist in the Balkans and tried to form a Serbian-Bulgarian State led by Prince Michael Obrenovich. The Serbian-Bulgarian talks reached no conclusion for reasons which will not be exposed here. The Romanian government was familiar with both two sided projects and though they never believed the projects would be achieved, left the emigrants free to see the results of their attempts. Mention must be made that the French diplomacy realized quite quickly that the creation of a Serbian-Bulgarian State would be profitable to Russia alone and for that reason made all efforts to prevent it. The French tried to discredit Romania who favored the creation of such a state which would reduce the power of the Porte. They directly accused Romania of supporting overtly the Bulgarian revolutionary movement in Bucharest. They charged the Romanian government with the violation of its duties vis-à-vis the Porte and the support of the bands led by Panaiot Hitos and Philip Totiu which crossed the Danube in 1867 to Bulgaria. The Romanians were accused to have mainly supported the band led by Hagi Dimitri and Stephen Karagea who crossed the Danube in 1868. The above-mentioned facts were perfectly true, but later on the French diplomacy caused a political stress in Bucharest as they circulated rumours meant to discredit Romania at the Porte. They equally hatched plots meant to sow discord between the Romanians on the one side and the Serbians and Bulgarians on the other. The French Minister for Foreign Affairs had given explicit orders to his consuls in Bucharest and Belgrade in this respect. They went on to insinuations and even produced false papers to support the idea that Romania wished to take the place of Serbia and it was for a Romanian-Bulgarian state or that it wished to share Bulgaria with the Serbians, etc. Due to the fact that the first insinuation was exposed mainly to the Russian and Serbians consuls, to remove Romania from these countries the Romanian Minister for Foreign Affairs wrote to Garashanin in Belgrade. He maintained that Romania did not have political aspirations of the sort and its immediate political goals were to get independent of the Porte and to achieve its national state. None of the two projects for the creation of a Bulgarian State succeeded.

Romania went on supporting the Bulgarian revolutionary emigration which in 1869 resumed the tactics of Rakovski. Romania backed the crossing of the Danube by the big band of Hagi Dimitar. Its results were powerful protests by the big powers and the gathering of Ottoman troops by the Danube, troops sent by the Sultan in view of invading the country.

Things went as far as the resignation of the Golesecu government in November 1868. Ion Brătianu valiantly supported the right of the Bulgarian people for a free life in the speech he delivered in the Parliament in answer to the message the prince had addressed to the new government (led by Dumitru Ghica, a conservative, with Mihail Kogălniceanu as a Minister for Foreign Affairs).

The trial by the band of Hagi Dimitar was an obvious proof that Rakovski's plan for the liberation of Bulgaria had to be reexamined. C. A. Rosetti reached the same conclusion in his articles published in the "Românul" magazine. Vassil Levski was nevertheless the one who positively acted and consequently set up an internal revolutionary organization. It was meant to prepare the Bulgarian people for a revolution whose ultimate result would be the creation of a new Bulgarian state.

With the aid of the "Bulgarian community", another political organization of the Bulgarian emigration in Romania, Levski went to Bulgaria twice in 1869 and created a whole net of secret revolutionary committees. Helped by Ljuben Karavelov, another Bulgarian revolutionary who lived in Romania, they founded in the autumn of 1869 the Bulgarian Revolutionary Central Committee in Bucharest. The statutes of the committee written by Levski, clearly show the aim of the revolution and the way in which the new Bulgarian state should be organized. Here is a quotation from the statute: "By means of a general revolution let us make a deep-going change of the tyrannical and oppressive state-system and turn it into a democratic republic". Here is again what Levski wrote in a letter to Karavelov who shared Botev's republican convictions. "We shall have a flag reading 'saint and pure republic'. We wish the same to our Serbian Montenegrin, and Romanian brothers... etc." When the program of the Bulgarian central revolutionary committee was discussed and accepted by the assembly held in Bucharest between April 29 and May 5, 1872 the article on the future republic was no more to be found. The program provided that the aim they had in view was the liberation of Bulgaria by means of a revolution but that the form of the new state would not be specified until the liberation was completed.

As we are referring to the aid the Romanians gave for the restoration of the national Bulgarian state, let us mention that even though the meetings of the assembly were secret, the Romanian authorities knew they were in progress but let the Bulgarian revolutionaries work for the liberation of their country. The members of the Bulgarian revolutionary central committee realized the fact in the end and that is the reason why upon the conclusion of the proceedings some representatives of the Romanian authorities were invited. *What is more* in the Opler garden decorated with Romanian, Bulgarian and Serbian flags, Dimitar Tsenovich delivered a toast underlying the will of the three nations to struggle together. Nevertheless, a representative of the Romanian government told Karavelov and Tsenovich that the Bulgarian emigration should not do things of the sort publicly lest it should compromise vis-à-vis the Porte and the European powers the country which had lent them hospitality.

The preparations for the 1876 uprising, meant to create the new Bulgarian state, and which proved to be the bourgeois-democratic revolu-

tion of Bulgaria, were made by the *Giurgiu committee*. The aid given to the members of this committee is well known and so is the help given to Hristo Botev upon the preparations of his band and its crossing the Danube, meant to give a new impetus to the April 1876 uprising, which was almost defeated by that time.

The Russian-Romanian — Turkish 1877—1878 war stood in fact for a bourgeois-democratic revolution in Bulgaria. The Romanian aid for the liberation of Bulgaria through the Romanian army which fought heroically at Grivitza, Pleven, Rahova and Vidin is too well known for us to expose it here.

Nevertheless, the restoration of the Bulgarian national state and especially the state the Bulgarian revolutionaries in Romania had dreamt of was not in the least a state issued from the decisions of the Berlin Congress. First, a Bulgarian autonomous state but vassal to the Porte was that lying between the Danube and the Balkans. On the other hand, some Bulgarian territories had remained out of these political formations, a situation valid for all the Balkan peoples. Eastern Rumeli had a status inferior to the Bulgarian Principality. Finally the new constitution of Bulgaria — the Turnovo constitution — though liberal, was not the one wanted by the Bulgarian revolutionaries.

Romania went on contributing to the creation of the Bulgarian national state. It considered the Bulgarian autonomous Principality a sovereign state and developed diplomatic relations without waiting for the approval of Turkey — the suzerain power.

More important was the aid given to Bulgaria for its union with Eastern Rumeli. The union took place under well-known circumstances in September 1885 and met a lot of objections. Neither the neighbour countries nor the big powers regarded it sympathetically and all the states acted according to their own interests. Thus Russia, though in fact in favour of the union, was formally against it for as it was achieved under the reign of the prince of Battenberg it led to the strengthening of his positions. England, who did not favour it, formally supported it for it conducted an anti-Russian policy and wanted to maintain the same prince on the new state's throne. We should mention the neighbours of Bulgaria who, discontented by the extension of the new state, asked for territorial compensations. Romania was the only state which tried to settle down the passions, to support the union of Bulgaria and to ask for no territorial compensations. This union would indeed mean a transgression of the Berlin Congress provisions but the Romanians remembered that they had themselves transgressed the decisions of an international forum — the Paris Convention of 1858 — to create the modern national Romania. Bulgaria had the right to create a state and had to be supported in this effort. It was essential that this wish should not belong to some leading forums, but be general. As demonstrate the documents and the press of the epoch, the people, the head of the state, the government and the opposition agreed. From among Bulgaria's neighbours Romania had the most consistent and active contribution to the creation of the Bulgarian national state.

Suffice it to mention that the 1866 firman through which the Porte recognized prince Carol as prince of Romania comprised an *obligation* for him not to lend asylum to the perturbers in the Ottoman Empire (a phrase by which they meant the Bulgarian emigrants and mainly revolutionaries). Nevertheless, Romania continued to be the political center of the Bulgarian revolutionary emigration, the residence of all the organizations, irrespective of their tactics and strategy, class structure or political orientation, which wanted the liberation of Bulgaria. The Bulgarian revolutionaries were free to act in Bucharest or in different other towns to issue books, newspapers and manifestos. Never did Romania extradite a Bulgarian revolutionary though the Porte expressly asked for Rakovski, Karavelov, Philip Totiu and others. The Bulgarians were allowed to issue incendiary newspapers most openly promulgating the uprising of the peoples under Ottoman rule and the Romanian government never forbade them. Even more, when the uprising of April 1876 burst for the restoration of a national Bulgarian state, the Romanian press of all shades supported it. Mihail Kogălniceanu, the Minister for Foreign Affairs, defended the Bulgarian cause, and the cause of a people who had the right, as any other, to restore its national state.

PROBLÈMES DU BULGARE LITTÉRAIRE DURANT LA PÉRIODE DES LUTTES POUR UN ÉTAT NATIONAL BULGARE (XIX^e SIÈCLE)

ZAMFIRA MIHAIL

L'existence d'un ensemble de normes littéraires standard est essentielle pour statuer une langue nationale. Pendant la période agitée de la cristallisation des Etats nationaux dans le Sud-Est de l'Europe au XIX^e siècle les langues littéraires se sont révélées comme un élément fondamental d'une unité politique. Or, si l'on veut rendre justice à la position des intellectuels bulgares de la première moitié du XIX^e siècle, il convient de compter avec la position de la langue parlée aux époques précédentes, puisque la tradition écrite de la littérature religieuse perpétuait le vieux-slave, différent du bulgare parlé (la langue vivante du peuple). Une conception nouvelle envers la langue est issue pendant la période d'éveil de la conscience nationale, qui devait entraîner une bonne partie des intellectuels à militer en vue d'imposer le bulgare parlé comme langue littéraire. Depuis Païsiï Chilendarski et jusqu'aux protagonistes des courants d'opinions les plus divers (Petko Slaveïko, Ivan Bogorov, Marin Drinov, etc.), depuis les chefs de file de l'intelligentsia et jusqu'au plus modeste maître d'école ou rédacteur de gazette, tous se sont dépensés à fournir leur apport, d'une manière ou d'une autre, à la mise en vigueur d'un système unique de normes littéraires. Le signal du combat a été donné par Païsiï, dont le propos était de secouer la domination culturelle grecque, afin de conserver et d'imposer l'entité nationale bulgare aussi bien par écrit que par le parler. Comme les intellectuels de la fin du XVIII^e siècle pensaient que seule l'étude du grec pouvait donner de la valeur à un lettré, Païsiï adresse à son peuple l'appel : « Bulgares, apprenez à connaître votre pays et votre langue, instruisez-vous dans votre propre langue ! »¹

La relève de Païsiï allait être prise par l'un des grands chefs du mouvement de la renaissance bulgare, Petăr Beron, qui a élaboré et fait paraître le premier abécédaire de la langue bulgare vivante, à Braşov en 1824. En étudiant l'enseignement tel qu'il était pratiqué dans certains pays plus avancés, Beron avait été conduit à conclure que dès le début l'instruction doit se faire dans la langue parlée. Il fallait donc changer l'ordre préétabli qui faisait commencer l'enseignement par le vieux-slave, les premiers livres de classe étant alors le psautier et le livre d'heures rédigés en langue d'église. Comme de juste, une pareille innovation récla-

¹ Païsiï Chilendarski, *Istoriĵa slavonobolgarskaja, sobranna i nareĵdena Paisiem ieromachom v leto 1762*, éd. J. Ivanov, Sofia, 1914, p. 5.

mais tout d'abord des livres, aussi Beron lance-t-il un appel à ses confrères pour les inciter à s'essayer à la rédaction de cette sorte d'ouvrages². Durant la troisième et la quatrième décennie du siècle dernier, l'activité effective dans ce domaine prend de l'ampleur. Toute une série de personnalités, dont V. Aprilov, N. Gerov, P. Slaveikov — pour n'en citer que trois noms — devaient reconnaître plus tard combien était redevable à l'étude du bulgare dès les premiers jours de classe leur formation de futurs révolutionnaires.

Mais le point culminant de la lutte engagée en vue d'imposer le bulgare littéraire s'est avéré celui de la neutralisation de l'enseignement en langue grecque. L'un des arguments utilisés en ce sens était que dans les pays voisins (chez les Serbes et les Roumains) l'enseignement se pratiquait dans leurs langues respectives et que cet enseignement ne les empêchait pas — tout au contraire — de concourir avec l'Occident dans les divers domaines de la science, du commerce et des métiers³. En 1852, N. Gerov reprenait lui aussi ce thème, en plaidant par écrit en faveur du besoin qu'avaient les Bulgares de disposer d'un enseignement dans leur propre langue.

Le développement de ce courant d'idées coïncidait avec le développement même de l'enseignement. Une première école laïque en langue bulgare a été ouverte à Gabrovo en 1835. Et cette activité visant à éclairer le peuple ne représentait qu'un aspect de la grande lutte pour l'éclosion d'une culture nationale qui supposait avant toute chose l'abandon de tout modèle étranger. Ce fut un combat ardu et de longue haleine, mais la naissance d'un réseau d'écoles en langue bulgare devait représenter l'une des pages glorieuses du mouvement de libération et d'éveil de la conscience nationale.

Il va sans dire que les problèmes de la langue ont tenu une place centrale dans la lutte pour la création d'une école nationale, on peut même affirmer que ces problèmes ont polarisé l'attention des chefs de la révolution bulgare plus que tout autre question. Ce n'est pas le lieu d'évoquer ici les nombreux arguments appelés à la rescousse le long de cette période par les publicistes, les auteurs de manuels et les divers écrivains. On cite encore habituellement à ce propos les paroles de Païsiïj blamant les Bulgares qui ne comprenaient pas l'impératif d'un enseignement dans leur langue maternelle et qu'il taxait de sottise, les accusant aussi de manquer d'esprit politique. Sous ce rapport, les révolutionnaires bulgares ont tous adopté la même position. Par exemple, Parthenios Zografski plaide lui aussi pour une école élémentaire en langue vulgare et recommande que les règles de la grammaire, de même que les premières notions enseignées aux enfants leur soient inculquées dans cette langue — plus tard, si les circonstances se prêtaient, ils pourraient apprendre aussi une langue étrangère. Son plaidoyer en ce sens affirmait : « celui qui s'instruit seulement dans une langue étrangère est pareil aux gens qui à la place de leur mère véritable adoptent une autre, étrangère. Sa mère, on ne peut la renier,

² P. Beron, *Bukvar s različni poučenija*, Braşov, 1824, p. 3, chez G. K. Venediktov, *Nekotorye voprosy formirovaniia bolgarskogo literaturnogo jazyka*, « Nacional'noe vozroždenije i formirovanie slavjanskikh literaturnykh jazykov », Moscou, 1978, p. 207—269.

³ I. Bogorov, dans l'article-programme de la revue « Bălgarski orel », Leipzig, 20.IV.1846, chez G. K. Venediktov, *op. cit.*

car ni les bêtes ne le font. Donc, qui renie son pays est inférieur à une bête »⁴. On retrouve une position identique chez Petko Slaveikov, qui estime l'enseignement en langue vernaculaire l'unique moyen et seul possible pour éclairer le peuple, qui de son côté saura nous montrer la voie du progrès. Enfin, N. Gerov écrit en soulignant que seulement les livres écrits en bulgare pourront être compris par n'importe lequel de ses compatriotes, même celui ne disposant que d'une instruction modeste, que la lecture sera du reste à même de compléter dans une certaine mesure.

Un aspect important de la question du bulgare littéraire est celui de l'aspect graphique de cette écriture. Naturellement, les caractères cyrilliques du slavon d'église ont été conservés. Des réformes ont été tentées. En 1850, I. Dobrovski fait paraître un volume, *Mirozrenie*, qui propose une écriture phonétique avec le renoncement aux lettres : я, ѣ, љ, з, ѣ et le remplacement de l'ѣ par un i. Mais de bonne fois les intellectuels bulgares se sont opposés à cette sorte d'innovations, N. Palauzov écrivant à ce propos qu'adoptées à la légère dans des ouvrages personnels elles deviendraient dangereuses, car leur exemple risquait d'induire en erreur le peuple. Vers la même époque, les frères Cankoff faisaient paraître à Vienne une grammaire bulgare rédigée en allemand, dont les citations bulgares étaient écrites en caractères latins. Plusieurs voix se sont élevées également contre cette tentative de « latiniser » (comme on l'a taxée à l'époque) la langue bulgare, désireuses de prévenir l'adoption de cette idée. Si pour notre part, avec le recul dont nous disposons aujourd'hui, nous ne pouvons partager de telles craintes quant au caractère « catastrophique » de cette éventualité (voir les autres langues slaves qui usent de l'alphabet latin), l'intransigeance de certains intellectuels dans le climat tendu des années concernées n'en est pas moins explicable. L'un des dirigeants de la « Société scientifique-littéraire bulgare » de Braïla, V. Stojanov, avait adopté la même position intransigeante, car, écrivait-il, « la langue bulgare n'arrivera jamais à avoir du succès et à progresser si elle ne disposera pas d'un bon système orthographique ». C'était aussi la période d'une lutte soutenue contre la lettre ѣ (*ǵ*), dont l'origine était roumaine, correspondant à un son de la langue bulgare.

Les essais de purifier la langue représentent la réaction normale des intellectuels patriotes, souhaitant imposer dans tous les domaines l'esprit spécifique de leur peuple. Ceci explique la chasse aux grecismes, considérés comme plus dangereux que les éléments d'origine turque. Plusieurs raisons se trouvaient à l'origine de ce parti pris. Tout d'abord, le grec avait été la langue de l'enseignement et s'était imposée en tant que telle à toute une élite intellectuelle. Comme cette langue servait encore dans différentes occasions et que l'Eglise en usait aussi, son influence et son prestige dépassaient de loin les possibilités du turc qui, en tant que langue des gouvernants, dans la conjoncture propre au XIX^e siècle ne risquait plus d'entraver sérieusement l'éclosion de la culture bulgare et l'adoption sans réserves de sa langue. D'autre part, l'opposition à l'influence du grec et des éléments roumains, qui s'étaient glissés à l'époque dans les écrits des révolutionnaires bulgares qui avaient cherché asile en Roumanie, s'explique également par

⁴ Chez G. K. Venediktov, *op. cit.*

l'appartenance à une autre famille linguistique. Les intellectuels bulgares n'ont jamais fait obstruction aux éléments que leur langue a empruntés des autres peuples slaves. Tout au contraire, leur droit à une langue littéraire qui soit la langue vivante du peuple se trouvait stimulé du fait que Russes, Tchèques, Polonais, Serbes utilisaient leurs langues maternelles pour l'enseignement. Comme il y avait le précédent du vieux-slave d'Eglise de si haut prestige, la langue du XIX^e siècle était tenue à monter au moins à cette même élévation. Aussi, le nom même de la langue littéraire englobait-il le déterminant « slave », à savoir : *slavjanobălgarskij ezik*.

Pour assurer le parachèvement d'une langue bulgare littéraire, il fallait lui constituer un système unitaire et unique. Dans ce domaine, l'activité des intellectuels devait parcourir deux étapes. La première phase, celle des années vingt du siècle dernier, est celle qui envisageait la langue surtout comme un moyen de contestation du grec, dont le prestige était depuis longtemps consolidé. Telles étant les choses, la question de la langue maternelle s'est posée non pas nécessairement au point de vue de son raffinement artistique, de l'établissement des normes aptes à en faire une langue littéraire unique, mais plutôt au point de vue social, visant à inoculer aux Bulgares le sentiment de la noblesse de leur propre langue. En premier lieu, le bulgare se devait de devenir une langue apte à l'enseignement scolaire. A cette phase, la lutte pour la langue vernaculaire faisait partie du mouvement général en vue de l'éveil de la conscience nationale. On n'en était pas encore aux différences entre la langue parlée et la langue écrite — pour lesquelles plusieurs solutions allaient être proposées par la suite. La langue littéraire commença à se distancer de la langue parlée au moment de la reprise des éléments de tradition du vieux-slave entrés dans le bulgare ancien. Les différences entre la langue parlée et le vieux-slave étaient, certes, évidentes, néanmoins, dans le plan de la confrontation « langue maternelle-langue étrangère » (c'est-à-dire le grec, en l'occurrence), le vieux-slave, aussi bien que la langue parlée, appartenait à la catégorie des « langues maternelles ».

Le bulgare une fois introduit dans l'enseignement, le problème commence à se poser d'une autre manière. Maintenant, au premier plan s'impose l'aspect unique et bien réglé de la langue littéraire. La mise au point d'un système normatif de la langue était en étroite liaison avec les exigences de l'instruction du peuple. Dans cet ordre d'idées, V. Aprilov donna expression à son espoir que, suivant l'exemple des nouvelles langues européennes, notamment pendant la phase initiale du processus visant à éclairer le peuple, ses contemporains s'attacheraient à façonner une langue bulgare de conversation, plus facile à manier et avec moins d'aspérités. Un autre révolutionnaire, T. Ikonov, estimait à juste titre qu'il fallait procéder à un véritable travail de polissage de la langue, qui deviendrait l'instrument le plus important de l'instruction.

On a formulé maintes fois le principe de l'élaboration d'une telle langue, mais la mise en œuvre de ce principe s'est avérée plus difficile. Des disputes sur le caractère même de la langue littéraire bulgare sont nées en même temps que l'idée du besoin impératif de forger une telle langue. Et les causes de ces disputes tenaient d'une série de facteurs métalinguistiques, à savoir : l'absence d'une tradition ininterrompue dans ce domaine et assez forte pour tenir durant la période antérieure au renou-

veau national ; l'appartenance aux mêmes coordonnées de la littérature confessionnelle ; l'émiettement dialectal relativement grand ; l'influence des différentes écoles philologiques, en Bulgarie ainsi qu'à l'étranger. Pour les uns, la langue littéraire devait prendre appui sur le vieux-slave alors que pour les autres, ces derniers les plus nombreux, ses fondements logiques étaient fournis par la langue parlée. Le choix du dialecte destiné à être élevé au rang de langue littéraire, son système normatif et le parachèvement de ses règles grammaticales, son lexique et son orthographe prétaient à d'interminables discussions auxquelles chaque Bulgare instruit se sentait le devoir de participer. Les protagonistes du courant archaïsant ne trouvèrent pas beaucoup d'adeptes et après la quatrième décennie du XIX^e siècle ils cessèrent même de se manifester. En revanche les militants pour une langue littéraire fondée sur le parler populaire étaient nombreux (à retenir, parmi les plus généralement connus, les noms de : V. Aprilov, I. Bogorov, G. Rakovsky). Leurs positions n'étaient pas toujours identiques en ce qui concernait le dialecte à choisir, celui qui pourrait et devrait assurer les bases de la langue littéraire. Si un Joachim Kărciovskij militait en faveur des éléments originaires de Bulgarie méridionale, les grandes lignes du principe de l'utilisation des éléments régionaux n'étaient guère par trop différentes ni chez un Peičinovič, ni chez Bozveli ou chez bien d'autres.

La lutte pour un Etat moderne, autonome, indépendant, supposait aussi la lutte pour une langue apte à devenir un instrument de communication doté de tous les équivalents des concepts nouveaux, en accord avec la modernité de l'époque. Les deux composantes de la dichotomie tradition-innovation se dégagent de l'étude des traductions réalisées à cette époque⁵. De même, l'accès à la civilisation occidentale se doit d'être apprécié de l'intérieur de cette lutte d'émancipation, comme un option délibérée de certains intellectuels⁶. « En général, l'impératif national, voire nationaliste qui dominait la formation des nations sud-est européennes prenait le dessus et dans chaque pays on parla beaucoup et avec raison de Renaissance et de Régénération nationale, d'Veuil ou de Réveil national. La recherche de l'originalité nationale revêtait souvent la forme des doctrines critiques, pessimistes ou ouvertement anti-modernes, sans aller aussi loin que les slavophiles ou une partie des narodniks russes du XIX^e siècle »⁷. Les intellectuels bulgares allaient trouver leur juste équilibre et après une période d'emprunts demandés aux langues romanes (roumain, fran-

⁵ Laura Baz-Fotiade, *Activitatea în domeniul traducerilor literare a emigrației bulgare din România (de la începutul secolului al XIX-lea pînă la anul 1877)*, « Romanoslavica », VIII, 1972, p. 217—234.

⁶ Emilia Perniška, *Sinonimikata v beletristikata na Ivan Vazov — oțraženie na vzaimotnošenijata v leksiko-semantičnata sistema na knižovnjia ezik i na leksikalnoto stroitelstvo prez 80-te/90-te na XIX vek*, in *Văprosi na strukturata na săvremenija bălgarski ezik*, Sofia, 1975, p. 131—178.

⁷ Valentin Al. Georgescu, *La terminologie: modernisation et européanisation de l'Empire ottoman et du Sud-Est de l'Europe, à la lumière de l'expérience roumaine*, in *La révolution industrielle dans le Sud-Est européen — XIX^e siècle*, Sofia, 1976, p. 135.

çais, italien) ⁸, les dernières décades du siècle passé ont été celles d'une « ré-slavisation » du lexique, notamment de la terminologie socio-politique.

Des contributions dignes d'être retenues par l'historiographie des pays sud-danubiens peuvent résulter de l'application d'une méthodologie socio-linguistique à l'étude des aspects présentés par le processus novateur de la langue. Par exemple, Alexandru Duțu dirige à l'Institut des études sud-est européennes de Bucarest l'étude de la terminologie socio-politique qui est le reflet dans le plan linguistique des mouvements de libération sociale et nationale.

La manière particulière dont chaque langue de la zone sud-est européenne devait accomplir sa modernisation, en même temps que celle de la constitution des Etats nationaux, ébauche les débuts de l'étape divergente de l'histoire des langues de cette zone, leur écart par rapport à la force de convergence qui les avait rapprochées plusieurs siècles durant pour former la soi-disant « union linguistique balkanique ».

Pour notre part, nous pensons que la tradition dans le domaine linguistique du Sud-Est de l'Europe pourrait se caractériser comme : tradition historique de chaque langue en soi ; tradition convergente de leurs contacts et des aspects de substratum généralisés, de même que des aspects dus à des dominations unitaires de longue durée — celles des Empires romain, byzantin et ottoman.

Quant à l'innovation, elle serait représentée par la proclamation des langues nationales en tant que telles, dans le cadre des Etats nationaux modernes, suivant chacun des directions diverses dans la voie de leur modernisation et avec des lignes d'évolution tout aussi diverses au XX^e siècle.

⁸ Liubomir Vankov, *Les plus anciens emprunts faits par le Bulgare au Français (1800—1870)*, in « Annuaire de l'Univ. de Sofia, Fac. de Philologie », 59 (1965), 60 (1966), p. 135—195 ; Zamfira Mihail, *Romanian Socio-Political Terms in the Language of the Bulgarian Periodicals issued in Romania*, RESEE, XVIII, 1980, n° 4, p. 665—669.

TRADITION ET INNOVATION AUX DÉBUTS DE L'ÉTAT NATIONAL GREC

CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU

Le premier gouvernement de l'État national grec, assuré par la Régence (1833—1835), représente l'une des périodes les plus complexes de l'hellénisme moderne. De multiples contradictions intérieures d'ordre social et politique divisaient la société grecque au moment même où l'on avait mis fin à une domination étrangère séculaire. Rappelons d'abord, les grands mouvements démographiques qui avaient déplacé vers le territoire du petit État libre des Grecs venus de tous les coins de l'Empire ottoman (de l'Épire et de la Thessalie, du Péloponnèse, des Îles Ioniennes, des rives de l'Asie Mineure et du Chypre), ainsi que des Grecs de la « diaspora », attirés, comme de nombreux philhellènes étrangers, par l'idéal de la régénération de l'Hellade.

Rappelons aussi les différentes tendances imprimées par les hommes politiques, car c'est maintenant que nous voyons se former les trois partis : anglais, français et russe. La diversité de cette société, formée d'éléments anciens et nouveaux, avec leurs intérêts, leurs mœurs et leurs habitudes totalement différentes — décrite par D. Vizantios dans une comédie intitulée fort à propos « La Babylonie »¹ — constituait une base sociale difficile à soumettre. L'organisation de l'État devenait, dans ces conditions, une lourde charge. Même l'idée nationale et celle de la liberté étaient différentes, d'un groupe à l'autre, malgré le fait que tous désiraient — en général — un État grec libre et indépendant.

Le principal obstacle auquel se heurta la Régence, dans ses tentatives de centralisation du pouvoir, c'est bien l'ancienne tradition de l'autogouvernement grec pendant la Turcocratie. Durant les quatre siècles de la domination ottomane, le peuple grec s'était créé un système d'autogouvernement, assuré par les autonomies locales, d'une importance essentielle pour la survivance de la conscience nationale grecque, pour le maintien de sa langue, de sa religion et de son droit, byzantin et coutumier. Protégées par le Patriarche de Constantinople, qui avait assumé, après la disparition de l'État byzantin, les principales attributions d'un chef politique², ces autonomies locales — les communautés grecques — ont perpétué les anciens principes démocratiques grecs, en constituant les noyaux de la lutte de libération.

¹ Apostolos E. Vakalopoulos, *Νέα ελληνική ιστορία 1204—1975*, Salonique, 1979, p. 191. Voir l'édition récente parue dans la collection athénienne « Hermes » : D. K. Vizantios, *Η Βαβυλωνία*, éditée par Spyros Evangelatos, Athènes, 1981.

² N. Pantazopoulos, « Ελλήνων Συσσωματώσεις κατά την Τουρκοκρατία », dans *„Γνώσεις»*, Athènes, 1958.

Une fois l'Etat grec créé, il n'était pas aisé de superposer une administration centralisatrice sur cette tradition d'ancienne autonomie locale. Si pendant des siècles l'Eglise Orthodoxe s'était substituée à l'Etat byzantin disparu et les communautés avaient joué un rôle salutaire dans le maintien d'une conscience nationale vivante, que le courage des kleftes et des armatoles transformeront en une véritable force révolutionnaire³, maintenant elles devenaient des obstacles, par l'inertie qu'elles opposaient aux efforts de centralisation.

Ces difficultés s'étaient fait sentir dès le début de la Guerre d'indépendance, quand éclata le conflit intérieur au sujet de l'organisation du nouvel Etat. A *Epidaure* (1822), on créait le premier gouvernement central de la Grèce, sans que les Sénats locaux du Péloponnèse, de la Grèce Centrale et des Iles aient été supprimés. On laissait aux notables tout leur pouvoir. Ces gouvernements locaux ont été dissous par la Constitution d'Astros (1823), qui marque un progrès sensible dans la voie de la centralisation⁴. En 1827, Capodistria, élu gouverneur, a commencé une action énergique de centralisation, en remplaçant les systèmes représentatifs traditionnels et en constituant un « Corps consultatif » (Panellinion) qui l'aidait à diriger, en dictateur. Poussé par l'état chaotique des finances et la nécessité d'organiser l'Etat, Capodistria renversait de la sorte le principe de gouvernement des Grecs — d'une tradition ancestrale — le pouvoir s'exerçant de haut en bas, non par la représentation du peuple. Les vertus démocratiques des Grecs en étaient de la sorte gravement atteintes. Mais leurs efforts pour les défendre dans les Assemblées Nationales de la période révolutionnaire ne restèrent pas sans résultats. Aux conférences de Poros, où l'on discutait la création de l'Etat grec, les ambassadeurs des Grandes Puissances déclaraient qu'il serait totalement injuste et dangereux que les Grecs soient privés du principe démocratique, « car même sous la domination turque ils choisissaient leurs magistrats municipaux et leurs notables étaient investis du droit de répartir les taxes fixées par la Porte. »

Aux tentatives de centralisation du pouvoir de la période révolutionnaire, succéda le gouvernement de la Régence, qui s'exerça, ainsi qu'on l'a dit, dans l'esprit « d'une occupation étrangère »⁵. La Régence, sous l'influence de Georg Ludwig von Maurer, a renversé le système politique et administratif des Grecs, en instituant une législation inspirée du droit allemand, en remplaçant les vaillants combattants de la Guerre d'Indépendance par des corps de volontaires bavarois et en donnant une « Loi des communes » avec une division administrative qui signifiait pour les Grecs la perte de leurs anciennes libertés municipales. Les Grecs furent éloignés des fonctions politiques. On établit un régime fiscal tout aussi oppressant que celui de la Porte et l'on procéda à un partage arbitraire des terres.

Quelques exemples nous prouveront que les législateurs de la Régence étaient conscients et constamment préoccupés par la vitalité de certains

Voir aussi : Emm. Turczynski, *The Role of the Orthodox Church in adapting and transforming the Western Enlightenment in Southeastern Europe*, dans „East European Quarterly”, IX, 1977, 4, pp. 416—440.

³ Apostolos E. Vakalopoulos, *op. cit.*, p. 157.

⁴ Nicolas G. Svoronos, *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, 1964, p. 43.

⁵ *Ibidem*, p. 49.

principes d'autogouvernement et de l'inertie d'anciennes pratiques administratives et judiciaires. D'où la prudence avec laquelle on fait certaines précisions supplémentaires, dans le texte de loi, précisions qui font allusion, évidemment, à un droit traditionnel supprimé.

C'est ainsi qu'à l'occasion de la nouvelle division administrative de 1834, qui créait 10 préfetures, 42 provinces et de nombreux dèmes (communes), en dissolvant l'ancien système des communautés, le législateur a tâché d'atténuer la formule de centralisation, en décidant que les dèmes soient auto-administrés, descentralisés. Chaque dème constituait une personne juridique, avec tous ses droits et devoirs. L'intention des dirigeants était de laisser *le sentiment de l'autogouvernement* à un peuple qui ne pouvait pas quitter, d'un jour à l'autre, ces autonomies locales auxquelles on devait l'embryon de sa libération nationale. Mais le résultat ne pouvait pas être le même. Les historiens grecs ont démontré que tandis que les communautés traditionnelles constituaient des organismes vivants et fonctionnels de l'autoadministration locale, les dèmes créés par la nouvelle loi étaient de simples districts destinés à détruire l'administration locale, en la soumettant au pouvoir non contrôlé de l'État ⁶.

Le même conflit du législateur avec la force du droit coutumier des Grecs de la Turcocratie paraît dans la réglementation très stricte des attributions de l'Eglise orthodoxe autocéphale. Dans la *Déclaration indépendante de l'Eglise hellène de 1833*, on précisait que cette autonomie s'exerçait *exclusivement* dans le domaine ecclésiastique, car dans le secteur administratif, le roi des Grecs était le maître. Là aussi nous voyons une allusion à l'ancienne coutume, selon laquelle le Patriarche et le clergé cumulaient des attributions politiques, religieuses et judiciaires. Aussi la nouvelle loi devait-elle bien délimiter les prérogatives de l'Eglise.

En même temps que la déclaration de l'autocéphalie de l'Eglise Grecque, une nouvelle conception sur les relations Etat-Eglise s'imposait pour le jeune Etat grec, opposée à la conception traditionnelle, héritée de Byzance. D'une institution puissante, œcuménique, caractérisée — dans la formule byzantine — par un « *imperium in imperio* » ou « *imperium juxta imperium* », on passait à une Eglise subordonnée à l'autorité étatique ou, ainsi qu'on l'a dit, à un département d'Etat responsable de la vie religieuse des citoyens ⁷.

L'échec de la politique bavaroise allait mener au coup d'Etat de septembre 1843. La Constitution imposée par Othon et promulguée en mai 1844, malgré certaines mesures à caractère démocratique est pourtant restée une formule de gouvernement conservatrice. Ce n'est que la Constitution de 1864 qui prendra des mesures vraiment démocratiques, le pouvoir émanant de la nation et les prérogatives royales étant limitées. Il a fallu donc quelques décennies et toute une évolution socio-économique et politique pour rendre possible cette première étape vers la victoire politique de la bourgeoisie grecque.

⁶ N. Pantazopoulos, *Georg Ludwig von Maurer ή προς εύρωπαϊκά δλοκληροτική στροφή της νεοελληνικής νομοθεσίας* Salonique, 1968, p. 227.

⁷ Philip Sherrard, *Church, State and the Greek War of Independence*, dans le volume édité par Richard Clogg, *The Struggle for Greek Independence*, Londra, 1973, p. 184—198.

EN MARGE DE LA CONSTITUTION DE RHIGAS

ALEXANDRA ANASTASIU-POPA

En 1797, Rhigas faisait imprimer clandestinement à Vienne une brochure, au sommaire de laquelle figurait une Proclamation, une Déclaration des Droits de l'Homme, un projet de Constitution et un Hymne guerrier exaltant la liberté — son célèbre *Thourios*. Ces quatre pièces, chacune avec une fonction spécifique, donnaient expression en réalité à la soif de liberté sociale et d'indépendance nationale du peuple grec, voire des peuples balkaniques en général subissant l'oppression de l'Empire ottoman. C'était l'entreprise téméraire d'un esprit visionnaire, animée d'un patriotisme ardent.

Ce sont les Grecs à assimiler les premiers, entre les nations balkaniques, c'est-à-dire dès la fin du XVIII^e siècle, les idées progressistes de la Révolution française. A part les données sociales et nationales de l'époque, qui assuraient le cadre nécessaire à l'acceptation de l'idéologie politique de la Révolution française, il convient de compter aussi avec une tradition, tellement frappante d'ailleurs dans l'hellénisme moderne, comme dans tout ce que Rhigas devait entreprendre. « C'est parce que la Grèce était prête, que la Révolution de 1789 y eut un écho profond. C'est peut-être aussi parce qu'elle y retrouvait les enseignements démocratiques de son histoire d'autre fois... »¹

En évoquant donc l'activité de Rhigas il faut considérer toute la complexité des facteurs qui ont joué pour faire de la Grèce la première nation balkanique à se constituer, grâce à la révolution de 1821—1829, en Etat national indépendant (1830). Même si l'illustre précurseur de l'indépendance grecque n'a pas eu le bonheur de voir réalisés ses rêves, sa pensée généreuse, perpétuée par une riche œuvre scientifique, littéraire et politique devait marquer profondément ses contemporains. On retrouve en effet son esprit dans les constitutions républicaines tout comme dans le programme de la guerre d'indépendance, leur but étant la libération nationale avec la renaissance politique de la Grèce, dotée d'institutions libérales et démocratiques.

Rhigas donne à ces ouvrages le titre général de *Nouveau Statut Politique* des habitants de Roumélie, d'Asie Mineure, des Îles méditerranéennes et de la Moldovalachie. En ce qui concerne les desiderata liberté, égalité, fraternité et patrie, les trois textes politiques essentiels de Rhigas — la Proclamation révolutionnaire, la Déclaration des droits de l'homme et

¹ V. E. Driault et M. Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce, de 1821 à nos jours*, Paris, 1925.

le projet de Constitution — témoignent de la cohérence de sa pensée, autant que de son patriotisme et de sa capacité d'assimiler, en adaptant aux conditions spécifiques de son pays les préceptes de la Révolution française. Les 35 articles de la Déclaration des droits de l'homme sont calqués dans leur majeure partie sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, mais pour ce qui est de sa Constitution, les choses vont autrement. Si les 124 articles qu'elle comporte reproduisent en partie la traduction de la Constitution française de 1793, traduction plus ou moins fidèle, comme de juste, on peut y relever toute une série de modifications ou de paragraphes nouveaux, conçus par Rhigas « pour la nation grecque ». Nous avons donc affaire à la parfaite illustration de la manière dont le patriote grec entendait adapter une idéologie donnée aux aspirations de son peuple.

Déjà dans sa Proclamation un trait de la plus haute importance éclaire d'un jour éloquent la pensée de Rhigas. Il s'agit de la proclamation de l'égalité de toutes les nationalités subissant « la tyrannie insupportable de l'abominable despotisme ottoman ». Et, il convient de souligner, que Rhigas n'exclue pas de ces « nationalités opprimées » les Turcs eux-mêmes — ce qui prouve chez lui une conception démocratique des plus avancées.

L'Etat préconisé par Rhigas devait porter le nom de 'Ελληνική Δημοκρατία ou République Hellénique (art. 1^{er} de sa Constitution) et ce nom choisi par lui comporte les deux traits caractéristiques du nouvel Etat : son double caractère hellénique et démocratique. Avant d'aller plus loin au sujet de ces traits caractéristiques, notons qu'alors que les constitutions françaises revêtaient la forme d'une loi suprême, pour des raisons faciles à comprendre, le projet de Rhigas représenterait plutôt une sorte de cours de droit constitutionnel et non une loi suprême ². Autrement dit, dans les conditions particulières de l'espace balkanique — manque d'expérience politique, conscience et éducation civique à peu près nulles — Rhigas s'est bien rendu compte de la nécessité d'imprimer aux peuples concernés les notions élémentaires des droits de l'homme et de leur expliquer le fonctionnement, le mécanisme des lois, de même que les devoirs du citoyen, ainsi que la manière dont un pays démocratique doit se gouverner. Ceci expliquerait, suivant Botzaris, pourquoi Rhigas avait pris les devants, sans attendre la fondation effective d'un Etat grec et l'élaboration ultérieure par son Assemblée constituante d'une constitution adéquate. Ceci explique en outre l'ampleur des textes, le grand nombre d'exemples fournis — tous autant d'éléments qui concourent à assurer la large accessibilité de ces documents, même dans les milieux grecs peu cultivés. C'est aussi la principale raison pour laquelle Rhigas rédige le texte de sa Constitution en grec vulgaire.

L'esprit démocratique de la structure étatique préconisée par Rhigas s'exprime dans les nombreux articles de la Déclaration et de la Constitution. C'est ce dont témoignent l'affirmation de la souveraineté du peuple, celle du droit d'exercer cette souveraineté, à savoir : la possibilité de parti-

² Cf. Notis Botzaris, *Visions balcaniques dans la préparation de la Révolution Grecque (1789—1821)*, Genève—Paris, 1962.

ciper à l'élaboration des lois, à la nomination des fonctionnaires, à l'élection des députés, etc., le droit d'exercer des fonctions publiques. D'autre part, l'égalité est reconnue en tant que premier entre les « droits naturels », ce qui implique le principe du suffrage universel, la mémorable définition de la loi comme « décision libre prise avec le consentement de tout le peuple », ainsi que le droit du citoyen de résister à l'oppression et le devoir du peuple de se soulever en bloc quand le gouvernement transgresse ses droits. Ce sont là quelques-uns des éléments caractéristiques de cette Constitution qui, bien que d'inspiration française, comporte maints traits originaux.

Quant au droit de chaque citoyen de s'opposer à l'oppression, ainsi qu'au sujet du droit et du devoir qui incombent au peuple de se soulever en cas de violation de ses droits par le gouvernement, A. J. Manessis³ prouve que Rhigas ne se contente pas de la simple adoption-traduction de l'article 35 de la Déclaration française de 1793, car il ajoute : « Mais si on se trouve dans un milieu où les tyrans sont nombreux, les plus braves des patriotes qui aiment la liberté doivent occuper les passages routiers et les cimes des montagnes jusqu'à ce qu'ils augmentent en nombre ; alors il commenceront la lutte contre les tyrans... »

Le caractère hellénique de l'Etat conçu par Rhigas se dégage de toute évidence du statut politique qu'il a élaboré. La proclamation révolutionnaire qui précède ce statut parle en tout premier lieu du « peuple descendant des Hellènes [Grecs] » (ὁ λαός ἀπόγονος τῶν Ἑλλήνων). D'ailleurs, l'article 1^{er} de la Constitution mentionne expressément la « République Hellénique » (Ἑλληνική Δημοκρατία). De même à l'art. 4. le §.6 proclame, quant à l'état de citoyen que « celui qui parle la langue grecque simple [vulgaire, moderne] ou ancienne et aide la Grèce même s'il habite aux antipodes (car le levain hellénique s'est étendu sur les deux hémisphères) est Grec et citoyen ». Qui plus est, la langue grecque (vulgaire, moderne), « puisqu'elle est la plus intelligible et facile à apprendre par toutes les nations englobées dans cet Etat » est reconnue par la Constitution — elle-même rédigée en grec — comme langue officielle de l'Etat. De ce fait, « la langue grecque doit être sans exception enseignée » dans toutes les écoles du pays et « toutes les lois et décrets seront rédigés dans la langue simple des Grecs » ; de même, en ce qui concerne les pièces et documents publics. Il s'ensuit que l'élément grec gagne une prépondérance effective dans le nouvel Etat préconisé par Rhigas — Etat englobant Albanais, Arméniens, Roumains, Serbes et Turcs, en plus des Grecs proprement dits. Ce rôle prépondérant assigné aux Grecs s'explique du fait que Rhigas avait constaté la diffusion de l'élément grec dans toute la Péninsule balkanique.

A propos du *caractère interbalkanique* de l'Etat envisagé par la Constitution de Rhigas, il est question de ce qu'il devra englober : « Le peuple

³ *L'activité et les projets politiques d'un patriote grec dans les Balkans vers la fin du XVIII^e siècle.* Balkan Studies, Thessalonique, 1962, vol. 3.

descendant des Grecs, qui habite la Roumélie, l'Asie Mineure, les Îles de la Méditerranée, la Moldovalachie, et tous ceux qui gémissent sous la tyrannie insupportable de l'abominable despotisme ottoman [...], tous, Chrétiens et Turcs, sans aucune distinction de religion... »

L'État projeté par Rhigas se devait aussi d'avoir *un caractère unitaire*. A l'époque où vivait, pensait et agissait le patriote grec, le problème des États nationaux préoccupait tous les patriotes dans les Balkans. En examinant les circonstances qui ont poussé Rhigas à ne point adopter la formule nationale ou fédérale, Notis Botzaris pense que cette dernière était tout à fait impossible vu le fait que les divisions géographiques naturelles n'avaient aucun rapport avec les divisions sociales, car il y avait souvent de grandes interférences entre les divers peuples de cet espace. De sorte que toute division fondée sur des critères purement géographiques aurait été arbitraire, avec pour résultat de créer une foule de minorités à jamais mécontentes. L'impossibilité de créer un État fédéral sans chances a incité Rhigas à se prononcer pour l'État unitaire, avec le pouvoir législatif décentralisé pour faire pendant à un exécutif centralisé, autrement dit juste à l'opposé de ce qui se passait dans l'Empire ottoman. Rhigas voulait que les peuples balkaniques aient la pleine conscience de ce qu'ils exerçaient eux-mêmes, directement, le pouvoir législatif et qu'aucune loi ne pourrait leur être imposée sans leur consentement (bien que le fonctionnement d'un tel appareil puisse s'avérer extrêmement lourd).

Suivant A. J. Manassis, le caractère hellénique et interbalkanique de l'État préconisé par la Constitution de Rhigas dispose de toute une série de sources d'inspiration importantes ; leur exégèse permet de les classer en trois catégories fondamentales à savoir : *l'exemple de la Hellade antique*, notamment celle de la grandeur et de l'expansion de l'hellénisme (n'oublions pas qu'en 1796—1797, Rhigas faisait imprimer à Vienne une carte physique, politique et historique, symptomatique pour *l'évaluation de l'étendue du territoire englobé par sa « République Hellénique »*, de même que ce portrait d'Alexandre le Grand⁴, choisi comme un symbole de la dignité et de la renaissance de l'esprit grec) ; *l'influence de la tradition byzantine*, toujours vivante dans l'espace géographique de l'orthodoxie, tradition où l'élément grec avait une place de marque. Ce sont donc là deux composantes du caractère hellénique et interbalkanique de l'État conçu par Rhigas, dont devait naître son aspiration à assurer l'unité de cet État, grâce à l'élément grec prépondérant, un État où le despotisme serait remplacé par un pouvoir démocratique. Toujours selon A. J. Manassis, l'originalité du projet de Rhigas réside dans le fait qu'il avait conçu l'idée d'un État gréco-balkanique fondé sur les principes démocratiques et libéraux de la Révolution française.

⁴ Cf. L. Vranoussis, *Rigas, un patriote grec du Principauté* (Rhigas, un patriote grec des Principautés), Ed. Eminescu, 1980, qui cite Alexandru Elian (*Conspiratorii...* (Les conspirateurs), p. 344) au sujet du portrait du grand conquérant de l'Antiquité également diffusé à travers les Principautés roumaines (on y trouve un exemplaire à l'Académie roumaine) et accessible aux étudiants des académies princières.

Nous aboutissons de la sorte à la troisième composante de la pensée de Rhigas, l'idéologie de la *Révolution française*. Cette idéologie s'est avérée une source décisive et caractéristique de ses projets politiques. Il a essayé d'en faire le levier destiné à soulever aussi bien ses compatriotes que les autres peuples balkaniques vivant dans l'oppression. Sa Constitution, destinée à un Etat gréco-balkanique, reposait entièrement sur l'idée de *liberté, égalité et fraternité*.

Rhigas n'a pas vécu assez pour pouvoir travailler à la mise en œuvre effective des idées politiques si hardies qu'il nourrissait. Sans doute, son projet d'un Etat gréco-balkanique comportait une grande dose d'utopie, comme la marche de l'histoire et les faits mêmes l'ont prouvé, mais il n'en reste pas moins qu'il fut le premier à envisager l'effort de tous les peuples balkaniques pour forger un Etat moderne et démocratique.

TRADITION AND INNOVATION IN THE FORMATION OF THE GREEK OFFICIAL LANGUAGE

LIA BRAD

The dialectical dispute between tradition and innovation is in our opinion interesting to witness in the establishment of the Greek official language. What we mean is the latest phase of an extensive process called the language question (in modern Gk. *γλωσσικό ζήτημα*).

According to the definition provided by Charles A. Ferguson in his article "Diglossia"¹ which has remained as a reference point modern Greek displays a classical phenomenon of diglossia² which turned into a problem when the creation of the independent modern Greek state (1830) imposed the establishment of an official national language seen as an attribute of the autonomy. From a linguistic point of view diglossia is "a relatively stable language situation in which, in addition to the primary dialects of the language (...) there is a very divergent, highly codified superposed variety, the vehicle of a large and respected body of written literature, either of an earlier period or in another speech community which is learned largely by formal education and is used for most written and formal spoken purposes but is not used by any sector of the community for ordinary conversation"³. These are of course the general characteristics of the phenomenon. Let us see what does the Greek diglossia consist of.

It started as early as the 1st century B.C. with the beginning of the Atticism, a cultural movement providing a return to the classical Greek language of the 5th century B.C. That would mean a re-birth of classical Greece and its cultural life. The adepts of this movement achieved a mere formal and external imitation of classical Greek and in exchange inaugurated diglossia. Ever since two distinct levels have co-existed in the language :

1) *the written language* imitating with plenty of mistakes and exaggerations the classical Greek from the beginning of the 5th century B.C.

2) *the spoken language*, an advanced and simplified form of classical Greek, more precisely of the Alexandrine koiné.

Diglossia was maintained all through the Byzantine period. The fall of Constantinople favoured somehow the spoken language. By the end of the Middle Ages and in the first centuries of the Turkish domination

¹ Charles A. Ferguson *Diglossia* in "Word", vol. 15, no. 2, 1959, pp. 325-340.

² *Idem* p. 329.

³ We make use of Ferguson's term taking into account its consecration in linguistics, but we perfectly agree that for the Greek cultural area the proper term would be "dimorphia" or "diyphia".

the spoken language tended to be ever more differentiated from a regional point of view. It was a poor language wanting in abstract terms and hard to adapt to a superior cultural level. The scholarly literature and the Orthodox church made use of the traditional written language which was one and the same with the koiné invented by the Atticist movement. Literary languages relying on the dialects from various regions and with an influence from the common spoken language started to form in different parts of the Greek world. The language of the Cretan literature in the 16th and 17th century attained a certain level of maturation. Nevertheless it did not have the necessary conditions and enough time to get imposed as a standard language as it happened with some dialects of the West-European languages.

But when the national consciousness of the Greek speakers became more acute in the last decades of the 18th century and when the liberation from under the Ottoman yoke and the creation of a Greek national state were imminent, the need of a national official language was strongly felt. In Greece and in different other centers of Hellenism scientific or technical works were published written directly in Greek or translated into a very variegated Greek, relying nonetheless on the spoken language.

This is roughly the background against which at the beginning of the 19th century the language question was projected. Its consequences are to be felt up to these days. The various solutions found to this question by movements either contemporary to each other or successive, are, as we have already affirmed, a perfect illustration of what could be called the dialectical conflict between tradition and innovation. Here is a brief outline of the movements ⁴.

Atticism or *Neoatticism* was influenced by the West-European rationalism and classicism. Its adepts believed somehow in the same way as their ancestors of the 1st century B.C. that the political renaissance called for a cultural renaissance which had in its turn to rely on a resurrected language. That is why in their opinion any contact with the "corrupted" language (mainly by Turkish words), i.e. the spoken language, had to be avoided and the people had to resort to the pure language of their ancestors, that is to ancient Greek. The solution was obviously utopian and therefore they chose in the end to resort to a different solution deemed more "realistic", that is the use of an archaizing language very much resembling to ancient Greek. Thus among others the continuity of Hellenism and the Hellenism of the Greeks could be demonstrated from a linguistic point of view, a fact which had become of great actuality at the end of the 18th century when Fallmerayer published his studies in which he contested these evidences.

Those who inspired and supported the Neoatticist movement were P. Kodrikas and the famous teacher of the Greek nation Eugenios Voulgaris (1716—1806), Neophytos Doukas (ca 1760—1845), Konstantinos Ikonomos (1780—1857) and Stephanos Kommetas (dead in 1814).

⁴ In this outline of the language question we are indebted to Robert Browning *Medieval and Modern Greek*, London, 1969 and Γεώργιος Μπαμπινιώτης *Νεοελληνική, κοινή* Athens, 1979.

Purism was a reaction against Neoatticism. It reconsidered from the very beginning the spoken language and was the first conscious attempt to simplify the written standard language. It benefitted from the authority of an important personality of the Greek cultural life, namely Adamantios Korais (1743—1833). The name of the movement originated in Korais' attempt to purify the language, that is to do away with foreign words and especially with Turkish words and to replace them either with ancient Greek words or with newly coined ones. The movement initiated by Korais contributed to the creation of a general mentality of avoiding Turkish words, which resulted in the "re-Hellenisation" of the Greek language. It went on even later and created a roughly unitary structure of the Greek vocabulary and phonetics. There was obviously the other side of the coin as well, for the principle was at times applied indiscriminately and consequently a tendency was felt to do away with the pure Greek popular words too. That is purification extended over Greek words as well.

Korais' contribution was to help efface the prejudices connected to the spoken language, and one could say that in this respect it smoothed the way for the appearance of Demoticism.

Psycharism or *Older Demoticism* was a movement at the end of the 19th century which had also older origins (the beginning of the 19th century) in the Eptanesian School and its representative the poet Dionysios Solomos (1798—1857), as well as the prerevolutionaries Katarzis (1720—1807) and Ioannis Vilaras (1771—1823). It acquired a scientific support due to Iannis Psycharis, a professor of linguistics in Paris up to 1917.

Psycharism supported for the first time the rights of the spoken language called in Greek δημοτική (demotiké) to become the official language of the Greek state. The demotiké Psycharis had in view was a more comprehensive linguistic form which relied on the common speech of Peloponesus with influences from the Eptanese and Crete.

Psycharis' movement lost supporters because it erroneously (and unacceptably today from the linguistic viewpoint) maintained that the language had to submit to the general rules imposed by a linguist.

Katharevousianism. In avoidance of the extremes imposed by the archaizing movement and Korais' scientific lectures, the linguistic reality itself led to the creation of an advanced form of written language which was nearer to the spoken language and which avoided systematically any archaizing extreme. That was ἀπλή καθαρεύουσα (simple "purified" language). This linguistic form became particularly strong due to its imposal as the official language of the school, justice, science and press — at first unofficially and then legitimized through the 1911 constitution as the official language of Greece.

Katharevousa was systematically promoted and renewed and became a linguistic medium with a high power of communication especially in science.

G. Hadzidakis was the scientific defender of katharevousa and the rights of the written tradition. He was at the same time the main initiator of scientific researches into the written language. He thought that katharevousa alone was recommended as an official language.

Demoticism. Manolis Triandafyllidis, a professor of the University of Salonica was the one who considerably attenuated the extremes of the

Older Demoticism and passed on to a more acceptable demotiké. Respectful to Psycharis' tradition and realistic vis-à-vis the linguistic situation of his epoch, Triandafyllidis — the leader of a group of moderate demoticists — tried to impose a viable form of spoken language, easier to accept by a greater number of Greek-speaking people. In the grammar he wrote in collaboration with some other authors Triandafyllidis introduced phonological and morphological structures rejected by Psycharis. The grammar nevertheless maintained enough elements unlocated in the language spoken by the people. The fact was due on the one hand to a normative conception and on the other to the lack of an attitude obviously opposed to the Older Demoticism. It was equally due to the apology the movement made in favour of the demotiké vis-à-vis the katharevousa.

Consequently Triandafyllidis' grammar did not yet faithfully reflect the linguistic reality, that is the language *spoken* by the Greeks (with a minimal school education).

Mention must be made that Triandafyllidis' movement was a decisive step towards the solution of the language question.

The disputes on language in which arguments of various natures were brought (i.e. scientific, linguistic, ethnical, educational, historical, political, social, etc) and the opposed opinions of the various movements mentioned above brought about the necessity to adopt a mixed form of language, actually a synthesis of two theses. This was a common linguistic form (in historical order a third Greek koiné) devoid of extremes. Without any agreement among the specialists representing one or another movement, without any official initiative, a simplified standard language⁵ made itself conspicuous. It became in 1976 the official language of the Greek Republic under a somehow improper name, "demotiké without extremes"⁶.

Looked upon from an extralinguistic point of view the language question acquires new aspects. Within a larger cultural context it is in fact a confrontation between an old and a new element which is to be found in any culture with a certain tradition. Far from pleading for the old we found interesting Speros Vryonis' discussion on the continuity of culture and the adoption of archaisms in certain phases of its development. Here is what Vryonis writes: "... Frequently within a given society there are archaic movements towards phenomena in the distant historical past of the culture. A particular cultural form, which will have disappeared or been basically altered over a long period of time will be "artificially" grafted on the cultural trunk at a later date and thus will be reintroduced as, what would seem to some scholars, an archaism. ... It has often been pointed out that such conscious archaism does not constitute cultural continuity, as the existence of a particular cultural form is not continuous. One would have to agree that continuity in culture arises from the conti-

⁵ As to what it is called opinions differ. Thus, for instance, G. Babiniotis (*op. cit.*) and M. Setatos (in his "Τό γλωσσικό ζήτημα και η καθιέρωση της Δημοτικής στα πλαίσια της γενικής γλωσσολογίας" in *Δημοτική γλώσσα*, Athens, 1981), call it κοινή νεοελληνική.

⁶ We would like to quote a somewhat prospective opinion belonging to Demetrius J. Georgakas (Mandatoros, Nov. 1981, p. 58): "Standard modern Greek will not become a reality until the language has been taught properly in schools by capable neohellenists and teachers for at least one generation".

ning flow and evolution of the fundamental culture. At the same time, the reintroduction of an archaic cultural form takes place because some member of a society recognizes it as belonging to the culture in some way or form and so identifies with it”⁷.

In the particular instance of the modern Greek language the confrontation between the old and the new was not, in our opinion, a hindrance in the sense of overall cultural evolution ; what is more, out of their extensive dispute, the new, i.e. the spoken language, the natural evolution of the Greek language was invigorated and enriched by a more direct connection with tradition.

⁷ Speros Vryonis, “Preface” to *The Past in Medieval and Modern Greek Culture*, Malibu, 1978, pp. V—VI.

DE NOUVEAU SUR LA CRÉATION DE L'ÉTAT NATIONAL TURC

MUSTAFA MEHMET

Parmi les Etats nationaux modernes créés dans le Sud-Est européen et le Proche-Orient au XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e, la création de l'Etat national moderne turc présente, sans doute, les caractéristiques les plus complexes non seulement par les conditions historiques, mais aussi par les conséquences sur le développement ultérieur de la société et du peuple turc.

Dans une période où les peuples balkaniques, encore sous domination ottomane, se détachaient tour à tour pour jeter les bases de leurs Etats nationaux indépendants et que les peuples arabes commençaient à s'intéresser à la vie politique, emportés par « le nationalisme arabe », l'effort dirigé vers le maintien, d'une manière ou d'une autre, de l'Empire ottoman, soit par la *centralisation*, comme l'exigeaient quelques-uns, soit par la *descentralisation*, comme le prétendaient d'autres, était en désaccord avec le sens même du développement et de l'étape que traversait l'humanité.

En vertu d'une tradition impériale qui, durant des siècles, avait étouffé la société turque islamique, l'Empire ottoman s'est efforcé d'empêcher la création des Etats nationaux indépendants, veillant à ce que d'autres peuples n'en suivent pas l'exemple. Qui plus est, des idéologies « supnationales » furent préconisées, — l'idée d'une « patrie ottomane », d'une « nation ottomane » — visant, en premier lieu, l'assimilation des différentes nationalités englobées dans l'Empire, sans tenir compte de leur origine, religion, langue, etc. Mais il était trop tard pour que l'« ottomanisme » ou d'autres idéologies (le panislamisme, par exemple) puissent trouver audience parmi les peuples qui, franchissant le seuil d'une nouvelle étape, réclamaient leurs droits naturels. Pour ces raisons, la résistance était, presque sans exceptions, vouée à l'échec, car elle agissait à l'encontre des aspirations des peuples.

Le risque était d'autant plus grand du fait que le peuple turc, isolé peu à peu, pouvait devenir lui-même objet de domination, soit pour ses voisins, soit pour les Etats plus éloignés, mais plus puissants au point de vue politique, militaire, économique, etc.

D'ailleurs, d'une part l'écartement des peuples non islamiques de l'Empire ottoman et, d'autre part l'approfondissement des tendances séparatistes des peuples arabo-islamiques ouvraient des perspectives toujours plus larges pour le démembrement total de cet empire, les sultans se trouvant à un moment donné, pareils aux empereurs byzantins à la veille de la chute de Constantinople, dans la posture de souverains sans territoires et sans peuples. Se rapportant à la situation de l'Empire ottoman d'après

la Première Guerre mondiale (d'où il sortit vaincu), Mustafa Kemal affirmait : « Les bases de l'Etat ottoman s'étaient effondrées et son existence avait touché à sa fin. Les territoires ottomans étaient entièrement partagés... L'Etat ottoman, son indépendance, le padischah, le calife, le gouvernement avaient tous perdu leur signification et ne sont restés que de simples mots dépourvus de sens »¹.

C'était en réalité le moment propice pour que le peuple turc passe aussi à la création de son propre Etat national, conformément aux exigences de l'époque. Mais, à cette fin, il a dû se livrer à une lutte des plus dramatiques qu'il ait jamais connue. Victorieux finalement, le peuple turc a su repousser toute une série de principes (ottomanisme, panturkisme, panturanisme, etc.) en discordance avec les nouvelles conditions historiques, créant un Etat national moderne, étayé sur des principes tout à fait nouveaux.

Rappelons quelques-unes des circonstances historiques qui ont imprimé les traits spécifiques du processus de formation de l'Etat national moderne turc.

En premier lieu, une lutte à mort fut menée contre les *forces conservatrices internes* représentées par la *Dynastie ottomane* et les éléments traditionnalistes de la société turco-islamique de l'époque, désormais incapables de conduire les destins du peuple turc à côté des autres Etats modernes et civilisés. Mais, ni le sultan ni ses acolytes de l'intérieur et de l'extérieur n'entendaient se retirer de bon gré, fait qui a conduit à un conflit armé entre les forces conservatrices et les forces progressistes révolutionnaires, au déclenchement d'une guerre civile, ce qui ne s'est pas produit lors de la constitution des autres Etats nationaux du Sud-Est européen. Sans insister sur les détails de cette guerre, mentionnons seulement qu'il s'agissait, en réalité, d'une lutte entre ce qui était périmé et le nouveau, entre les forces traditionnalistes et novatrices allant jusqu'à la création de *deux gouvernements séparés*, l'un à Istanbul, sous le patronnage des puissances européennes, et l'autre à Ankara, avec l'appui des masses populaires. Ainsi, le 23 avril 1920, date de l'ouverture à Ankara des travaux de l'Assemblée Nationale, est considéré le moment de la création de l'Etat national turc. Consacré sur le plan international par le Traité de Lausanne (le 24 juillet 1923), il deviendra, le 29 octobre 1923, la République turque. « La Turquie d'aujourd'hui — déclarait Atatürk — ne ressemble plus, sous aucun aspect, à l'ancienne Turquie, l'Etat ottoman appartient désormais à l'histoire. Une nouvelle Turquie est née »².

En second lieu, la création de l'Etat national turc s'est heurtée non seulement à l'opposition du sultan et des autres forces traditionnalistes turco-islamiques, mais aussi à l'immixtion des puissances occidentales, surtout l'Angleterre, la France, l'Italie qui ont gagné de leur part aussi le peuple grec (laissé ensuite seul dans la guerre du plateau anatolien).

En effet, la présence des armées alliées dans la capitale ottomane en tant que forces d'occupation, la division d'une importante partie de l'Anatolie entre l'Angleterre, la France et l'Italie, ainsi que le débarquement de

¹ Enver Ziya Karal, *Atatürk'ten Düşünceler* (Réflexions d'Atatürk), Ankara, 1969, p. 19.

² *Ibidem*, p. 25.

Grecs à Izmir, le 15 mai 1919 — toutes ces actions consacrées par le Traité de Sèvres (10 Mai 1920), document qui marque la fin de l'Empire ottoman, ont déterminé l'opposition de la majorité du peuple turc et ont conduit à une guerre contre les forces défaitistes de l'intérieur et, en égale mesure, contre les puissances interventionnistes mentionnées plus haut.

Sous la devise « Indépendance ou mort », le peuple turc a concentré toutes ses ressources matérielles et humaines pour anéantir pour toujours les tentatives de domination étrangère. Les faits qui ont suivi sont généralement connus. Le 9 septembre 1922, après des luttes épuisantes, les armées de Mustafa Kemal entraient à Izmir marquant ainsi la libération de l'Anatolie. Les armées grecques se sont retirées et on est abouti à un « modus vivendi » avec les autres forces interventionnistes, par l'intermédiaire de différents arrangements. Le Traité de Lausanne (24 juillet 1923) marquera la consécration du nouveau Etat national turc, sans tenir compte de ce qu'avait signifié l'Empire ottoman.

Il convient de mentionner que dans le processus de formation des autres Etats nationaux du Sud-Est européen ne se sont pas déclenchés des conflits internes de telles proportions et que les puissances européennes stimulaient et, l'on peut dire, appuyaient même l'affirmation des peuples de l'espace balkanique.

Le fait que les deux parties — Turcs et Occidentaux — se sont trouvées face-à-face dans un conflit militaire s'explique par la tentative des puissances occidentales de maintenir et de consolider leur domination, même si le peuple turc refusait toute forme de tutelle. Au premier abord, sa lutte contre l'Occident (Angleterre, France, Italie, etc.) d'une part, et l'acceptation de la « civilisation européenne » d'autre part, semble paradoxale. Mais cette lutte s'explique justement par le désir d'être admis dans le concert des peuples civilisés afin de parfaire le processus de modernisation et de changer fondamentalement la société turco-islamique, par l'application d'un vaste programme de réformes qui, portant le nom de leur initiateur, entrèrent dans l'histoire comme « Réformes Kemalistes ».

Ces réformes représentent un modèle où le périmé et le nouveau s'entrelacent, au sein d'une société qui se distinguait du monde européen, tant sous l'aspect culturel et religieux, que sous celui des traditions et des coutumes allant jusqu'aux plus menus détails de la vie quotidienne.

Autrement dit, la *Révolution Kemaliste* a réalisé une distinction nette entre ce que représentaient les « adversaires occidentaux », contre lesquels la lutte armée s'imposait, et la « civilisation européenne » qu'il fallait atteindre, même avec des sacrifices, mais seulement dans des conditions d'indépendance et d'égalité politique.

Dans l'analyse des objectifs visés par la *Révolution Kemaliste*, dans le processus qui a conduit à la création de l'Etat national moderne, nous serions tentés d'affirmer qu'elle a poursuivi, jusqu'à leur parachèvement, les tâches d'une révolution bourgeoise-démocratique qui n'ont pas trouvé une solution favorable après la révolution des jeunes Turcs de 1908, quand fut réintroduit le « régime parlementaire » (*İkinci Meşrutiyet*). La création de la *République turque*, qui remplaçait l'ancien Empire ottoman, a représenté, sans aucun doute, un acte fondamental qui a frayé la voie pour de profondes mutations structurales dans tous les domaines de la vie sociale.

Il convient de remarquer que la lutte menée par le peuple turc pour la création de l'Etat national moderne a bénéficié des efforts conjugués de la bourgeoisie nationale — moins développée — et de l'aristocratie anatolienne. Elle a eu à ses côtés la paysannerie et la classe ouvrière, à son tour peu nombreuse et d'une moindre influence.

Ainsi fut créé un Etat moderne, étayé sur le principe fondamental : *La souveraineté appartient, sans réserves, à la nation*³, ce qui représentait, pour les conditions historiques de l'époque, un pas important vers la démocratisation de la vie, sous tous ses aspects.

L'Etat national turc est apparu en plein mouvement de libération nationale, dirigé en égale mesure contre les forces interventionnistes et les forces internes, conservatrices (représentées par la *Dinastie ottomane*), qui exploitaient aussi les sentiments religieux du peuple, de même que l'attachement aux traditions, l'incitant contre ceux qui luttaient en faveur de la libération nationale, mais sans pouvoir anéantir les forces novatrices.

La création de l'Etat national turc marque non seulement l'effondrement définitif de l'Empire ottoman, mais aussi l'échec total de la tentative de constitution d'un nouveau empire représenté cette fois-ci par la *μεγάλη ιδέα* grecque, visant de ressusciter l'ancien Empire greco-byzantin. L'apparition de l'Etat national turc a exercé une influence profonde sur l'évolution politique ultérieure de l'espace sud-est européen.

³ *Atatürk'ün Söylev ve Demeçleri* (Discours et déclarations d'Atatürk), vol. II (1906—1938), Ankara, 1959, p. 58.

THE DEVELOPMENT OF SOME CULTURAL FACTORS DURING THE NATIONAL RENAISSANCE PERIOD WITH THE YUGOSLAV PEOPLES IN THE 19TH CENTURY

EUGENIA IOAN

The 19th century national renaissance period with the Serbians, Croats, Montenegrins, Slovenes, Macedonians, Bosnians and Herzegovinians, as well as with other European peoples, had a democratic character, reflecting a movement for a new outlook on the state and nation¹.

The political idea of a modern state resulted from the accumulations of the traditional experience acquired by each people in the struggle for political and social emancipation. On the other hand, preserving the nation's consciousness was outstandingly important for the peoples under foreign domination. The convergent direction of the movements for waking the Yugoslav national consciousness was the result of the existence of these peoples, between the 16th and the 18th centuries, under various types of foreign domination namely Ottoman, Habsburgic and Venetian.

The complexity of the facts making up this historical experience, strongly reflected in the cultural treasure of the Yugoslavian peoples, grants them a specific role within the framework of the revolutionary movements of South-East Europe in the modern period. The revolutionary wave occurred at a time when many of these peoples were under two or three types of domination. Their dissipation was caused at first by the Ottoman conquest periods and later on — with heavier consequences perhaps — by the mass refuge in front of the huge tragic performance of the military hostilities almost ceaselessly conducted on the Yugoslavian territory. The Yugoslav peoples were thus engaged both in the offensive military system of the conquerors and in the defence of the Ottoman and Habsburgic borders.

An analysis of the situation of these peoples' cultural life should take into account these realities which did not spare other peoples during their history too.

The movement of waking the national consciousness could not have been initiated in the absence of certain structural elements producing favourable conditions for its progress. These conditions were to be carefully prepared, first by reforms applied in the field of culture by a progressive intellectual movement. The attitude of the subjects towards the foreign ruling classes scored changes in strategy, by mediating the movement for the wake of the national consciousness.

The début was made by the Serbians who, by means of Karageorge Petrovich's revolution of 1804, entered the modern epoch through violent

¹ *Istoriija Jugoslavije*. III izd. Cap. XXIII. Deo treći. *Borba za nacionalne države i moderno društvo. Nacionalni preporodi*. (Milorad Ekmečić) Beograd, 1973, pp. 235—245.

social overthrows, thus shaking off the domination in one of the particularly important pashaliks of the Ottoman empire. Despite their remoteness from their traditional formation territories and their dissipation within the three ruling empires they joined all the revolutionary movements. Thus, an element of continuity becomes conspicuously manifest as a result of keeping and preserving the feeling of national emotional unity within the various social strata.

The wake of the national consciousness under the conditions of discovering and exploiting this important accelerating factor was achieved by means of the political instruments of a bourgeoisie in making. The leading role in the tactic choices devolved upon the most progressive educated people.

The speech delivered by Dositej Obradovich on opening the lectures at the Belgrade High School in 1808, shortly after the liberation of the city, is telling in this respect. "Our country has freed itself from exploitation and we love our homeland liberated from under Turkish oppression... You — said he to his pupils — must prove useful in time and become the pride of our beloved homeland and of the whole people : may you and the whole Serbian people be happy if you are faithful and enlightened lovers of justice and truth. Our whole nation will take its light from you and thus it will ever live in happiness for, as time goes by, you shall become the people's commanders, its judges and leaders, and the whole people's progress, its honour and glory will depend on you. But if — God forbid — you are wicked, unjust, or if you become torturers, I pity the people as I pity you" ².

We have recalled this excerpt preserved until now in the editions of Dositej Obradovich's works and correspondence, insufficiently made use of by the researchers of the Yugoslav political thought although — in our opinion — it is of a particular documentary value in this very respect.

Our aim is not to highlight names or personalities of the cultural history of Yugoslavia's peoples as our investigation is meant to emphasize only the role of the tradition element as well as the way it was handled so that it became what it actually is, namely a force in promoting novelty to its own benefit.

The real turning point was at the end of the first half of the 19th cent. at a time when the historical experience of the Serbians was more firm, that is was able to model a new society. This happened simultaneously with the progress scored with all the Yugoslav peoples in two directions : a preponderantly political direction with the Croats and a preponderantly social direction with the Serbians. The other Yugoslav societies resorted to the two directions and made their ways — at a quicker or slower, nevertheless decisive pace — towards modernization.

The discovery of the oral artistic creation was most valuable. It is through the far-reaching work of Vuk Stefanovich Karagich, Obradovich's follower, that the traditional treasury of the folk poetry and prose — centuries on end preserved under the conditions of oral circulation —

² *Dositej Obradović. Sabrana dela. Tom III. Slovo koje je svojim učenicima govorio pokojni Dositej Obradović pri otvaranju Velike škole u Beogradu.* Beograd, Prosveta, 1961, p. 207.

started being transposed into until then the overlooked written form. This is a proof that the people's vivid history, his language and his literature, the "true" history which can inspire national ideas confirming once more the unity of the nation were preserved under artistic forms in the oral tradition. This specific tradition made up for the continuity elements which seemed to hinder the making of the modern social and political concept, without which national history could not possibly be written.

The discovery and cultivation of this treasury of potentialities by Vuk Karadžić had such important echoes that his work won well-deserved, durable recognition.

The renewal of the national culture through the folklore which was written, read and taught in schools, imitated by the educated literature and most of the times counterfeited, was one of the most important events ever since Cyril and Methodius up to the 19th cent. That is folklore had acquired within short the status of a first-quality history source with its adepts and opponents. It has preserved its outstanding place within the Serbian national culture. Folklore collections were issued with all the peoples of Yugoslavia in the 19th century³. The previous sporadic attempts smoothed the path of the modern literary trends⁴.

Written tradition seems to have been paid less attention than oral tradition which contained lively elements which in their turn could perfectly well be compared to the traditional chronicle writing. None of the elements which were then and afterwards defining for the national culture as they illustrated a nation's culture, continuity of language, territory, life, or customs was ever so pregnant and efficient.

The circulation of folklore by means of the printing press did not alter its initial oral nature but could make up with some peoples such as the Macedonians, Slovenians for the lack of the written tradition. With the Serbians, the Croats, the Bosniaco-Herzegovinean and the Montenegrins who had a written tradition, oral traditions suited ever better the new societies on their way from the village civilisation on to the town civilisation.

Within this short discussion we have attempted some possible directions of research for some cultural phenomena which by their specific nature could influence and model the social life of the 19th century of which they were a product, as well, as they were the product of other necessities of the epoch. It is in this way alone that we can better understand why the epoch of the wake of national consciousness allowed and stimulated the evaluation of the cultural tradition, and why it played an undeniably progressive role in creating relevant ideologies for the national state.

The two cultural factors of oral and written tradition which we have mentioned were made use of in the 19th century with specific means varying with each people in order to found a new democratic thought so necessary in the making of the modern bourgeois nations and states.

³ Vuk Stefanović Karadžić. *Srpske narodne pjesme*. Vien, knjiga prva, 1841, 640 p.; knjiga druga, 1845, VIII + 664 p., knjiga treća, 1846, VI + 592 p., knjiga četvrta, 1862, XVI + 545 p. Francesco Carrara. *Canli del popolo dalmata*. Zadar, 1849.

Korilco Emil. *Slovenske pesmi Krajinskoga naroda*. Ljubljana, 1839, 1840, 1841.

After 1860 Macedonian and Croatian folklore collections.

⁴ Maja Bošković-Stulli. *Narodne pesme u zapisima XV – XVIII veka*, Beograd, 1964.

PROGRAMMES NATIONAUX — ÉTATS NATIONAUX. REPÈRES POUR UNE ANALYSE COMPARATIVE

CONSTANTIN IORDAN-SIMA

Objectif fondamental de la lutte des peuples balkaniques dominés par l'Empire ottoman, la création des États nationaux modernes, la conquête de l'indépendance nationale furent généralement l'œuvre des hommes du XIX^e siècle. Un reproche d'ordre chronologique peut surgir : l'indépendance de la Bulgarie fut proclamée en 1908 et celle de l'Albanie en 1912. Il est indiscutable toutefois que les fondements des États indépendants ont été établis au « siècle des nationalités » : le Congrès de Berlin statua la création de la Principauté autonome bulgare et la Ligue de Prizren (1878—1881) définit le programme de la lutte d'émancipation nationale des Albanais.

L'établissement des États modernes grec, serbe et monténégrin, l'indépendance *de facto* des Bulgares et le soulèvement de la « question albanaise » — réalités incontestées de l'échiquier politique européen du XIX^e siècle — furent les fruits du processus complexe de la formation de la conscience nationale des peuples des Balkans¹, de la mise en évidence des programmes politiques de la lutte nationale et également de l'affirmation internationale de la volonté de liberté des nations balkaniques².

¹ Voir les points de vue exposés aux réunions scientifiques organisées par l'AIESEE : *Tradition et innovation dans la culture des pays du Sud-Est européen*. Colloque tenu les 11 et 12 septembre à Bucarest à l'occasion de la IX^e Assemblée Générale du CIPSH, Bucarest, 1969, 149 p. ; *Les lumières et la formation de la conscience nationale chez les peuples du Sud-Est européen*, Actes du colloque international organisé par la Commission de l'AIESEE pour l'histoire des idées sous les auspices et avec le concours financier de l'UNESCO — Paris, 11—12 avril 1968, Bucarest, 1970, 129 p. ; cf. *Un débat : Conscience nationale et mouvements de libération* (participants : Alexandru Duțu, Damian Hurezeanu, Valentin Al. Georgescu, Dan Berindei, Alexandru Niculescu, Ion Matei, Mircea Angheliescu, Remus Niculescu, Andrei Pippidi, Anca Irina Ionescu, Eugen Stănescu, Olga Cicanci, Constantin Velichi, Cornelia Papacostea-Danielopolu, Cătălina Vătășescu, Anca Ghiță) dans « RESEE », T. VII, 1979, n^o 4 (oct.—déc.), pp. 715—798 ; voir aussi les opinions des spécialistes bulgares (Nadejda Dragova, Rumjana Radkova, Afrodita Alexieva, Bojka Sokolova, Veselina Dimova, Mihaila Stainova, Lilia Kirova, Marin Ječev) dans « Studia balcanica », 14, Sofia, 1979 (Section « Problèmes de la formation de l'intelligentsia dans les Balkans »), pp. 127—260.

² Voir : Dimitrije Djordjević, *Révolutions nationales des peuples balkaniques, 1804—1914*, Beograd, 1965, 250 p. ; idem, *National Factors in Nineteenth-century Balkan Revolutions*, dans B. Kiraly, G. Rothenberg eds. « War and Society in East Central Europe », vol. I, Brooklyn College Press, New York, 1979, pp. 197—213 ; Peter F. Sugar and Ivo J. Lederer eds., *Nationalism in Eastern Europe*, University of Washington Press, Seattle and London, 1969, 465 p. ; Charles and Barbara Jelavich, *The Establishment of the Balkan National States, 1804—1920*, University of Washington Press, Seattle and London, 1977, 358 p. ; Veselin Trajkov, *Основни насоки в идеологическите течения на Балканските националноосвободителни движения* (Orientations fondamentales dans les courants idéologiques des mouvements balkaniques de

En prenant part à cette discussion — dont l'actualité est hors de doute pour plusieurs motifs — les productions des historiographies nationales du Sud-Est européen ont accordé à ce problème une attention particulière ces dernières années. Notre intention est d'esquisser quelques repères, que nous espérons utiles, à une analyse comparative du rapport entre les objectifs des programmes nationaux et l'évolution des États nationaux. Notre intervention va être limitée aux peuples balkaniques qui ont connu la domination ottomane.

En utilisant le terme d'*État national*, nous envisageons l'existence de l'État moderne autonome — sous protectorat ou garantie collective — ou indépendant, jouissant d'une reconnaissance internationale de ce statut. Il s'agit, en grandes lignes, de la Grèce, de la Serbie et du Monténégro après 1829, de la Bulgarie après 1878, de l'Albanie après 1913. Une première remarque : la fondation de l'État a représenté pour tous les mouvements nationaux de ces peuples seulement une étape, absolument nécessaire, dans leurs efforts pour l'affirmation et l'achèvement des aspirations nationales. La création de l'État a marqué le début du combat pour la conquête de l'indépendance effective ou sa consolidation et également le prolongement à un niveau supérieur de la lutte pour la réalisation de l'*unité nationale*. En employant le terme de *programme national*, nous pensons aux objectifs stratégiques de la classe politique dirigeante de chaque État dans leurs actions visant l'unité nationale. Les revendications territoriales ont sans doute occupé la place centrale de ces programmes ; la lutte pour leur accomplissement a mis en lumière l'impact entre la tradition — le passé historique, l'existence dans certains cas de l'idée impériale, sa résurrection et le rôle de celle-ci — et l'innovation — déterminée par les réalités contemporaines qui imposèrent des attitudes rationnelles ou engendrèrent des rivalités nouvelles, quelques-unes provenant de l'intérieur de la zone, d'autres provoquées par des ingérences, des menaces ou des agressions venant de l'extérieur.

Dans la Grèce indépendante s'est aussitôt dessiné le programme national de la « Grande Idée ». L'idée de l'État missionnaire, irrédentiste, unificateur de l'hellénisme — anticipée partiellement par Rhigas — a rapidement agité l'élite politique grecque. Le roi catholique Otho ne cachait pas cet état d'esprit pendant son voyage à Smyrne en 1833. Le premier Ioannis Kolettis exposait clairement ce programme au parlement du premier gouvernement constitutionnel de la Grèce indépendante (janvier 1844) : « Il y a deux grands centres de l'hellénisme, Athènes et Constantinople. Athènes n'est que la capitale du royaume ; Constantinople est la grande capitale, la Ville, le charme et l'espoir de tous les Hellènes »³. « Dans sa forme la plus utopique — observait Stephen G. Xydis — le but de la Grande Idée était la reconstitution de l'Empire byzantin avec Constantinople rétablie comme capitale d'un État multinational, hellénisé, de

libération nationale), dans « *Studia balcanica* », 14, Sofia, 1979, pp. 261–281 ; Alexandru Duşu et Pompliu Teodor, *Les lumières dans le Centre et le Sud-Est de l'Europe et leurs implications politiques*, dans « XV^e Congrès international des sciences historiques, Bucarest, 10–17 août 1980, Rapports II, Chronologie », Bucarest, 1980 pp. 380–397.

³ Apud Eduard Driault et Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, vol. II, Paris, P.U.F., 1925, p. 253.

religion orthodoxe »⁴. L'achèvement de cet objectif a dominé la politique étrangère de la Grèce jusqu'en 1922. La fin désastreuse de la campagne militaire de l'Asie Mineure a consacré la faillite de la Grande Idée et l'échec des revendications territoriales maximalistes⁵.

Le programme national de la Serbie autonome a été esquissé aux années '40 du siècle passé par Ilija Garašanin, l'émigration polonaise jouant un rôle pas du tout négligeable dans son élaboration. Le « Načertanije » (Projet) soumis au prince Alexandre en 1844 envisageait l'union de la plupart des territoires yougoslaves autour de la Serbie autonome⁶. L'homme politique serbe parlait de la conviction que les habitants de la Bosnie-Herzégovine, du Srem, du Nord de l'Albanie, d'une partie du littoral adriatique et des zones limitrophes étaient d'origine serbe. Le modèle de l'empire médiéval de Dušan était incitant. Les lignes de ce plan secret ont guidé la politique nationale de la Serbie jusqu'en 1918, même si « l'idée yougoslave » a offert des perspectives nouvelles à l'achèvement des aspirations nationales des Slaves du Sud⁷.

Le petit État monténégrin avait son propre programme national. Le prince Danilo a attentivement poursuivi tant la reconnaissance de l'indépendance — quasi réelle, dès la fin du XVIII^e siècle — que l'union des autres territoires frontaliers qui lui permet aussi un débouché sûr à l'Adriatique. À un moment donné, son successeur a aussi accepté l'idée de l'union avec la Serbie sous la dynastie Obrenović, mais l'évolution des événements a déterminé le prince et puis le roi Nikita (Nikola) d'agir seulement dans le sens des objectifs stratégiques initiaux⁸.

Le programme national des Bulgares a eu comme but fondamental la conquête de l'indépendance plénière dans les frontières d'État fixées par le traité de San Stefano (le 3 mars 1878), une image moderne de l'empire de Siméon. Quoique dans la période de la Renaissance nationale, des idées

⁴ Stephen G. Xydis, *Modern Greek Nationalism*, dans Peter F. Sugar and Ivo J. Lederer-eds., *op. cit.*, p. 238 ; voir aussi Douglas Dakin, *The Unification of Greece 1770—1923*, London, Ernest Benn Limited, 1972, 344 p. ; Jerry Augustinos, *The Dynamics of Modern Greek Nationalism: the «Great Idea» and the Macedonian Problem*, dans «East European Quarterly», VI, January 1973, 4, pp. 444—453 ; cf. le livre récent de Nadja Danova, *Националният въпрос в гръцките политическите програми през XIX век* (Le problème national dans les programmes politiques grecs du XIX^e siècle), Sofia, Nauka i Izkustvo, 1980, 335 p.

⁵ Voir Michael Llewellyn Smith, *Ionian Vision. Greece in Asia Minor 1919—1922*, London, Allen Lane, 1973, 401 p.

⁶ Dr. Vasa Čubrilović, *Istorija političke misli u Srbiji XIX veka* (L'histoire de la pensée politique en Serbie au XIX^e siècle), Beograd, Prosveta, 1958, pp. 159 et suiv. ; Charles Jelavich, *Serbian Nationalism and the question of Union with Croatia in the Nineteenth century*, dans «Balkan Studies», Thessaloniki, vol. 3, 1962, 1, pp. 29—42 ; Paul N. Hehn, *The Origins of Modern Pan-Serbism. The 1844 «Načertanije» of Ilija Garašanin*, dans «East European Quarterly», IX, 1957, 2, pp. 152 et suiv.

⁷ Voir Dragoslav Janković, *Srbija i jugoslovensko pitanje 1914—1915* (La Serbie et la question yougoslave, 1914—1915), Beograd, 1973, 572 p. ; idem, *Jugoslovensko pitanje i Krfska deklaracija 1917 godine* (La question yougoslave et la Déclaration de Corfou, 1917), Beograd, 1967, 517 p. ; D. Sepić, *The Question of Yugoslav Union in 1918*, dans «Journal of Contemporary History», 1968, 4, pp. 29—43 ; Dimitrije Djordjević, *Serbia and the Adriatic Sea — one aspect of the Yugoslav Question in the Nineteenth century*, dans «Serbian Studies», vol. I, 1, Spring 1980, pp. 5—16.

⁸ Voir : Dr. Dimitrije-Dimo Vujović, *Crna Gora i Francuska, 1860—1914* (Monténégro et la France, 1860—1914), Cetinje, 1971, 515 p. ; Novica Rakočević, *Crna Gora u prvom svjetskom ratu, 1914—1918* (Monténégro pendant la Première Guerre mondiale, 1914—1918), Cetinje 1969, 479 p.

de la création d'une fédération balkanique, d'un État serbo-bulgare ou bulgaro-serbe, ou même de l'institution d'un dualisme bulgaro-turc eussent été avancées, la conquête de l'indépendance religieuse par la reconnaissance de la Porte de l'Exarchat bulgare (1870) a eu une signification particulière dans la délimitation territoriale de la Bulgarie de San Stefano, le principal architecte étant l'ambassadeur de Russie à Constantinople, le comte Ignatiev. Le fait que dans le firman du Sultan les diocèses bulgares étaient explicitement nommés, existant en même temps la possibilité de l'accroissement de leur nombre lorsque les deux tiers de la population optaient pour l'Exarchat a eu comme conséquence le passage sous la juridiction religieuse du clergé bulgare d'un territoire très étendu. Quoique les limites de l'Exarchat eussent laissé certaines zones en litige entre Bulgares et Grecs, elles ont tracé la plupart des frontières de l'État autonome bulgare décidé à San Stefano. Considéré comme une création unilatérale de la politique russe, ce traité a été annulé par la volonté des autres grandes puissances. Le congrès et le traité de Berlin ont reconnu la Principauté autonome dans des frontières sensiblement modifiées, mais ils ont mis les fondements d'une entité artificielle — la Roumélie orientale — sous la suzeraineté de la Turquie ottomane. Tout le programme national de la période ultérieure a eu comme but le rétablissement de la Bulgarie de San Stefano, parfois dans des frontières plus larges⁹.

Le cas de l'Albanie présente certaines particularités. Proclamée indépendante dans des conditions dramatiques le 28 novembre 1912, l'Albanie était reconnue comme État à la conférence des ambassadeurs de Londres (le 29 juillet 1913) sans que la frontière méridionale soit décidée. Si nous examinons le programme national et les actions de la [Ligue de Prizren, nous constatons que les chefs du mouvement politique albanais ont poursuivi la sauvegarde de l'intégrité territoriale de l'Albanie dans les frontières de laquelle devaient se trouver les districts septentrionaux Gusinje et Plava, et au Sud l'Épire. Plus tard, les actions déclenchées par les forces révolutionnaires albanaïses armées à Kossovo et dans l'Albanie (1909—1912) — après l'instauration du régime des Jeunes Turcs et de connivence avec les leaders albanais d'Istanbul — ont mis en lumière

⁹ De l'historiographie bulgare — extrêmement riche — voir : Konstantin Kosev, *Бисмарк, източният въпрос и българското освобождение, 1856—1878 г.* (Bismarck, la question orientale et la libération bulgare, 1856—1878), Sofia, Nauka i Izkustvo, 1978, 492 p. ; le recueil *Външната политика на България, 1878—1944* (La politique étrangère de la Bulgarie, 1878—1944), Sofia, B.A.N., 1978, 419 p. ; *Българската нация през Възраждането. Сборник от изследвания* (La nation bulgare pendant la Renaissance nationale. Recueil d'études), Sofia, B.A.N., 1980, 522p. ; Konstantin Pandev, Kostadin Palešutski, *Българското националноосвободително движение след Берлинския конгрес (1878—1941 г.)* (Le mouvement bulgare de libération nationale après le Congrès de Berlin, 1878—1941), dans *Исторически преглед*, XXXVII, 1981, 3—4, pp. 95—113 ; cf. Evangelos Kofos, *Greece and the Eastern Crisis, 1875—1878*, Thessaloniki, 1975, 283 p. ; le recueil *Makedonija vo Istočnata kriza, 1875—1881* (La Macédoine pendant la crise orientale, 1878—1881), Skopje, 1978, 784 p. ; Vasile Cristian, *La Roumanie et les traités de paix de San Stéfano et de Berlin*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », XVII, 1978, 1, p. 51 et suiv. ; Milorad Ekmečić, *Solution of a Crisis: the 1878 Berlin Congress and after*, dans « XV^e Congrès international des sciences historiques, Bucarest, 10—17 août, 1980, Rapports, II, Chronologie », Bucarest, 1980, pp. 308—328.

l'idée de l'union de tous les territoires habités par des Albanais de la Péninsule balkanique¹⁰.

L'esquisse des revendications territoriales de ces programmes nationaux met assez bien en relief les conflits d'intérêts possibles entre les États balkaniques, les rivalités potentielles, virtuelles et réelles, accentuées à l'intérieur de la zone — après l'année 1908 — également par la doctrine du pan-islamisme, de l'ottomanisme, promue par certains leaders du Comité « Union et Progrès »¹¹. Les objectifs territoriaux concrets ont naturellement souffert des modifications imposées plus ou moins par l'évolution de la « question orientale », les changements intervenus dans les rapports de force et surtout le rôle joué par les grandes puissances qui avaient des intérêts très précis aux Balkans¹².

Les historiographies nationales du Sud-Est européen, les recherches plus anciennes ou récentes ont essayé de démontrer — les arguments scientifiques n'ont toujours pas fait défaut — la légitimité des programmes nationaux, le fait que ceux-ci ont représenté la volonté de la majorité populaire, sinon même de toute la nation, que les victoires ont été essentiellement dues aux sacrifices des fils du peuple et à la justesse de la cause, et les défaites ou les catastrophes nationales aux fautes d'une minorité politique et militaire ou surtout aux adversités extérieures. À coup sûr que dans chaque thèse énoncée se trouve aussi une partie de la vérité, mais nous ne pouvons pas ignorer le fait que l'accomplissement de toutes ces aspirations et revendications était *pratiquement* impossible. Tout historien de bonne foi acceptera sans doute que la proclamation de l'union de la Roumélie orientale avec la Bulgarie (1885) fut un acte légitime et nécessaire, tout aussi comme il va considérer une aventure la guerre déclenchée par le roi Milan de Serbie contre la Bulgarie l'automne de la même année. De même, les efforts et les actions du gouvernement et du peuple grec pour réaliser l'union de la Crète seront évaluées différemment par rapport à — disons — la décision des commandants politiques et militaires d'Athènes concernant l'offensive armée à l'intérieur de l'Anatolie de l'année 1921, bien qu'il s'agisse, dans les deux cas, des objectifs importants du programme national, au moins au niveau de la justification de ces attitudes. Dans le même ordre d'idées, les opinions des historiens ne sont pas différentes en ce qui concerne le caractère néfaste de l'option du tzar Ferdinand et du gouvernement Vassil Radoslavov d'engager la Bulgarie en guerre à côté des Puissances Centrales, l'automne de l'année 1915,

¹⁰ Voir : *La Ligue albanaise de Prizren (1878—1881). Discours et exposés tenus à l'occasion de son centenaire* Tirana, 1978, 160 p. ; Stavro Skendi, *The Albanian National Awakening, 1878—1912*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1967, 498 p. ; T. Zavalani, *Albanian Nationalism*, dans Peter F. Sugar and Ivo J. Lederer eds., *op. cit.*, pp. 55—92.

¹¹ Voir Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford University Press, London, 1965, pp. 192 et suiv. ; Kemal H. Karpat, *Structural change, Historical Stages of Modernization and the Role of Social Groups in Turkish Politics*, dans Kemal H. Karpat and contributors, *Social Change and Politics in Turkey. A Structural-Historical Analysis*, Leiden, E. J. Brill, 1973, pp. 46—47 ; Mustafa Ali Mehmet, *Istoria turcilor (L'histoire des Turcs)*, București, Ed. științifică și enciclopedică, 1976, pp. 357 et suiv.

¹² Voir : Ernst C. Helmreich, *The Diplomacy of the Balkan Wars, 1912—1913*, Cambridge, Harvard University Press, 1938, 523 p. ; T. A. Couloumbis, J. A. Petropoulos, H. J. Psomiades, *Foreign Interference in Greek Politics. An Historical Perspective*, Pella, New York, 1976, 171 p. ; Siméon Damjanov, *Великите сили и България през епохата на капитализма (1878—1944 г.)* (Les grandes puissances et la Bulgarie pendant l'époque du capitalisme, 1878—1944), dans «Исторически преглед», XXXVII, 1981, 3—4, pp. 73—94.

malgré la forte opposition intérieure, ou le réalisme de Nikola Pašić signant la « Déclaration de Corfou » (juillet 1917). Les exemples peuvent être multipliés.

Le bilan — d'ailleurs bien connu — enregistré à la fin de la première conflagration mondiale et du conflit de l'Asie Mineure (1923)¹³ a mis en évidence des achèvements de ces programmes, mais aussi des sentiments de frustration. Le statut territorial des Balkans fixé par les traités de paix de Saint Germain, Neuilly, Trianon et Lausanne est essentiellement resté le même jusqu'à nos jours. Dès 1830, durant presque un siècle, le Sud-Est européen a connu des mutations profondes, des insurrections, des révolutions et des guerres ; il a été le théâtre de l'affranchissement des énergies, mais aussi des passions nationales, l'espace de la naissance, souvent spasmodique, des États nationaux, la période de l'élaboration des programmes nationaux, des luttes sanglantes pour la réalisation de l'unité nationale. Ce siècle fut l'époque de l'affirmation au maximum du rôle dirigeant de la bourgeoisie nationale, l'époque de la constitution d'une classe politique, de la définition d'une mentalité politique. Au niveau national, tous ces processus comme beaucoup d'autres se sont développés dans des rythmes divers et avec des résultats différents. De cette façon, dans la compréhension et l'explication de cette évolution complexe et contradictoire des Balkans, dans l'évaluation du bilan du développement de chaque État de la zone et de l'accomplissement des programmes nationaux, nous croyons que l'historien devrait aussi opérer avec le concept d'intelligence politique des facteurs de décision.

¹³ Voir Ivo J. Lederer, *La Jugoslavia dalla Conferenza della pace al trattato di Rapallo, 1919—1920*, Il Saggiatore, Milano, 1966, 404 p. ; Andrej Mitrović, *Jugoslavija na Konferenciji mira, 1919—1920* (La Yougoslavie à la Conférence de paix, 1919—1920), Beograd, 1969, 277 p. ; Siméon Damjanov, *Le traité de Neuilly et ses répercussions sur les relations interbalkaniques (1919—1923)*, dans « Études balkaniques », XVI, 1980, 2, pp. 56—69 ; Harry J. Psomiades, *The Eastern Question: the last phase. A study in Greek—Turkish Diplomacy*, Thessaloniki, 1968, 145 p. ; N. Petsalis-Diomidis, *Greece at the Paris Peace Conference (1919)*, Thessaloniki, 1978, 399 p. ; Agnès Gut, *La politique européenne et la fixation des frontières de l'Albanie*, dans « Studia albanica », Tirana, XVII, 1980, 1, pp. 185—208.

L'EXPOSITION «CONSTANTES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ROUMAINE. LE CENTENAIRE NICOLAE TITULESCU» AU MUSÉE D'HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

Le Musée d'histoire de la Roumanie, premier musée du pays, en accord avec une haute idée de sa mission scientifique et éducative, a habitué ses visiteurs à leur offrir d'amples et opportunes expositions thématiques. Chacune de ces expositions, fidèle à une idée maîtresse dont elle expose la dynamique suivant une optique moderne, arrive à présenter de véritables tranches de l'histoire deux fois millénaire de Roumanie et faciliter de la sorte au grand public l'accès à une compréhension adéquate du phénomène historique. Cette fois encore, fidèle à sa stratégie culturelle-scientifique, le Musée National d'Histoire présente, en collaboration avec le Ministère des Affaires Étrangères et avec la Direction Générale des Archives d'État, un vaste panorama de la vie et l'activité de celui universellement reconnu comme l'un des plus grands diplomates de notre siècle. C'est donc à juste titre que, sur la recommandation de l'Unesco, sous tous les méridiens la personnalité de notre illustre compatriote a reçu cette année, qui est celle du centenaire de sa naissance, les hommages dus à l'homme d'État qui s'est voulu « un soldat des tranchées de la paix ».

Il convient de relever avant toute chose l'intention des organisateurs de cette exposition qui se sont proposés de saisir la manière dont la démarche titulescienne s'est intégrée dans l'enchaînement de la politique étrangère pratiquée des siècles durant dans l'espace carpatoponto-danubien. Un long et passionnant excursus historique, réalisé par des moyens spécifiques, suggère la parfaite continuité de cette diplomatie qui, dans l'accord même entre les buts et les moyens mis en œuvre, est toujours subordonnée à de nobles idéals. Chaque époque à son tour vient illustrer le sens d'une évolution conforme non seulement aux intérêts du peuple roumain, mais aussi aux impératifs du droit et de l'éthique, la lutte légitime pour l'indépendance et l'unité du pays coexistant avec le désir nettement manifesté de nouer des relations de bon voisinage et animées d'un esprit coopératif, répondant à la plus noble entre les vocations nationales — la vocation de la dignité et de la paix. Considéré sous ce jour, Titulescu représente le moment de profonde résonance de la tradition propre à la diplomatie nationale avec la politique internationale qui marquait, pendant l'entre-deux-guerres, des progrès sensibles.

D'ailleurs, Titulescu en personne affirmait que « La politique étrangère de la Roumanie est dominée par l'incessant accord entre les intérêts roumains et les intérêts européens ». L'ancien ministre roumain des affaires étrangères se révèle par conséquent comme une expression de la sagesse accumulée au fil des âges par le peuple roumain, sagesse qui plaide contre la force des armes et en faveur, dans toute conjoncture litigieuse, du recours à l'argument rationnel et à la justice, en faveur des négociations fondées sur la confiance, le respect, l'amour de la paix. D'autre part, l'Europe de son temps était mieux préparée que par le passé à saisir la valeur d'un tel message. L'exposition organisée au Musée National s'est donnée pour but de restituer avec minutie et en accord avec la vérité historique la trajectoire de ses étonnantes destinées politiques qui incarne, en fin de compte, l'aspiration à l'indépendance et à la souveraineté de toute une catégorie de peuples petits et moyens. Aussi, évoquera-t-elle à tour de rôle l'activité de Nicolas Titulescu en tant qu'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Roumanie à Londres, dans l'intervalle 1922—1927, ou bien comme délégué aux nombreuses conférences internationales déroulées pendant la période 1920—1936 dans les divers pays européens ou du continent américain ; son apport essentiel à la Société des Nations, où il devait se rendre populaire à titre d'un authentique champion de la lutte pour la sécurité collective, le désarmement et la paix, pour le combat contre le révisionnisme et contre l'esprit de revanche, bref, pour assurer la priorité de la force du droit sur le droit de la force — suivant la formule généralement connue qui lui appartient ; sa contribution décisive, de par sa qualité de ministre des affaires étrangères, à la promotion d'une série d'intérêts nationaux bien fondés. Une mention

à part revient de droit à son effort en vue d'assurer la stabilité et la paix au centre et dans le Sud-Est de l'Europe, par le truchement de la Petite Entente et de l'Entente Balkanique.

Documents, photos, commentaires tirés de la presse du temps, fragments de ses brillants discours, distinctions de toutes sortes — roumaines et étrangères —, différents objets personnels — tous ces éléments concourent à situer une personnalité exceptionnelle dans une époque d'un grand dramatisme, dont la problématique rappelle — hélas, dans une trop grande mesure ! — la problématique de notre temps même. Du reste, la dernière partie de l'exposition est consacrée à la politique étrangère actuelle de la Roumanie, cette politique qui, suivant le fil de la tradition, reste fermement attachée à l'idée de légalité internationale. Quand elle se prononce pour une véritable démocratisation des relations internationales, la politique étrangère de la Roumanie socialiste s'édifie sur le terrain solide des principes fondamentaux et des normes du droit des peuples, tout en s'imposant en même temps par l'originalité de son apport quand il s'agit de trouver les solutions appropriées aux grands et dramatiques problèmes du monde contemporain. C'est sans doute, le plus grand hommage à rendre à la mémoire de Titulescu.

Doina Leahu

HOMMAGE À HARALAMBIE MIHĂESCU À L'OCCASION DE SON SOIXANTE-QUINZIÈME ANNIVERSAIRE

Il est généralement connu qu'au Moyen Age, celui qui aspirait à devenir un homme de science devait s'appliquer à apprendre toutes les spécialités : théologie, médecine, histoire, philosophie, etc. Plus tard, chacune de ces branches a acquis de telles dimensions que personne n'était plus capable de les approprier dans leur ensemble. Mais ce processus ne s'est pas arrêté là : de nos jours chaque science s'est divisée en deux ou même en trois sous-branches de telle manière que ceux qui la pratiquent ne peuvent plus maîtriser qu'une certaine partie. On remarque, en échange, l'apparition des soi-disant domaines de confluence qui comprennent des sections appartenant à deux sciences.

Pour nous rapporter uniquement aux spécialistes qui nous intéressent en ce cas, rappelons qu'au début du XX^e siècle on pratiquait encore la philologie complexe qui comportait l'étude des textes anciens, l'histoire des littératures, la linguistique et le folklore. De nos jours, les éditeurs de textes anciens n'ont que des connaissances générales de linguistique, de même que les linguistes ne dépassent pas les limites des généralités en matière d'édition de textes, se bornant à des recherches dans le cadre de la branche qu'ils ont choisie. Pas question de s'attaquer à des études sur l'histoire des civilisations. Ce qui plus est, il y a des linguistes qui ne s'occupent que de la phonétique, d'autres de la grammaire, de l'étymologie ou de l'onomastique, forcés d'ignorer les branches qu'ils ne pratiquent pas. Ainsi, les uns se spécialisent dans le domaine de l'histoire de la langue ancienne, les autres dans la recherche de la langue actuelle, etc.

Par son activité, la Société d'Etudes Classiques vise d'élargir l'information des classicisants dans des domaines qu'ils ne pratiquent pas personnellement ; on y présente à cette fin des communications ayant trait à l'archéologie, le droit roumain, l'histoire de la littérature ancienne, l'histoire de la langue, etc.

Et nous sommes heureux de constater que la situation décrite ci-dessus n'est pas obligatoire, car nous nous trouvons devant une présence d'exception. Il s'agit de notre collègue Haralambie Mihăescu qui maîtrise en égale mesure de nombreux domaines scientifiques, non seulement la philologie classique dans son ensemble, mais aussi d'autres champs d'investigation. L'importance qu'on doit y attacher peut être relevée même par

le fait que chaque détail d'un sujet de recherche s'entrelace avec d'autres, tenant aux domaines appropriés et pourtant différents.

Il suffit de parcourir la bibliographie ci-jointe pour nous rendre compte que Haralambie Mihăescu est un philologue d'anvergure qui a donné des travaux d'une incontestable valeur en matière de textes grecs et latins, sans pourtant se limiter à l'antiquité, vu ses préoccupations en matière de langue grecque byzantine, latin médiéval et de philologie romane. Il a publié des traductions en prose et en vers, du latin et du grec, et ce qui importe encore plus, c'est la publication des éditions de textes accompagnés les uns et les autres par des commentaires. Il a donné, de même, des travaux de critique littéraire et d'histoire littéraire sur des œuvres en latin et grec, ainsi que des études de folklore concernant les deux civilisations antiques.

Tout cela aurait été plus que suffisant pour un philologue classique de nos jours. Mais Haralambie Mihăescu ne s'est pas contenté de s'y arrêter ; il a élargi son champs d'investigation à la linguistique, allant du latin populaire, les langues romanes et le grec médiéval jusqu'à la langue roumaine (il est auteur de nombreux travaux d'étymologie et d'onomastique et il a publié des études sur la formation des mots en latin et dans les langues romanes). Et n'oublions pas ses travaux concernant l'albanais.

Enfin, rappelons-le, en tant que philologue classique — de formation ancienne — il est aussi un maître de l'histoire ancienne, de l'histoire byzantine et de l'histoire de la culture. Dans tous ces domaines de la science il a publié des travaux d'une certe valeur.

La science roumaine n'aura qu'à profiter si le modèle exemplaire sera adopté aussi par d'autres classicisants, mais nous ne croyons pas qu'il y aura des audacieux capables de mesurer leurs forces avec notre éminent collègue.

Af. Graur

BIBLIOGRAPHIE DE L'ŒUVRE

1. *Din morfologia numelor proprii românești*, « Arhiva » din Iași 38 (1931), 290—294.
2. *Nachträge zu Rufi Ephesii De podagra*, « Revista clasică », 4—5 (1932—1933), 138—143.
3. *Etimologii românești (incăleca, lepăda, sănătos, fișă, fișină)*. « Revista critică » din Iași 7 (1933), 26—29.
4. *Il De podagra di Rufo d'Efeso*, « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », 1 (1934), 19—32.
5. *Latino congeturale, latino volgare*, « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », 2 (1935), 13—25.
6. *Argot latin*, « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », 3 (1936), 11—28.
7. *Cea mai veche traducere românească a lui Herodot*, « Arhiva » din Iași, 43 (1936), 105—111.
8. *Beiträge zur Kenntnis der tum-, tunc-Partikeln*, « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », 4 (1937), 1—51. — Recenzii : J. Safarewicz, « Przegląd Klasyczny », 4 (1938), 79—80 ; A. Berti, „Il Mondo Classico”, 9 (1939), 138—139.
9. *Latină populară. Pe marginea unei cărți recente*, « Arhiva » din Iași, 44 (1937), 52—59.
10. *Despre începuturile sufixului romanic frc. -ment, it. span. port. -mente*, « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », (1938), 140—155.

11. *La versione latina di Dioscoride. Tradizione manoscritta, critica di testo, cenno linguistico*, « Ephemeris Dacoromana », 8 (1938), 298—348. — Comptes rendus : H. Mörländ., « Gnomon », 15 (1939), 222—224 ; A. Giusti, « Il Mondo Classico », 1940, p. 27—28.
12. Dioscoride Latino, *De materia medica. Libro primo*. Iași 1938, VIII, 72 p. — Comptes rendus : H. E. Sigerist, « American Journal of Philology », 62 (1941), 124—125.
13. *Gramaticii latini și barbarismul*, « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », 6 (1939), 77—96.
14. *Seneca critic literar. Ideile sale despre stil*, « Însemnări ieșene », 5 (1940), 1—19.
15. *Analogie și anomalie. Cezar și Cicero*, « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », 7—8 (1940—1941), 149—164.
16. *Leucip și Democrit*. Traducere cu un studiu introductiv. Prefață de C. Balmuș. Iași 1941, 151 p.
17. *Operă naturală sau convenție omenească?* « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », 9 (1942), 1—19.
18. *Heraclit din Efes*. Traducere cu un studiu introductiv. Prefață de C. Balmuș. Iași, 1943, 120 p.
19. Horațiu, *Arta poetică. Text, traducere, comentariu*. Iași, 1943, 110 p.
20. *Puncte de vedere asupra lingvisticii latine*, « Buletinul Institutului de filologie română Alexandru Philippide », 10 (1943), 91—152.
21. Tacit, *Dialogul despre oratori*. Text, traducere și introducere. Iași, 1946, 114 p.
22. *Istoria literaturii latine. I. De la origini pînă la Cicero*. Iași, 1948, VIII, 224 p.
23. Heraclit, *Texte alese*. Traducere, București, 1950, 55 p.
24. Leucip și Democrit, *Texte alese*. Traducere. București, 1950, 72 p.
25. Epicur, *Texte alese*. Traducere. București, 1950, 18 p.
26. *Economia agricolă la Cato*, « Studii și cercetări de istorie veche », I, 2 (1950), 187—207.
27. *O barbarismo, segundo os gramaticos latinos*. Traduzido do romeno de Paiva Boleo e Victor Buescu. Coimbra, 1950, 54 p. (Biblioteca de Linguistica Romanica, 1) — Comptes rendus : A. Maniet, « Revue belge de philologie et d'histoire », 30 (1952), 873—874.
28. *Economia agricolă la Varro*, « Studii și cercetări de istorie veche », 4 (1953), 525—532.
29. *Cîntecul de muncă la greci și romani*, « Studii și cercetări de istorie literară și folclor », 3 (1954), 63—73.
30. Studiu introductiv și comentarii la : Vergiliu, *Eneida*. În românește de D. Murărașu, București, 1956, p. 5—17.
31. Aristofan, *Teatru. Pacea, Păsările, Broaștele*. Introducere și traducere (în colaborare cu Eusebiu Camilar). București, 1956, 318 p.
32. Tacitus, *Opere. I. Introducere și traducere*, București, 1958, p. 1—50.
33. *Scrisoarea lui Ausentius din Durostor, izvor pentru latinitatea balcanică în Omagiu lui Iorgu Jordan*, București, 1958, p. 607—610.
34. Constantin C. Balmuș, « Analele Academiei Republicii Populare Române », 8 (1958), 31—34.
35. *Quelques remarques sur le latin des provinces danubiennes de l'empire romain*, in : *Recueil d'études romanes* publié à l'occasion du IX^e Congrès international de linguistique romane à Lisbonne du 31 mars au 3 avril 1959, București, 1959, p. 145—166.
36. *Economia agricolă la Columella*, « Studii Clasice », 1 (1959), 91—103.
37. *Agricultorii dependenți în antichitate în Omagiu lui Constantin Daicoviciu*, București, 1960, p. 401—408.
38. *Limba latină în provinciile dunărene ale imperiului roman*. București, 1960, 332 p. 3 cartes — Comptes rendus : A. Dovatur, « Acta antiqua Academiae Scientiarum Hungaricae », 12 (1962), 419—423 ; I. Jordan, « Beiträge zur romanischen Philologie », 1 (1961), 173—174 ; J. André, « Bulletin de la Société de linguistique de Paris », 56 (1961), 95—96 ; I. Șabrușla, « Časopis pro moderni filologii », 43 (1961), 185—186 ; I. I. Russu, « Cercetări de lingvistică », 6 (1961), 209—218 ; R. Browning, « The Classical Review », 11 (1961), 253—255 ; G. B. Pellegrini, « Cultura Neolatina », 22 (1962), 299—300 ; A. Fridh, « Eranos. Acta Philologica Suecana », 59 (1961), 203—204 ; B. Nadel, « Kwartalnik Neofilologicz », 8 (1961), 103—108 ; G. M. Messing, « Language », 39 (1963), 673—677 ; A. Vraciu, « Linguistique Balkanique », 4 (1962), 147—155 ; V. Väänänen, « Neuphilologische Mitteilungen », 62 (1961), 227—229 ; O. Parlangeli, « Paideia », 16 (1961), 98—100 ; F. Thomas, « Revue des études anciennes », 88 (1961), 193—195 ; J. Marouzeau, « Revue des études latines », 38 (1960, 339) ; S. Ottescu, « Revue des études sud-est européennes », 1 (1963), 197—198 ; J. Bourciez, « Revue des langues romanes », 75 (1961), 278—281 ; G. Straka, « Revue de linguistique romane », 24 (1960), 403—406 ; A. Ernout, « Revue de philologie », 35 (1961), 181—182 ; W. Rothe, « Romanistisches Jahr-

- buch », 12 (1961), 155—157; P. Beneš, « Sbornik Pargi Filosofické Fakulty Brněnské University », 11 (1962), 116—119; S. Stati, « Studii și cercetări lingvistice », 11 (1960), 957—963; St. Cuciureanu, « Studii și cercetări științifice » — Filologie — Iași, 12 (1961), 109—112; V. Keračulakov, « Vestnik Drevnej Istorii », 1962, nr. 1, p. 151—152; E. Lozovan, « Zeitschrift für romanische Philologie », 77 (1961), 271—272.
39. *Cercetările asupra limbii latine în ultimii cincisprezece ani*, « Studii și cercetări lingvistice », 11 (196), 131—134.
40. Procopius din Caesarea, *Războiul cu goții*. Traducere și introducere. București 1963, 304 p. — Comptes rendus : G. Cronț, « Studii. Revistă de istorie », 17 (1964), 1224—1226; A. Dostál, « Byzantinoslavica », 24 (1963), 335—336; J. Lučić, « Historijski Zbornik », Zagreb, 17 (1964), 514; T. Sauciuc-Săveanu, « Revue des études sud-est européennes », 4 (1966), 269—271.
41. *Influența grecească asupra limbii române până în secolul al XV-lea*, București 1966, 227 p. — Comptes rendus : A. Garzya, « Le Parole e le Idee ». Rivista internazionale di varia cultura, 9 (1967), 98; V. Hofežsi, « Byzantinoslavica », 26 (1969), 300—301; Z. Mihail, « Mitropolia Moldovei », 1967, p. 315—316; I. Mării, « Cercetări de lingvistică », Cluj, 12 (1967), 327—332; E. Stănescu, « Byzantinoslavica », 28 (1967), 438—439; V. Polák, « Zeitschrift für Balkanologie », 6 (1968), 198—202.
42. *Les éléments latins de la langue albanaise*, « Revue des études sud-est européennes », 4 (1966), 5—33, 323—353. — Comptes rendus : R. Ismaili, « Bota e Re ». Fakulteti Filozofik Prishtinë, 1970, nr. 25—26, p. 9; E. Sedaj, « Živa Antika », 24 (1974), 384—388.
43. *Les éléments latins des Tactics-Strategica de Maurice-Urbicius et leur écho-en néo-grec*, « Revue des études sud-est européennes », 6 (1968), 481—498; 7 (1969), 155—166, 267—280.
44. *Les termes de commandement militaires latins dans le Strategicon de Maurice*, « Revue Roumaine de Linguistique », 14 (1969), 261—272.
45. Mauricius, *Arta militară*. Ediție critică, traducere și introducere. București 1970, 423 p. — Comptes rendus : R. Anastasi, « Sicularum Gymnasium », 23 (1970), 251—253; R. Browning, « The Classical Review », 22 (1972), 285—286; M. Cazacu, « Studii. Revistă de istorie », 23 (1970), 1049—1051; B. Dostálová — B. Zásterová, « Byzantinoslavica », 32 (1971), 318—322; N. Edroiu, « Studia Universitatis Babeș-Bolyai ». Series Historica, 16 (1971), 127; P. L. Leone, « Le Parole e le Idee », 11 (1969), 402—403; A. Leroy-Molinghen, « Latomus », 30 (1971), 530; E. Lozovan, « Zeitschrift für romanische Philologie », 88 (1972), 380—381; P. Ș. Năsturel, « Südost-Forschungen », 30 (1971), 527—529; N. Ș. Tanașoca, « Studii clasice », 13 (1971), 289—295; A. Zamboni, « Studi Medievali », 11 (1970), 998—1001.
46. *La diffusion de la langue latine dans le sud-est de l'Europe*, « Revue des études sud-est européennes » 9 (1971), 497—510, 659—676; 10 (1972), 83—93; 11 (1973), 97—113, 227—240, 423—441, 689—710; 12 (1974), 17—32.
47. Procopius, *Istoria secretă*. Ediție critică, traducere și introducere. București 1972, 264 p. — Comptes rendus : A. Balotă, « România literară », 5 (1972), nr. 17, p. 13; G. Cronț, « Contemporanul », nr. 32, 1972, p. 8; J. Gouillard, « Revue des études byzantines », 87 (1974), 501; F. Paschoud, « Museum Helveticum », 29 (1972), 288; I. Toderășcu, « Anuarul Institutului de istorie și arheologie A. D. Xenopol », Iași, 10 (1973), 485—486.
48. *La lingua latina e la lingua greca nell'Impero Bizantino*, « Atene e Roma », 18 (1973), 144—153.
49. *Die lateinische Sprache in Südosteuropa*, « Zeitschrift für Balkanologie », 6 (1968), 128—136.
50. *In margine alla mia recente edizione critica di Maurizio in Studi in onore di Vittorio De Falco*, Napoli, 1971, p. 523—532.
51. *Prolégomènes à une nouvelle édition de l'Histoire secrète de Procope in Studi classici in onore di Quintino Cataudella*, tome II, Catania, 1972, p. 591—600.
52. *Einleitung zu meiner Maurikios-Ausgabe*, « BYZANTINA », Thessaloniki, 6 (1974), 191—213.
53. *Byzance — foyer du rayonnement de la culture romaine et de la langue latine dans le sud-est de l'Europe*, « BYZANTINA », Thessaloniki, 6 (1974), 215—226.
54. *L'Influence grecque en roumain*, « Aristoteleion Panepistemion Thessalonikis. Epistemonike epeteris Filosofihikes Scholes », 14 (1975), 9—18.
55. *Torna, torna, fratre*, « BYZANTINA », Thessaloniki, 8 (1976), 21—35.
56. *Romanitatea în sud-estul Europei*, in « Memorile secției de științe filologice, literatură și arte », seria IV, tom 1 (1977—1978), 9—14.
57. *Remarques sur les rapports lexicaux albano-roumains*, « Gjurmime Albanologjike », seria Filologjike, 7 (1977), 119—126.

58. *La langue latine dans le sud-est de l'Europe*, Bucarest—Paris 1978, VIII, 401 p., 7 cartes. — Comptes rendus : José de Encarnaçao, « Humanitas. Instituto de estudos classicos Coimbra », 29—30 (1977—1978), 320—322; Al. Graur, « România literară », 12 (1979), nr. 17, p. 8; I. Kadriu, « Rilindja », 5.4.1980, p. 13; J. Lüdtkke, « Gnomon », 52 (1980), 57; M. D. Peyfuss, « Österreichische Osthefte » 22 (1980) 90—91; I. Segărceanu, « Romanian News », 1 (1978), nr. 36, p. 10; K. Steinke, « Zeitschrift für Balkanologie », 15 (1979), 231—233.
59. *La littérature byzantine, source de connaissance du latin vulgaire*, « Revue des études sud-est européennes », 16 (1978), 195—215, 17 (1979), 39—60, 359—383.
60. *Influență lingvistică occidentală în cultura bizantină*, in « Memoriile secției de științe filologice, literatură și arte », seria IV, tomul II (1979—1980), 11—18.
61. *O culme a muzicii bizantine: Ioan Cucuzel*, in « Memoriile secției de științe filologice, literatură și arte », seria IV, tomul II (1979—1980), 95—103.
62. *Note despre fonetica și morfologia elementului latinesc din albaneză*, « Studii și cercetări lingvistice », 31 (1980), 307—309.
63. *Preverbul latin per- în limba română*, « Cercetări de lingvistică », 22 (1977), 195—198.
64. *Locul elementelor lexicale latine din albaneză în cadrul romanității sud-est europene în Semantica și semiotică*, sub redacția acad. I. Coteanu și prof. Lucia Wald, București, 1981, p. 216—235.
65. *Les termes byzantins βιρρον, βιρρονος «casaque, tunique d'homme» et γουρα «fourrure»*, « Revue des études sud-est européennes », 19 (1981), 425—432.
66. Collaboration aux volumes I (1964), II (1970) et IV (1982) des *Fontes Historiae Daco-romanae*, Bucarest.
67. Collaboration avec des comptes rendus et des notices bibliographiques aux revues suivantes : « Analele Universității din Timișoara », « Arhiva din Iași », « Buletinul Institutului de filologie Alexandru Philippide », « BYZANTINA », « Byzantinoslavica », « Gnomon », « Limba română », « Revista clasică », « Revista critică », « Revue des études sud-est européennes », « Revue Roumaine d'histoire », « Revue Roumaine de linguistique », « Studia Albanica », « Studii și cercetări de istorie veche », « Studii clasice », « Studii și cercetări lingvistice », « Zeitschrift für romanische Philologie ».
68. *Zum Begriff „Hut“ in den südosteuropäischen Sprachen in Serta Slavica in memoriam Aloisii Schmaus*. Gedenkschrift für Alois Schmaus, München, 1971, p. 499—503.
69. *Die Lage der zwei Weltsprachen (Griechisch und Latein) im Byzantinischen Reich des 7. Jahrhunderts als Merkmal einer Zeitwende in Studien zum 7. Jahrhundert in Byzanz*. Probleme der Herausbildung des Feudalismus hg. von Helga Köpstein und Friedhelm Winkelmann, Berlin, 1976, p. 95—100.

HOMMAGE À EMIL CONDURACHI À L'OCCASION DE SON SOIXANTE-DIXIÈME ANNIVERSAIRE

« Revue Roumaine d'Histoire », 1981, 4, p. 577—793

Le numéro 4 de la « Revue Roumaine d'Histoire » rend son hommage à Emil Condurachi à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire.

Le nom du savant est très bien connu dans le monde des historiens, comme d'ailleurs dans les rangs du grand public. Membre titulaire de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie à partir de 1955, professeur d'histoire antique à l'Université de Bucarest depuis 1947, il est en même temps membre de plusieurs sociétés et comités scientifiques nationaux et internationaux. Collaborateur de l'Institut d'Archéologie, dont il fut le directeur de 1956 jusqu'en 1970, l'académicien Condurachi est l'organisateur scientifique des grandes fouilles de Histria, Callatis, Arrubium. Promoteur actif des études du Sud-Est de l'Europe, en tant qu'averti interprète des brillantes formes de civilisations épanouies dans ce foyer du continent et comme secrétaire général de l'Association internationale d'études du Sud-Est Européen, fonction qu'il remplit depuis 1963, il a contribué d'une manière décisive à l'essor de ces études en Roumanie et dans le monde entier.

L'activité scientifique d'Emil Condurachi, déroulée pendant plus de cinq décennies, a embrassé les aspects les plus divers de l'histoire antique, de l'archéologie, de la numismatique, de l'histoire d'art. Ses préoccupations constantes ont été le Bas-Empire, les relations entre les cités grecques de l'espace pontique et les autochtones, l'Europe du Sud-Est comme aire de convergence des civilisations, la romanité orientale, la civilisation dacoromaine et beaucoup d'autres.

Le professeur Emil Condurachi est, en même temps, le fondateur d'une école d'archéologie classique, qui s'est développée sous ses yeux et qui applique des procédés de recherche nouveaux, unis à la rigueur scientifique et à l'analyse pertinente des phénomènes. Orateur doué, savant actif sur le plan social, il compte parmi les voix les plus autorisées de l'historiographie roumaine actuelle.

Le volume dédié à Em. Condurachi par la « Revue Roumaine d'Histoire » contient 26 études signées par des historiens bien connus dans le monde scientifique.

Plusieurs études ont pour thème l'histoire antique et l'archéologie. Vladimir Dumitrescu, dans *Quelques remarques à propos de « la première vague » des tribus des steppes nord-pontiques à l'Ouest du Prut* utilise de

nouveaux arguments pour préciser le moment des premières migrations nord-pontiques. Al. Suceveanu, dans *Encore sur la question de la défense du littoral en Dobroudja à l'époque romaine* montre que le littoral de la Dobroudja a été défendu par les Romains. D. Berciu dans *Un vase romain d'importation d'Ocnitza, département de Vâlcea*, I. Barnea dans *Sceau de Constantin IV, empereur de Byzance, trouvé à Durostorum* et Adrian Rădulescu dans *Les Roumains au Bas Danube durant les VII^e — XII^e siècles* témoignent une fois de plus la continuité de vie des autochtones romanisés.

Un très intéressant problème d'histoire des idées présente Zoe Petre dans son étude *Structures du réel et structures de l'imaginaire à l'époque des premières colonies grecques*.

D'autres études portent sur l'histoire du Moyen Age : M. Petrescu-Dimbovitza, *La Contribution des recherches archéologiques à l'étude de l'époque d'Etienne le Grand*, présente quelques-uns des principaux résultats concernant cette époque, tandis que Răzvan Theodorescu, *Marginalia to 11th Century Anglo-Saxons in the Pontic Area*, traite un thème d'un intérêt insigne pour les rapports entre les Byzantins, la Hongrie et l'Empire allemand occasionnés par la présence des Anglo-Saxons dans l'espace pontique. Carl Göllner analyse dans *Erwägungen zur Aussenpolitik des Kaisers Karl V* les plans de la politique extérieure de l'empereur allemand, qui ont échoué dans la majeure partie. Ludovic Demény, dans *L'imprimerie de Bucarest au XVI^e siècle. Quelques précisions nécessaires* établit la date à laquelle, dans cet établissement culturel, a été imprimé le premier livre (1574).

L'étude de Olga Cicanci, *Un codex inédit de la compagnie de Sibiu* présente des données intéressantes sur les impôts payés aux autorités locales et impériales entre 1690—1723 par cette compagnie. Dans un bref article, C. Papacostea-Danielopolu donne un aperçu bibliographique des recherches roumaines et bulgares récentes sur le thème des *Marchands roumains et balkaniques dans le commerce danubien (1829—1856)*.

Aux problèmes historiographiques sont dédiées plusieurs études. Celui de St. Ștefănescu, *Contributions de l'historiographie roumaine à la création de valeurs du patrimoine de la culture universelle* met en évidence, dans une vision d'ensemble, les mérites de quelques grands historiens roumains, parmi lesquels : D. Cantemir, B. P. Hasdeu, A. D. Xenopol, V. Pârvan et N. Iorga. Une autre, signée par Al. Zub, *N. Iorga et la méthode régressive dans l'historiographie* présente la position du grand historien à l'égard de cette méthode de recherche, adoptée par quelques-uns des historiens français et allemands. Des questions concernant le sens de l'histoire sont présentés dans l'étude d'Andrei Silard, *On Moral/Ethical choices in History*. Un bref exposé de l'activité d'une des revues qui ont précédé la nôtre est fait par Pompiliu Theodor dans *La « Revue historique du Sud-Est européen » et le modèle des « Annales »*. L'auteur montre qu'autour de cette revue se sont groupés beaucoup d'historiens de grande valeur, tels que Emil Condurachi, Gheorghe Brătianu, Mihai Berza, D. M. Pippidi, Francisc Pall. Parmi les problèmes abordés par la revue, on peut citer : la Méditerranée et l'Orient Latin, la Mer Noire plaque tournante du trafic international à la fin du Moyen Age, Rome et Byzance, Institutions et Histoire, Histoire et Historiens, etc.

L. Boicu analyse dans son article *Considérations portant sur la reconstitution de la Dacie dans des projets européens du XVIII^e siècle* quelques projets avancés par différents milieux politiques intéressés à créer un Etat « dace ». S'inscrivant sur les coordonnées de l'équilibre politique entre les grands empires, méconnaissant les aspirations réelles du peuple roumain et suivant des plans d'origine féodale, ces projets ont finalement échoué. Leur mérite objectif reste celui d'avoir agité dans le monde diplomatique européen l'idée de l'origine commune et de l'unité des pays roumains.

Les problèmes culturels du Sud-Est européen, et que le savant auquel tous ces hommages sont rendus à souvent éclairé, sont traités dans plusieurs contributions. Alexandru Duțu, dans *Interculturalité et modernisation culturelle dans le Sud-Est européen* pose le problème de la métamorphose de la culture byzantine en cultures nationales, un processus qui embrasse nombreux courants de l'histoire de la civilisation européenne. Dans le mouvement culturel roumain du XVII^e siècle, l'auteur retrouve la symbiose de Byzance et de Rome qui a favorisé l'éclosion d'un humanisme civique et le démarrage vers la civilisation moderne. Valentin Al. Georgescu, dans *Modèles juridiques byzantins et synthèse modernisatrice en droit roumain*, met en discussion les contacts juridiques entre Byzance et les pays roumains, tels que : la réception du droit byzantin, la coutume, la structure pluraliste du droit féodal, le modèle impérial oecuménique, le modèle du basileus, etc.

Dan Berindei fait dans son article *La paysannerie et la Roumanie moderne* une esquisse du rôle général des paysans au XIX^e siècle dans la formation de l'Etat national moderne.

Deux autres articles enrichissent nos informations d'un côté sur la présence des consuls anglais à Iași — Paul Cernovodeanu, *An interesting account concerning the British Consulate in Jassy 1841* et de l'autre sur l'état d'esprit antihitlérien en Roumanie vu par Paul Morand, écrivain et plus tard membre de l'Académie Française — N. Fotino, *Télégrammes d'un diplomate étranger à Bucarest, 1943 1944*.

Vasile Netea évoque dans son étude *Un militant pour l'unité nationale roumaine: Take Ionescu*, pendant que Damian Hurezeanu synthétise un aspect de l'activité du grand poète Mihai Eminescu dans son étude « *Dacisme* » et latinité chez Mihai Eminescu. Mircea N. Popa, dans *Quelques aspects des relations roumano-turques durant la période comprise entre les deux guerres mondiales* fait un bref exposé des relations entre les deux pays, de 1922 jusqu'en 1933.

Nous ne saurions conclure ces quelques lignes sans rappeler qu'une partie considérable de l'activité de l'académicien Emil Condurachi s'est reflétée aussi dans les pages de la « Revue des études sud-est européennes » ou, en tant que membre du Comité, il a toujours témoigné de ses grandes qualités d'historien, d'homme de cœur et de savant qui a su créer un climat scientifique à la coopération des peuples du Sud-Est européen.

Robert Păiușan

TABLE DES MATIÈRES

TOME XX (1982)

Les hommes de science et la paix

| | |
|--|-----|
| Les hommes de science et la paix, 3 | I |
| Le message du Président de la République Socialiste de Roumanie Nicolae Ceaușescu, adressé aux participants au Symposium international « Les hommes de science et la paix », 3 | III |
| Appel des participants au Symposium international « Les hommes de science et la paix », 3 VI | |
| LIPATTI, VALENTIN, L'impératif du désarmement, 4 | 379 |

Le centenaire Atatürk

| | |
|--|----|
| ARAR, ISMAIL (Ankara), La place d'Atatürk parmi les grands courants de l'histoire, 1 | 43 |
| IORDAN-SINA, CONSTANTIN, Pétrole et diplomatie : la Turquie Kémaliste, l'Angleterre impériale et le problème de Mossoul, 1 | 67 |
| KOŞAY, HAMIT Z. (Ankara), Présentation to Atatürk, 1 | 85 |
| MEHMET, MUSTAFA ALI, Mustafa Kemal Atatürk penseur et humaniste, 1 | 51 |
| UÇOK, COŞKUN (Ankara), Atatürk, der Eröffner eines neuen Zeitalters in den islamischen Ländern, 1 | 61 |

Le centenaire Nicolae Titulescu

| | |
|--|-----|
| BUZATU, GHEORGHE, VALERIU FLORIN DOBRINESCU, Nicolae Titulescu and the Principle of Sovereignty and Territorial Integrity, 4 | 383 |
|--|-----|

Mélanges offerts au X^e Congrès International de Littérature Comparée, New York, août 1982

| | |
|--|-----|
| ANASTASIU-POPA, ALEXANDRA, « L'esprit sud-est européen », l'Orient et les relations entre littératures nationales, 2 | 217 |
| BARTHOUIL GEORGES (Avignon), Leopardi et Gémiste Pléthon, 2 | 203 |
| BOUCHARD, JACQUES (Montréal), Nicolas Mavrocordatos et l'aube des Lumières, 2 | 237 |
| CVETKOVSKI, VLADIMIR, (Skopje) Constantine the Great and Helena in Macedonian folk literature, 2 | 277 |
| ISTRATE, IOAN, « Bizantio dopo Bizantio » in letteratura. Per la necessità di un riesame della questione, 2 | 225 |
| ONU, LIVIU, Préoccupations modernes concernant l'édition des textes de la littérature roumaine des XVI ^e –XVIII ^e siècles. Entre acribie philologique et évolution de l'héritage culturel, 2 | 189 |
| PĂUNOVICI, ADFLINA, Nasr ed-din Khodja dans le monde pontique, 2 | 269 |
| POPA, MIRCEA, The Role of Popular Books in Maintaining the Byzantine Tradition in Romanian Culture, 2 | 215 |
| POULAKIDAS, ANDREAS K. (Muncie-Indiana), Kazantzakis' Odyssey : a Symbolist Epic, 2 | 257 |

Un débat : Tradition et innovation dans la formation des Etats nationaux

| | |
|--|-----|
| ANASTASIU-POPA, ALEXANDRA, En marge de la <i>Constitution</i> de Rhuigas, 4 | 425 |
| BODEA, CORNELIA, The Romanian National Idea Thought and Action, 1 | 401 |
| BRAD, LIA, Tradition and Innovation in the Formation of the Greek Official Language, 4 | 430 |
| CIGANCI, OLGA, La formation des Etats nationaux du Sud-Est européen — aspects historiques, 4 | 397 |
| IOAN, EUGENIA, The Development of Some Cultural Factors During the National Renaissance Period with the Yugoslav Peoples in the 19th Century, 1 | 441 |
| JORDAN-SIMA, CONSTANTIN, Programmes nationaux — Etats nationaux. Repères pour une analyse comparative, 4 | 445 |
| MEHMET, MUSTAFA ALI, De nouveau sur la création de l'Etat national turc, 4 | 437 |
| MIHAIL, ZAMFIRA, Problèmes du bulgare littéraire durant la période des luttes pour un Etat national bulgare (XIX ^e siècle), 4 | 415 |
| PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, CORNELIA, Tradition et innovation aux débuts de l'Etat national grec. 4 | 421 |
| VELICHI, CONSTANTIN, The Romanians and the Creation of the Bulgarian National State, 4 | 407 |

Philologie comparée

| | |
|---|-----|
| FRANGA, LIVIU, Suffixes daco-roumains de substrat en perspective comparée indo-européenne, 3 | 207 |
| PETRESCU, IRISANTA, The Relation between Text and Melodical-Rhythmical Formulas. an Element of Continuity in the Romanian Post-Medieval Church Music. 3 | 237 |
| SCĂRLĂTOIU, ELENA, Remarks on a "Lexical Model" in the Slavic Languages, 3 | 319 |

Innovations et initiatives culturelles

| | |
|--|----|
| DASCĂLU, NICOLAE, Press Co-operation of the Little Entente and Balkan Alliance States (1923—1939), 1 | 25 |
| GEORGESCU, VALENTIN AL., Rénovations de valeurs européennes et innovations roumaines chez D. Cantemir, 1 | 3 |

Textes et documents

| | |
|---|-----|
| BERINDEI, DAN, Relations roumaino-polonaises pendant la quatrième décennie du XIX ^e siècle. Prévisions et contributions, 1 | 129 |
| CERNOVODEANU, PAUL, MIHAIL CARATAȘU, Correspondance diplomatique d'Alexandre Mavrocordato l'Exaporite. 1676—1703 (I), 1. | 93 |
| CERNOVODEANU, PAUL, MIHAIL CARATAȘU, Correspondance diplomatique d'Alexandre Mavrocordato l'Exaporite, 1676—1703 (II), 3 | 327 |

Chroniques

| | |
|---|-----|
| CERNOVODEANU, PAUL, The Third Romanian-British Colloquium of History, 1 | 146 |
| LEAHU, DOINA, L'exposition « Constantes de la politique étrangère roumaine. Le centenaire Nicolae Titulescu » au Musée d'histoire de la République Socialiste de Roumanie, 4. | 451 |
| PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, CORNELIA, Le premier colloque international consacré au problème du livre dans les sociétés préindustrielles. 2 | 281 |
| SIMONESCU, DAN, La réunion annuelle de la Direction du Patrimoine National, 1 | 145 |
| VASILIU, ANCA, Le Baroque sud-est européen dans le contexte européen (XVIII ^e —XIX ^e s.), 2 | 282 |

Comptes rendus

| | |
|---|-----|
| Arhiv na Nikolaj Pavlovič (<i>Elena Siupiar</i>), 3 | 357 |
| BOCHMANN, KLAUS, Der politische-soziale Wortschatz des Rumänischen von 1821 bis 1850 (<i>Zamfira Mihail</i>), 3 | 359 |

| | |
|--|-----|
| CIIRIȚĂ, GRIGORE, VALENTINA COSTAKE, EMILIA FOȘTĂRIȚĂ, Documente privind Unirea Principatelor. VI: Corespondență diplomatică franceză (1856—1859) (<i>Andrei Pippidi</i>), 1 | 158 |
| Dictionarul elementelor românești din documentele slavo-române, 1371—1600 (<i>Elena Scărlătoiu</i>), 3 | 349 |
| GEORGESCU, VALENTIN AL., Bizanțul și instituțiile românești pînă la mijlocul secolului al XVIII-lea (<i>Nicolae Stoicescu</i>), 1 | 149 |
| OIKONOMIDES, NICOLAS, Hommes d'affaires grecs et latins à Constantinople (<i>Tudor Teoteoi</i>), 3 | 353 |
| PLATON, GHEORGHIIE, Geneza revoluției române de la 1848. Introducere în istoria modernă a României (<i>Al. Zub</i>), 1 | 156 |
| PLĂMĂDEALĂ, ANTONIE, Dascăli de cuget și simțire românească (<i>Paul Mihail</i>), 3 | 351 |
| SCĂRLĂTOIU, ELENA, Relații lingvistice ale aroniștilor cu slavii de sud (<i>Nicolae Saramandă</i>), 1 | 155 |
| Soziolingvistice Aspekte der rumänischen Sprache (<i>Cătălina Vătășescu</i>), 3 | 355 |
| TURCZYNSKI, EMMANUEL, Konfession und Nation. Zur Frühgeschichte der serbischen und rumänischen Nationsbildung (<i>Robert Păiușan</i>), 1 | 153 |
| VELICHI, CONSTANTIN, România și Renașterea bulgară (<i>Elena Siupiu</i>), 1 | 161 |

Notices bibliographiques

| | |
|---|-----|
| Arta populară a aiomănilor din Dobrogea (<i>Anca Vasiliu</i>), 3 | 374 |
| BADER, TIBERIU, Epoca bizantină în nord-vestul Transilvaniei. Cultura pretracica și tracică (<i>Cornelia Belcin-Pleşca</i>), 1, | 169 |
| Balkan Bibliography, vol. V/1976 (<i>Lia Brad</i>), 3 | 373 |
| Balkan Studies, vol. 18/1977 (<i>Cornelia Papacostea-Danielopolu</i>), 1, | 181 |
| BOKSHI, BESINA, Rruga e formimit të fleksionit të sotem nominal të shqipes (<i>Cătălina Vătășescu</i>), 3 | 366 |
| Bostargag-Collection of Tartar Folklore in S. R. of Romania (<i>Altai Kerim</i>), 1 | 572 |
| Byzantiaka, Μεσαιωνικό Έλληνισμοῦ (Tome I), (<i>Haralambie Mihăescu</i>), 3 | 364 |
| Byzantine Studies, vol. 6, fasc. 1—2 1979 (<i>Tudor Teoteoi</i>), 3 | 369 |
| CATANDELLA, QUINTINO, La cultura bizantina in Sicilia (<i>Haralambie Mihăescu</i>), 3 | 365 |
| Cronica lui Ion Neculce copiată de Ioan Luca. Manuscrisul „Mihail”, editat par Zamfira Mihail et Paul Mihail (<i>Aura Soare-Georgescu</i>), 1 | 173 |
| D'ELIA, MARIO, Vicende storiche del bilinguismo greco-romanzo (<i>H. Mihăescu</i>), 1 | 165 |
| FAESEN, JOHANNES, Die albanische Nationalbewegung (<i>Cătălina Vătășescu</i>), 1 | 170 |
| GETA, OSIDIO, Medea (<i>Haralambie Mihaescu</i>), 3 | 363 |
| Greece, World Bibliographical Series, vol. 17, Compilers Mary Jo Clogg and Richard Clogg (<i>Lia Brad</i>), 1, | 178 |
| GRIERSON, PHILIP, Bibliographie numismatique (<i>Octavian Iliescu</i>), 1 | 175 |
| Jahrbuch der Historischen Forschung in der Bundesrepublik Deutschland 1978 et 1979 (<i>Robert Păiușan</i>), 1 | 182 |
| KODER, JOHANNES, THOMAS WEBER, Liutprand von Cremona in Konstantinopel (<i>Il. Mihăescu</i>), 1 | 165 |
| KREBL, RAIMUND, Byzantinische Prinzessinnen in Ungarn zwischen 1050—1200 und ihr Einfluss auf das Arpadenkönigreich (<i>Stelian Brezeanu</i>), 1 | 167 |
| Kultura Popullore 1, 1980 (<i>Klaus Steinke</i>) 1 | 181 |
| MALINGOUDIS, PH., Studien zu den slavischen Ortsnamen Griechenlands (<i>Haralambie Mihăescu</i>), 3 | 364 |
| MAZARAKIS-AINIAN, A., Mémoires (<i>Constantin Iordan-Sima</i>), 3 | 371 |
| Micul atlas lingvistic român, Tome IV (<i>Haralambie Mihăescu</i>), 3 | 363 |
| MIRDITA, ZEF, Studime Dardane (<i>Il. Mihăescu</i>), 1 | 166 |
| MORINTZ, SEBASTIAN, Contribuții arheologice la istoria tracilor timpurii, I. Epoca bronzului în spațiul carpato-balcanic (<i>Cornelia Belcin-Pleşca</i>), 1 | 167 |
| NICOSIA, SALVATORE, Elio Aristide nell'Asclapico di Pergamo e la retorica ricuperata (<i>Haralambie Mihăescu</i>), 3 | 364 |
| NIKOLOVA, SVETLINA, Патеричните разкази в българската средновековна литература (<i>Radu Constantinescu</i>), 1, | 171 |
| PALOK, DAKA, Bibliografi e studimeve dhe e artikujve për gjuhën shqipe (1945—1979) (<i>G. Maksutovici et Filip Teodorescu</i>), 1 | 176 |
| PELITON-MARMARINOU, Eleni, Η συγκριτική φιλολογία. Χώρος σκοπός και μέθοδος έρευνας (<i>Cornelia Papacostea-Danielopolu</i>), 3 | 368 |

| | |
|---|-----|
| ROBSON, BRUCE, The Drum Beats Nightly (<i>Elena-Natalia Ionescu</i>), 3 | 369 |
| ROMAN, PETRE I., Cultura Coțofeni (<i>Cornelia Belcin-Pleşca</i>), 1 | 169 |
| RIEDINGER, RUDOLF, Lateinische Übersetzungen griechischer H'eretikertexte des siebenten Jahrhunderts (<i>Tudor Teoteoi</i>), 3 | 368 |
| ROSENTHAL-KAMARINEA, ISIDORA, Die Entwicklung, der modernen Dichtung in Griechenland, Hellenika 1980 (<i>Johannes Irmischer</i>), 1 | 179 |
| SĂNDULESCU-TRANDAFIRESCU, NATALIA, Glosar de cuvinte grecești (<i>Cornelia Papacostea-Danielopolu</i>), 3 | 367 |
| VFLICHI, CONSTANTIN, Veselin Trajkov, Българската емиграция във Влахия след руско-турската война 1826—1829 (<i>Ion Radu-Mircea</i>), 3 | 370 |
| ZEGOS, P. J., Das griechische Recht in Südosteuropa. Hellenika 1980, 5— 13 (<i>Johannes Irmischer</i>), 1 | 178 |

Hommages

| | |
|---|-----|
| Hommage à Haralambie Mihăescu (<i>Al. Graur</i>). Bibliographie, 4 | 453 |
| Hommage à Emil Condurachi in «Revue Roumaine d'Histoire» (<i>Robert Păiușan</i>), 4 | 459 |

PRINTED IN ROMANIA

www.dacoromanica.ro

TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE DE LA RÉPUBLIQUE
SOCIALISTE DE ROUMANIE

- MARIA COJA et PIERRE DUPOND, *Histria V. Ateliers céramiques*, 1979, 169 p.
- C. VELICHI, *La Roumanie et le mouvement révolutionnaire bulgare de libération nationale (1850—1870)*, 1979, 231 p.
- ELIZA CAMPUS, *The Little Entente and Balkan Alliance*, Collection « Bibliotheca Historica Romaniae », *Etudes* 59, 1979, 207 p.
- EUGEN STĂNESCU et NICOLAE-SERBAN TANAȘOCA, (sous la direction de), *Etudes byzantines et post-byzantines*, 1979, 310 p.
- * * * *L’Affirmation des Etats nationaux indépendants et unitaires du centre et du sud-est de l’Europe (1821—1923)*. Collection « Bibliotheca Historica Romaniae », *Etudes* 62, 1980, 362 p.
- LIGIA BÎRZU, *La continuité de la création matérielle et spirituelle du peuple roumain sur le territoire de l’ancienne Dacie*, 1980, 111 p. L’ouvrage existe également en version roumaine et anglaise.
- * * * *Actes du II^e Congrès International de Thracologie, Bucarest, 4—10 septembre 1976*, 1980, I^{er} vol., 470 p. ; II^e vol., 462 p. ; III^e vol., 461 p.
- * * * *The Independence of Romania. Selected Bibliography*, XXII, 1980, 130 p.
- VIRGIL MIHĂILESCU-BÎRLIBA, *La monnaie romaine chez les Daces Orientaux*, Collection « Bibliotheca Historica Romaniae », *Monographies* XXIII, 1980, 312 p.
- * * * *Sources et témoignages sur les ancêtres du peuple roumain*, 1980, 158 p.
- ANDREI PIPPIDI, *Hommes et idées du Sud-Est européen à l’aube de l’âge moderne*, 1980, 372 p. Coéditeur : Le Centre National de la Recherche Scientifique, France.
- VAL. AL. GEORGESCU et P. STRIHAN, *Judecata domnească (Le jugement princier)*, I^{er}, vol., II^e partie, 1979, 232 p. ; II^e vol., I^{er} partie, 1981, 232 p., VAL. AL. GEORGESCU et OVID SACHELARIE, II^e vol., II^e partie, 1982, 243 p.
- ALEXANDRU DUȚU, *European Intellectual Movements and Modernization of Romanian Culture*, Collection « Bibliotheca Historica Romaniae » 62, 1981, 198 p.
- MARIA HOLBAN, *Din cronică relațiilor romano-ungare în secolele XIII^e—XIV^e*. (De la chronique des relations roumano-hongroises aux XIII^e—XIV^e siècles), Collection *Biblioteca istorică*, LVII, 1981, 312 p.
- Documenta Romaniae Historica. B. Țara Românească. IV (1536—1550)*. Sous la direction de Damaschin Mioc, 1981, 411 p.
- Documenta Romaniae Historica. C. Transilvania (1356—1360)*. XV^e volume. Sous la direction de Ștefan Pascu, 1981, 660 p.

RM — ISSN 0035—2063

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XX, 4, p. 377—466, BUCAREST, 1982



I. P. Informația c. 2536

43 456

Lei 50